Université de Yaoundé II
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
PROGRAMME DE FORMATION EN
GESTION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Tel: +237 620 20 66 23 / +237694997543 / +237674126903
www.gpe-cameroun.cm
contact@gpe-cameroun.cm
BP : 1792 Yaoundé - Cameroun

GPE

The University of Yaounde II
Faculty of Economics and Management
Economic Policy Management Programme

Tel: +237 620 20 66 23 / +237694997543 / +237674126903
www.gpe-cameroun.cm
contact@gpe-cameroun.cm
BP : 1792 Yaoundé-Cameroon

Arrêté n° 06/0104/MINESUP/DDES du 14 Septembre 2006

MASTER PROFESSIONNEL EN GESTION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE (GPE)

MEMOIRE PROFESSIONNEL DE FIN DE FORMATION

THEME : « COMPETITIVITE DE LA FILIERE RIZICOLE LOCALE ET DEMANDE DE RIZ IMPORTE AU CAMEROUN : UNE ANALYSE EMPIRIQUE. »

Rédigé et présenté par :

SOMBES MINDJOS Leititia

Titulaire d'un Master en Marketing et Business Development

Sous l'encadrement de :

Pr NGWEN NGANGUE

Maître de conférences

ANNEE ACADEMIQUE 2024-2025

22ème Promotion

SOMMAIRE

SOMMAIRE..... i

AVERTISSEMENT ii

DEDICACE iii

REMERCIEMENTS iv

LISTE DES TABLEAUX vii

RESUME ix

ABSTRACT..... x

INTRODUCTION GENERALE 1

CHAPITRE 1 : CLARIFICATIONS CONCEPTUELLES ET FONDEMENTS THEORIQUES DE LA COMPETITIVITE ET DE LA DEMANDE D'IMPORTATION 11

Section 1 : Clarifications conceptuelles de la compétitivité des filières agricoles et de la demande d'importation 11

Section 2 : Fondements théoriques de la compétitivité et de la demande d'importation 17

CHAPITRE 2 : MECANISMES DE TRANSMISSION DE LA COMPETITIVITE A LA DEMANDE D'IMPORTATION : REVUE THEORIQUE ET EMPIRIQUE..... 26

Section 1 : Revue de la littérature théorique sur le lien compétitivité-demande 26

Section 2 : Revue de la littérature empirique 32

DEUXIÈME PARTIE : ANALYSE EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE LA COMPETITIVITE DE LA FILIERE RIZICOLE ET LA DEMANDE DE RIZ IMPORTE AU CAMEROUN 36

CHAPITRE 3 : ENVIRONNEMENT DE RECHERCHE ET DEMARCHE METHODOLOGIQUE..... 37

Section 1 : Présentation de la filière rizicole et du marché du riz importé au Cameroun 37

Section 2 : Spécification du modèle économétrique 46

CHAPITRE 4 : PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS 52

Section 1 : Présentation des résultats et discussion..... 52

Section 2 : Implications économiques, recommandations de politique publique et perspectives de recherche..... 64

CONCLUSION GENERALE..... 72

ANNEXES..... 75

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 77

TABLE DES MATIERES..... 81

AVERTISSEMENT

« Le Programme en Gestion de la Politique Economique (GPE) n'entend donner aucune approbation ni improbation aux options contenues dans ce mémoire. Ces opinions sont comprises comme étant propres à l'auteure. »

DEDICACE

A MA FAMILLE

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail qui marque l'aboutissement de mon parcours en **Master Professionnel en Gestion de la Politique économique (GPE)**, je voudrais dire merci à tous ceux et celles qui, d'une manière ou d'une autre m'ont aidé à mener à bien ce travail, qu'il s'agisse de personnes ou d'institutions. Ce mémoire est le résultat d'un long parcours durant lequel j'ai bénéficié d l'accompagnement, des conseils, du soutien et des encouragements de nombreuses personnes envers lesquelles je suis profondément reconnaissante.

- Je voudrais tout d'abord dire merci au **Pr NGWEN NGANGUE**, mon **Directeur de mémoire**, qui a accepté d'encadrer ce travail. Tout au long de cette recherche, ses orientations et ses enseignements m'ont permis de mener ce travail à terme. Je lui suis profondément reconnaissante.
- Mes remerciements s'étendent à toute l'équipe de supervision du programme GPE, sous la houlette de **Monsieur le Recteur de l'Université de Yaoundé II-SOA**, ainsi qu'à l'équipe de coordination, qui est sous la direction du **Pr ONDOUA BIWOLE Viviane**.
- Je tiens également à remercier l'ensemble du personnel administratif du programme GPE, spécialement le **Dr SALEU Josiane**, pour son accompagnement, sa disponibilité, ses encouragements et la diligence avec laquelle elle a traité toutes les questions logistiques et administratives relatives à notre formation.
- Sur le plan institutionnel, mes remerciements vont tout d'abord à l'endroit du président de la **Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Elevage et des Forêts du Cameroun (CAPEF)**, **Mr MINDJOS MOMENY Paul Martin**, qui a bien voulu prendre l'engagement de financer ma formation au sein de ce programme.
- Mes sincères remerciements au **Secrétaire Régional de la CAPEF Littoral**, **Mr LEKE TATEFUA Félix**, pour ses conseils, son soutien indéfectible, ses encouragements et ses bénédictions.
- Toute ma gratitude va à l'endroit de ma famille, mes chers parents, pour les sacrifices consentis tout au long de ma formation ; pour leurs prières, leurs conseils, leurs orientations, leurs présences, leurs encouragements et la confiance qu'ils n'ont cessés de placer en moi. Qu'ils trouvent dans ce mémoire le modeste témoignage de ma reconnaissance éternelle.
- Je tiens également à remercier mes camarades de la 22ème promotion du programme GPE, pour la solidarité, les échanges intellectuels, fructueux, l'entraide et les moments de convivialités partagés tout au long de cette formation.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

Sigle / Abréviation	Signification
ACR	Avantage Comparatif Révélé
ARDL	Auto Regressive Distributed Lag
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BEAC	Banque des États de l'Afrique Centrale
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNCC	Conseil National des Chargeurs du Cameroun
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa
CRD	Coût des Ressources Domestiques
FAO	Food and Agriculture Organization
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FCC-Riz	Fonds de Convergence Compétitive Riz
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
GPE	(Programme en) Gestion de la Politique Économique
ICR	Indicateur de Convergence Riz
INS	Institut National de la Statistique
IRAD	Institut de Recherche Agricole pour le Développement
JICA	Japan International Cooperation Agency
MAPP	Mécanisme d'Achat Public Programmé
MCO	Moindres Carrés Ordinaires
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINCOMMERCE	Ministère du Commerce
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques

OMC	Organisation Mondiale du Commerce
PIB	Produit Intérieur Brut
PNIC	Programme National d'Information Consommateur
SAED	Société d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal
SEMRY	Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua
SND30	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030
UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development
UNVDA	Upper Noun Valley Development Authority
USDA	United States Department of Agriculture
VAR	Vector AutoRegression
WDI	World Development Indicators
WEF	World Economic Forum

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Indicateurs récents de la filière rizicole au Cameroun. 4
Tableau 2 : Dimensions de la compétitivité appliquée à la filière rizicole 13
Tableau 3 : Typologies des élasticités de la demande et leurs implications pour l'analyse des produits alimentaires importés 15
Tableau 4 : Signes attendus des différentes variables. 49
Tableau 5 : Statistiques descriptives des variables utilisées 52
Tableau 6 : Matrice de corrélation entre variables. 53
Tableau 7 : Evaluation de l'effet du Prix relatif du riz local par rapport au riz importé la demande du riz local 55
Tableau 8 : Evaluation de l'effet de la production nationale de riz sur les volumes de riz importés au Cameroun. 56
Tableau 9 : Evaluation de l'effet du Prix relatif du riz local par rapport au riz importé la demande d'importation de riz au Cameroun 57
Tableau 10 : Evaluation de l'effet du revenu national réel par habitant sur l'importation de riz au Cameroun. 58
Tableau 11 : Résultats de l'estimation du modèle des importations du riz au Cameroun par la méthode des MCO. 59

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Courbe de la demande..... 14

Figure 2 : Synthèse des élasticités empiriques de la demande de riz importé en Afrique subsaharienne : résultats sélectionnés de la littérature 17

Figure 3 : Le Diamant de Porter..... 20

Figure 4 : Courbe en J (Expression graphique de l'évolution du solde de la balance commerciale après dévaluation de la monnaie nationale). 24

RESUME

Ce mémoire analyse la relation entre la compétitivité de la filière rizicole locale et la demande de riz importé au Cameroun sur la période **2016-2025**. L'objectif principal est d'évaluer dans quelle mesure les indicateurs de compétitivité du riz local influencent les volumes de riz importé, dans un contexte marqué par une forte dépendance alimentaire et par les ambitions de substitution aux importations portées par la **Stratégie Nationale de Développement 2020-2030** (SND30). La démarche méthodologique repose sur une approche quantitative utilisant des données annuelles issues de l'INS, du MINADER, de la BEAC, de la FAO, de la Banque mondiale et de la CNUCED. L'étude mobilise un modèle économétrique log-linéaire estimé par la méthode des **Moindres Carrés Ordinaires** (MCO), afin d'analyser l'effet des variables de compétitivité telles que le prix relatif du riz local par rapport au riz importé, la production nationale, le revenu réel par habitant, la croissance démographique et le taux de change. Les résultats montrent que le prix relatif constitue le principal déterminant de la demande d'importation de riz, avec une élasticité positive et significative de **0,502**. La production nationale exerce un effet de substitution réel mais limité, puisqu'un doublement de la production locale ne réduirait les importations que d'environ **12 %**. Par ailleurs, la croissance économique et la pression démographique stimulent structurellement les importations, tandis que le levier monétaire reste peu efficace en raison de l'arrimage du franc CFA à l'euro. Au regard de ces résultats, le mémoire recommande la mise en place d'un Fonds de Convergence Compétitive Riz, d'un label qualité pour le riz local, d'un mécanisme d'achat public programmé, d'un programme national d'information des consommateurs, d'un indicateur de suivi de la SND30 et d'une bourse régionale du riz au sein de la CEMAC.

Mots-clés : compétitivité ; demande d'importation ; filière rizicole ; Cameroun ; élasticité-prix ; substitution imparfaite ; SND30 ; politique publique ; Moindres Carrés Ordinaires ; zone CEMAC.

ABSTRACT

This thesis analyses the relationship between the competitiveness of the local rice sector and the demand for imported rice in Cameroon over the period **2016–2025**. The main objective is to assess the extent to which indicators of local rice competitiveness influence the volumes of imported rice, in a context characterized by high food dependency and the import substitution ambitions set out in the **National Development Strategy 2020–2030** (SND30). The methodological approach is based on a quantitative analysis using annual data from the **National Institute of Statistics** (NIS), the **Ministry of Agriculture and Rural Development** (MINADER), the **Central Bank of West African States** (CBWAS), the **Food and Agriculture Organization** (FAO), the **World Bank** and **the United Nations Conference on Trade and Development** (UNCTAD). The study employs a log-linear econometric model estimated using the **Ordinary Least Squares** (OLS) method to analyze the effect of competitiveness variables such as the relative price of local rice compared to imported rice, domestic production, real per capita income, population growth and the exchange rate. The results show that the relative price is the main determinant of demand for rice imports, with a positive and **significant elasticity of 0.502**. Domestic production exerts a real but limited substitution effect, since a doubling of local production would reduce imports by only around **12%**. Furthermore, economic growth and demographic pressure are structurally driving up imports, whilst monetary policy remains largely ineffective due to the CFA franc's peg to the euro. In light of these findings, the thesis recommends the establishment of a Rice Competitive Convergence Fund, a quality label for local rice, a scheduled public procurement mechanism, a national consumer information program, a monitoring indicator for the **SND30**, and a regional rice exchange within the CEMAC.

Keywords: competitiveness; import demand; rice sector; Cameroon; price elasticity; imperfect substitution; SND30; public policy; Ordinary Least Squares; CEMAC zone.

INTRODUCTION GENERALE

1. Contexte

Selon **Arouna et al**. (**2021**), la demande de riz en Afrique Subsaharienne a progressé à un rythme annuel de **6%** au cours de la dernière décennie, sous l'effet conjugué de la croissance démographique, de l'urbanisation accélérée et de la modification des régimes alimentaires. La **Food and Agriculture Organization** (**FAO**), estime que la consommation du riz a considérablement augmenté depuis les années **1990**, pour devenir aujourd'hui l'un des principaux aliments de base dans de nombreux pays (**FAO, 2020**). Les projections de l'**OCDE-FAO** (**2021**) anticipent une poursuite de cette dynamique à un **taux de 3 à 4% par an d'ici 2030**. En 2018, la consommation de riz en Afrique subsaharienne était estimée à **33,2 millions de tonnes de riz usiné**, dont environ **15,5 millions de tonnes** couvertes par les importations (**Arouna et al., 2021**). En valeur, le riz constitue le premier produit alimentaire importé dans la région, avec une facture annuelle dépassant **4,3 milliards de Dollars** (**Banque mondiale, 2013**).

Cette évolution se traduit par une forte dépendance aux importations. Plusieurs pays africains, malgré leurs grandes potentialités agricoles, ne peuvent pas satisfaire leur demande intérieure. Ils font donc un usage massif des marchés internationaux. La Banque mondiale souligne que cette dépendance rend les économies africaines vulnérables aux chocs externes, notamment les variations des prix mondiaux et les interruptions des chaines d'approvisionnement (**Banque mondiale, 2023**).

Selon **l'INS**, la facture d'importation du riz s'est élevée à environ **200,8 milliards de FCFA** en **2023**, en recul par rapport à **2022**, dans un contexte d'ajustement sur les marchés internationaux et de mesures nationales visant à bien encadrer les circuits d'approvisionnement. Cette baisse en valeur n'épuise toujours pas la question structurelle ; elle ne signifie pas que l'offre locale ait comblé le déficit, mais signale surtout la vulnérabilité d'une denrée devenu centrale dans les régimes alimentaires urbains.

Le Cameroun s'inscrit pleinement dans cette tendance. Au Cameroun, le riz est passé du statut de denrée de luxe, consommée lors des fêtes, à celui d'aliment de base incontournable pour les ménages, particulièrement en milieu urbain (comme Yaoundé et Douala). Cette modification des habitudes alimentaires a entraîné une explosion de la demande nationale, estimée en **2023** par la MINADER à plus de **630 000 tonnes par an**. La plus grande partie du riz consommée à l'intérieur du territoire national est importée. Il provient principalement **d'Asie du Sud-Est** et **d'Inde**, faute d'une production nationale suffisante pour couvrir la demande intérieure (**FAO-HiH, 2023**). Cette dépendance structurelle pèse sur la balance commerciale alimentaire et expose l'économie nationale aux chocs de prix internationaux. La crise alimentaire mondiale de **2007-2008** en a fourni une illustration saisissante : entre **novembre 2007 et mai 2008**, les prix internationaux du riz ont augmentés de **140%** (**Abbott, Hurt et Tyner, 2008**),

fragilisant l'accès alimentaire des ménages à faibles revenus dans l'ensemble des pays importateurs nets, dont le Cameroun.

La consommation par habitant avoisine les **25 Kg** de riz blanchi par an, avec une demande nationale projetée à environs **772 000 tonnes à l'horizon 2030**, dans un contexte ou l'offre locale reste en deçà des besoins et où, la part importée reste majoritaire (autour de trois quarts des volumes, selon les documents d'orientation). **Les chiffres publiés par la FAO dans le cadre de l'initiative Hand-in-Hand indiquent en outre une production actuelle d'environ 270 000 tonnes, des rendements hétérogènes (près de 2,2 t/ha en pluvial, jusqu'à 6 t/ha dans les systèmes irrigués) et un gap estimé à environ 450 000 tonnes l'an**, qui matérialise l'écart entre l'offre nationale et la consommation intérieure (**FAO-HiH, 2023**).

Ces ordres de grandeur rappellent une réalité structurelle importante : sans un effort coordonné sur la productivité, la qualité et la standardisation, le pays continuera d'absorber une facture d'importations élevée, exposée aux chocs de prix internationaux et aux restrictions des grands exportateurs. (**FAO, 2023**).

Ces éléments ne reflètent pas seulement un déséquilibre entre l'offre et la demande, mais révèlent également en évidence les facteurs structurels qui conditionnent la compétitivité de la filière rizicole au Cameroun.

L'analyse de cette filière rizicole fait apparaitre plusieurs facteurs clés de sa compétitivité. Il s'agit notamment du niveau de production nationale, de la productivité agricole assurée par les rendements, de la capacité de transformation et de la régularité de l'offre des marchés. A ces facteurs s'ajoutent les conditions de coût et de prix relatifs face aux produits importés. Ces éléments constituent les principaux leviers à travers lesquels la compétitivité du riz local peut influencer la dynamique des importations.

Les derniers chiffres officielles sur les plus échanges extérieurs viennent confirmer l'importance de cette question budgétaire.

Les pouvoirs publics ont, dans ce cadre, placé l'amélioration de ces déterminants au cœur des politiques agricoles, notamment à travers la **Stratégie Nationale de Développement 2020-2030** (**SND30**). Cette stratégie vise une transformation structurelle de l'économie, qui consiste à développer les filières agricoles locales et à remplacer progressivement les importations alimentaires par une production nationale plus forte. La filière riz est une priorité, avec des objectifs d'augmentation de la productivité à **5 t/ha en moyenne pour le riz PADDY**, ainsi que d'extension de surfaces irriguées et de modernisation des circuits de transformation. Elle vise également l'amélioration de la qualité et l'organisation de l'offre notamment à travers l'utilisation des semences certifiées, des processus de mécanisation et en proposant des services de conseils et de transformation.

Cette ambition stratégique se traduit, depuis **novembre 2022**, par le lancement de deux projets structurants cofinancés par la **Banque mondiale** et inscrits dans le **Plan Intégré d'Import-Substitution Agropastoral et Halieutique 2024-2026** en abrégé le **PIISAH**. **Le Projet d'Aménagement et de Valorisation des Investissements de la Vallée du Logone (VIVA Logone)**, doté d'une enveloppe de **117 à 124 milliards de FCFA** sur sept (07) ans, vise la réhabilitation de **12 210 hectares de périmètres irrigués dans les localités de Yagoua, Maga, Nguémé et Kaï-Kaï**, ainsi que le renforcement des capacités opérationnelles de la SEMRY. Au **31 octobre 2025**, le projet affichait un **taux d'exécution physique de 39%** et un **taux de décaissement de 37,9%**. Parallèlement, **le Projet VIVA Bénoué**, financé à hauteur de **178,5 millions d'euros** soit environ **117,8 milliards de FCFA** et mis en œuvre par la **MEADEN**, vise à fournir des services durables d'irrigation et de drainage tout en améliorant la production rizicole dans la Vallée de la Bénoué. **Une convention a été signée le 29 avril 2024** entre la **MEADEN et Africa Rice** pour l'introduction de nouvelles variétés et l'approvisionnement en semences (**MINEPAT, 2024**). Ces deux projets, qui mobilisent ensemble près de **242 milliards de FCFA** sur la décennie, constituent l'épine dorsale opérationnelle de la stratégie d'import-substitution rizicole.

Ces ambitions sont légitimes. Elles s'inscrivent dans une logique de substitution des importations dont les fondements théoriques remontent aux travaux fondateurs de **Prebisch (1950) et Singer (1950)**, et qui restent débattus dans la littérature économique contemporaine. Cependant sont-elles réalistes ? La production locale peut-elle réellement concurrencer le riz asiatique sur les marchés urbains camerounais ? Et si ce n'est pas encore le cas, quels sont les véritables freins à cette compétitivité, et dans quelle mesure leur allègement permettrait-il de réduire le niveau des importations ?

Ce sont ces questions, à la fois pratiques et scientifiques, qui justifient le présent travail de recherche.

2. Justification et importance du sujet

Le choix de porter cette réflexion sur la filière rizicole ne relève pas d'une simple curiosité académique. Elle répond à une urgence économique et sociale au Cameroun. Il est frappant de constater que, le riz est passé, en l'espace de deux décennies, d'un produit de prestige à un pilier incontournable de la sécurité alimentaire urbaine. Cette transition créée donc un paradoxe structurel : alors que le pays dispose de vastes bassins de production (Extrême-Nord, Nord-Ouest et Ouest) et investit massivement à travers les projets VIVA Logone et VIVA Bénoué, il reste dépendant des productions asiatiques pour près de **75%** de ses besoins (**FAO, 2023**).

Dès lors, l'intérêt de ce sujet s'articule autour de trois dimensions majeures. Premièrement, sur le plan économique et budgétaire, la facture annuelle des importations de riz qui a franchi en **2023** la barre des **200 Milliards de FCFA selon l'INS**. Cette sortie permanente de devises exerce une pression constante

sur la balance commerciale alimentaire. Comprendre les déterminants de cette demande n'est donc plus une option, mais une nécessité pour stabiliser nos comptes extérieurs.

Le tableau ci-après vient matérialiser cette justification.

Tableau 1 : Indicateurs récents de la filière rizicole au Cameroun.

Indicateurs	Valeurs	Années	Sources
Consommation de riz blanchi / habitant	**≈ 25kg/hab./an**	**2023**	**FAO-HiH**
Production nationale	**≈ 270 000 t**	**2023**	**FAO-HiH**
Part importé dans l'approvisionnement	**~ 75%**	**2023**	**FAO-HiH**
Facture d'importation de riz	**≈ 200,8 Mds de FCFA**	**2023**	**FAO-HiH**
Financement VIVA Logone (Banque mondiale)	**117-124 Mds FCFA**	**2022-2029**	**MINEPAT**
Financement VIVA Bénoué (Banque mondiale)	**178,5 M€ (~117,8 Mds FCFA)**	**2022-2029**	**MINEPAT**

Source: *FAO, «Investment Plan from the development of the rice value chain », Rome, 2023, MINEPAT (2024).*

Deuxièmement, sur le plan alimentaire, la dépendance aux importations expose le Cameroun a des chocs extérieurs sur lesquels le gouvernement n'a aucune prise directe. Il s'agit des fluctuations des cours mondiaux du riz, les restrictions à l'exportation des pays fournisseurs, les perturbations des chaînes logistiques maritimes et les crises sanitaires mondiales comme la pandémie de Covid-19. Cette étude est pertinente pour l'analyse de la compétitivité. Il ne s'agit plus seulement de produire plus, mais de comprendre pourquoi les consommateurs camerounais préfèrent nettement le riz importé, même quand les produits locaux existent.

Enfin, sur le plan académique et analytique, les études empiriques spécifiques au Cameroun portant sur la relation entre compétitivité de la filière rizicole locale et la dynamique des importations sont rares, fragmentaires et pour la plupart antérieures aux chocs récents à savoir, la crise alimentaire de 2007-2008, la pandémie à Covid-19 de 2020 à 2021 et les restrictions d'exportations d'Inde en 2023. Ces chocs ont significativement changé les conditions du marché et les comportements des consommateurs camerounais.

Ces évolutions appellent une évaluation empirique actualisée, fondée sur des données récentes et une méthodologie adaptée au Contexte. C'est à ce triple enjeu, économique, sécuritaire et scientifique que le présent mémoire entend répondre, avec les outils de la politique économique appliquée.

3. Gap de la littérature

La littérature économique consacrée aux déterminants de la demande d'importation de produits alimentaires est abondante et structurée autour de contributions théoriques et empiriques bien établies. Les recherches de **Houthakker et Magee** menées en **1969**, ainsi que celles de **Goldstein et Khan** réalisées en **1985**, ont démontrés que la demande d'importation est principalement influencée par le revenu national, les prix relatifs et le taux de change réel. Les résultats de ces études ont été confirmés par des approches économétriques plus récentes, notamment les modèles ARDL développés par **Pesaran, Shin et Smith (2001)**.

Dans le contexte africain, plusieurs études empiriques confirment ces déterminants tout en mettant en évidence des spécificités régionales. Les travaux de **Seck et al. (2012)** et de **Reardon et al. (2015)** montrent que la croissance de la demande de riz en Afrique Subsaharienne s'explique non seulement par les variables économiques classiques, mais aussi par des transformations structurelles telles que l'urbanisation, l'évolution des préférences alimentaires et l'intégration croissante aux marchés internationaux. De même, **Anderson et Nelgen (2012)** soulignent le rôle des politiques commerciales et des fluctuations du taux de change dans la dynamique des importations agricoles.

Cependant, malgré les nombreuses analyses approfondies, il existe encore certaines limites importantes dans les études existantes.

Premièrement, la plupart des recherches examinent la demande d'importation d'un point de vue macroéconomique général, sans prendre en compte de manière précise la compétitivité des filières locales. Or, dans le cas du riz, la concurrence entre la production nationale et les importations ne se résume pas seulement à la quantité, mais prend également en compte les différences de coûts, de qualité, de transformation et de régularité de l'offre. L'absence de prise en compte de cette dimension de la compétitivité des filières locales amène vers une représentation incomplète des procédés réels de substitution entre les produits locaux et les produits importés.

Deuxièmement, il existe peu de recherches empiriques sur le Cameroun et elles sont pour la plupart très anciennes. Elles portent généralement sur des périodes antérieures aux changements récents sur le marché du riz, comme **la crise alimentaire mondiale de 2007 à 2008, la pandémie de Covid-19 et les restrictions à l'exportation imposées dans certains grands pays producteurs comme l'Inde en 2023**. Ces changements ont néanmoins fortement modifié les conditions d'approvisionnement et les comportements des consommateurs de riz au Cameroun.

Troisièmement, dans différents modèles économétriques, la production locale est beaucoup utilisée comme simple substitut des importations, sans prise en compte de sa capacité réelle à concurrencer les importations. Cette idée que la production locale et les importations sont interchangeables est peu réaliste, surtout au Cameroun. En effet, il y'a de grandes différences entre le riz produit localement et le

riz importé, particulièrement en ce qui concerne la qualité, la façon dont il est conditionné et sa disponibilité sur les marchés.

Enfin, sur le plan méthodologique, le modèle d'analyse dominant de la littérature empirique sur les économies en développement est le **modèle ARDL (Auto Regressive Distributed Lag)** développé et popularisé par **Pesaran, Shin et Smith** (**2001**). Ce modèle est connu pour sa pertinence dans l'analyse des relations de long terme sur les séries temporelles.

Pourtant, son application n'est pas sans condition. Un **modèle ARDL** nécessite une certaine longueur de série pour que les procédures bounds testing soient statistiquement valides. Sur des échantillons très courts (Moins de 20 ans), les tests de cointégration perdent une partie de leur puissance, et les estimations des mouvements d'ajustement peuvent être instables et peu interprétables.

Par ailleurs, ce modèle qui est d'une grande complexité technique suppose une stabilité ou une dépendance des séries qui nécessite des pré-tests rigoureux. Pour un travail dont l'ambition première est de produire des estimations fiables et directement utilisables par les décideurs publics camerounais, la méthode ARDL peut devenir un frein plutôt qu'un atout.

C'est cette raison qui nous a conduit à nous tourner vers une approche différente dans le présent mémoire. Il s'agit de la **méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO)**, appliquée à une période de dix ans couvrant les années **2016** à **2025**. Ce choix, loin d'être un renoncement méthodologique, répond à une logique de cohérence entre les objectifs de la recherche, la nature des données disponibles et les exigences de solidité et de lisibilité des résultats. Les **MCO** permettent d'estimer la demande d'importation par rapport aux variables de compétitivité retenues. De plus, la période 2016 à 2025 correspond à la décennie la plus fournie en événements structurants pour la filière rizicole camerounaise et mondiale, ce qui confère à l'étude une pertinence empirique immédiate.

Sur cette base ; le présent mémoire comble le gap de littérature à trois niveaux. D'abord, il propose une analyse récente et adaptée au contexte de la demande de riz importé au Cameroun. Ensuite, il articule explicitement compétitivité de la filière locale et dynamique des importations et enfin, il adopte une méthodologie accessible et reproductible, adaptée aux contraintes de données du contexte étudié.

4. Problématique

La position du Cameroun aujourd'hui est paradoxale. D'un côté, le pays dispose des terres cultivables abondantes, d'un climat favorable dans plusieurs régions, des périmètres irrigués déjà aménagés dans les régions septentrionales et désormais en cours de réhabilitation à grande échelle par les projets VIVA Logone et VIVA Bénoué, et d'une main-d'œuvre agricole disponible, un ensemble de conditions favorables à la production de riz. D'un autre côté, il continue d'importer entre **70 et 80 %** du riz qu'il

consomme (**FAOSTAT, 2023**), faisant de sa balance commerciale alimentaire l'une des plus déficitaires de la sous-région.

La **Stratégie Nationale de Développement 2020-2030** (**SND30**) suppose que la solution réside dans le l'amélioration de la compétitivité de la filière rizicole locale. Pour elle, améliorer les rendements, réduire les coûts de production, moderniser les circuits de transformation et de distribution est la solution idéale à l'amélioration de la compétitivité du riz local. L'hypothèse implicite est que, si le riz local devient compétitif, les consommateurs se détourneront du riz importé, les importations diminueront, et la balance commerciale s'améliorera. Cette logique d'import-substitution est bien attirante. Mais repose-t-elle sur des bases empiriques solides ?

En réalité, les études disponibles sur le cas camerounais ne permettent pas de donner une réponse claire à cette question. Le lien entre la compétitivité de la filière rizicole locale et la demande de riz importé n'a pas été analysée économétriquement sur des données récentes. Or, les comportements des consommateurs, les structures de prix et les conditions de marché ont fortement évolués depuis 2016. Les bases de la politique publique méritent donc d'être testés plutôt qu'assumés.

La question centrale que soulève cette réflexion est donc celle de savoir :

Dans quelle mesure les indicateurs de compétitivité de la filière rizicole locale influencent-ils la demande de riz importé au Cameroun sur la période de 2016 à 2025 ?

Cette question centrale se décline en deux questions spécifiques qui structurent l'ensemble du travail :

QR1 : Quels sont les principaux indicateurs économiques de la demande de riz importé au Cameroun sur la période 2016 à 2025, et quelle est leur influence respective sur les volumes importés ?

QR2 : Dans quelle mesure les indicateurs de compétitivité de la filière rizicole locale (production nationale, prix relatif riz local/riz importé, taux de change) exercent-ils un effet significatif et quantifiable sur la demande d'importation ?

5. Objectifs de la recherche

Objectif général

L'objectif général de cette recherche est d'estimer, l'effet des indicateurs de compétitivité de la filière rizicole locale sur la demande de riz importé au Cameroun entre **2016 et 2025**.

Spécifiquement, il s'agira de :

- **OS1** : Identifier et analyser les indicateurs de la compétitivité de la filière rizicole au Cameroun ;
- **OS2** : Analyser l'effet de ces indicateurs sur les volumes de riz importé.

6. Hypothèses de recherche

H1 : Les principaux indicateurs économiques de la demande de riz importé au Cameroun (revenu national réel par habitant, prix relatif riz local/riz importé, taux de change réel, croissance démographique et

formation brute de capital fixe) influencent positivement et significativement les volumes de riz importé sur la période 2016-2025.

H2 : Les indicateurs de compétitivité de la filière rizicole locale (notamment la production nationale, le prix relatif et le revenu national réel par habitant) influencent significativement les volumes de riz importé au Cameroun.

7. Méthodologie

Ce mémoire adopte une démarche quantitative fondée sur l'analyse des données en séries temporelles annuelles couvrant la période **2016-2025**, soit 10 observations annuelles.

Les données sont issues de sources institutionnelles reconnues et vérifiables :

- **MINCOMMERCE et INS :** pour les flux des importations de riz ;
- **CNUCED et UNCTAD Stat :** pour l'échange et pouvoir d'achat ;
- **FMI :** pour le taux de change et le déflateur de PIB ;
- **L'OMC :** pour les tarifs douaniers ;
- **Banque mondiale (World Development Indicators : WDI)** : pour le PIB réel par habitant, la population et les infrastructures.

La méthode d'estimation retenue est celle des **Moindres Carrés Ordinaires (MCO)**, dans sa forme log-linéaire. Cette approche présente plusieurs avantages adaptés au contexte de cette étude. Elle est transparente et directement reproductible, ce qui en fait un outil crédible pour la communication des résultats aux décideurs publics. Elle permet une interprétation immédiate des coefficients estimés sous forme d'élasticités constantes, facilitant les comparaisons avec la littérature existante. Enfin, elle est adaptée à des échantillons de taille limitée, à condition que ses hypothèses classiques soient vérifiées.

La forme fonctionnelle du modèle s'écrit :

$$\mathrm{Im}\, portRiz_t = \beta_0 + \beta_1 Y/hab_t + \beta_2 \mathrm{Pr}ix\,\mathrm{Re}l_t + \beta_3 N_t + \beta_4 I_t + \beta_5 TCR_t + \varepsilon_t$$

Où :

- ***ImportRiz$_t$:*** Les importations du riz du Cameroun la date t.
- ***Y/hab :*** Le niveau du PIB par habitant du pays en valeur constante (dollar US), mesure le pouvoir d'achat des populations.
- ***N :*** La taille du pays qui est mesurée par le niveau de population à la période t.
- **I :** Le niveau des infrastructures du Cameroun à la date t.
- **Prixrel :** Le prix relatif entre le prix du riz local et riz importé.
- **TCR** : Le taux de change réel bilatéral entre les pays i et j au temps t.
- ***εi*** : Le terme d'erreur.

Il convient par ailleurs d'assumer les **limites propres** à cette approche. Avec dix observations annuelles, les degrés de liberté sont contraints, ce qui peut affecter la puissance des tests statistiques. Les MCO ne permettent pas, contrairement à l'ARDL, de distinguer les effets de court terme et des effets de long terme. Enfin, la forme log-linéaire suppose des élasticités constantes sur toute la période, ce qui peut ne pas refléter des changements de comportement survenus à des moments de rupture spécifiques. Ces limites seront discutées dans l'interprétation des résultats et prise en compte dans la formulation des recommandations.

8. Intérêts de la recherche

Ce mémoire présente un intérêt à trois niveaux :

- **Sur le plan scientifique** : il comble un vide analytique en produisant une estimation économétrique rigoureuse des déterminants de la demande de riz importé au Cameroun sur une période longue et récente, en mobilisant une méthodologie adaptée aux contraintes de données disponibles.
- **Sur le plan Politique** : il propose aux décideurs publics des informations chiffrées pour juger de la pertinence des outils de la SND30 en matière de substitution aux importations de riz et identifier les leviers d'action les plus efficace au regard des résultats obtenus.
- **Sur le plan économique** : il participe à la réflexion sur la sécurité alimentaire et la compétitivité agricole au Cameroun, dans un contexte ou la balance commerciale alimentaire est sous tension et où les marchés internationaux de céréales sont fortement volatiles.

9. Annonce du plan

Ce mémoire est structuré en deux parties complémentaires. **La première partie** est consacrée au cadre conceptuel, théorique et à la revue de la littérature sur la compétitivité et la demande de riz. **Le chapitre 1** porte sur les clarifications conceptuelles et les fondements théoriques de la compétitivité des filières agricoles et de la demande d'importation. **Le chapitre 2** analyse les mécanismes de transmission de la compétitivité à la demande d'importation à travers une revue théorique et empirique de la littérature.

La seconde partie est dédiée à l'analyse empirique de la relation entre la compétitivité de la filière rizicole et la demande de riz importé au Cameroun. **Le chapitre 3** présente l'environnement de recherche, la modélisation conceptuelle ainsi que la méthodologie économétrique adoptée. **Le chapitre 4** est consacré à la présentation, à l'analyse et à l'interprétation des résultats, ainsi qu'à la formulation d'implications économiques et de recommandations de politiques publiques en faveur du développement de la filière rizicole.

PREMIÈRE PARTIE : CADRE CONCEPTUEL, THEORIQUE ET REVUE DE LA LITTERATURE SUR LA COMPETITIVITE ET LA DEMANDE DE RIZ

Avant d'engager toute analyse empirique rigoureuse, il est nécessaire de poser les bases conceptuelles et théoriques qui en assurerons la cohérence. C'est l'objectif de cette première partie. La relation entre compétitivité d'une filière agricole et demande d'importation d'un produit alimentaire ne peut être correctement analysée sans comprendre au préalable à quoi renvoi ces notions, comment elles s'articulent dans la pensée économique, et quels mécanismes de transmission relient l'une à l'autre dans le contexte spécifique d'une économie en développement.

En effet, les notions de compétitivité et de demande d'importation sont complexes et multidimensionnelles. La compétitivité ne se réduit pas à un simple écart de prix, elle englobe la qualité, la régularité de l'offre, l'environnement institutionnel et la capacité à innover des acteurs. De même, la demande d'importation n'est pas seulement déterminée par les fondamentaux macroéconomiques ; elle dépend aussi des préférences, des habitudes culturelles et la perception de la qualité, du prix et de toute autre commodité.

Cette première partie est articulée autour de deux chapitres complémentaires. Le **Chapitre 1** clarifie les concepts fondamentaux et présente les principaux fondements théoriques de la compétitivité et de la demande d'importation. Le **Chapitre 2** approfondit l'analyse en s'intéressant aux mécanismes de transmission entre ces deux dimensions, à travers une revue théorique et empirique de la littérature.

CHAPITRE 1 : CLARIFICATIONS CONCEPTUELLES ET FONDEMENTS THEORIQUES DE LA COMPETITIVITE ET DE LA DEMANDE D'IMPORTATION

Ce premier chapitre est consacré à la clarification des concepts fondamentaux et à la présentation des principaux fondements théoriques relatifs à la compétitivité des filières agricoles et à la demande d'importation.

Il met en lumière, d'une part, les spécificités de la compétitivité dans les filières agricoles des pays en développement et, d'autre part, les déterminants de la demande d'importation des produits alimentaires au travers des théoriques classiques et contemporaines qui vont permettre de comprendre les dynamiques observées dans le secteur rizicole.

Section 1 : Clarifications conceptuelles de la compétitivité des filières agricoles et de la demande d'importation

La compétitivité constitue l'un des concepts centraux de l'économie industrielle et du commerce international. Appliquée à une filière agricole, elle désigne la capacité d'un secteur à produire des biens à des coûts et à des niveaux de qualité lui permettant de résister à la concurrence, qu'elle soit interne ou externe. Dans le cas de la filière rizicole camerounaise, comprendre les fondements théoriques de la compétitivité est indispensable avant toute analyse empirique. Cette section passe en revue les principales théories mobilisées dans la littérature, des approches classiques aux cadres plus récents puis présente les indicateurs retenus pour mesurer la compétitivité de la filière.

I. La compétitivité appliquée aux filières agricoles dans les pays en développement

En économie, la compétitivité permet d'évaluer le degré selon lequel un pays peut, dans des conditions de marché libres et équitables, produire des biens et services qui satisfont aux normes des marchés internationaux, tout en maintenant et augmentant simultanément les revenus réels de sa population sur le long terme (**OCDE, 1992**).

Selon le **World Economic Forum**, la compétitivité renvoie à ***« l'ensemble des institutions, politiques et facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'un pays »*** (**WEF, 2023**). Cette définition met en évidence le rôle des facteurs structurels et institutionnels.

D'après les études **d'Aiginger et Vogel (2015)**, la compétitivité au niveau macroéconomique traduit la capacité d'une économie nationale à soutenir la croissance de ses revenus réels dans un contexte d'ouverture commerciale.

Dans le domaine agricole, la compétitivité renvoie à la capacité d'une filière à offrir des produits en quantité suffisante, à des prix accessibles, tout en respectant les exigences de qualité du marché (**DAO, 2022**).

I.1. Les typologies de compétitivité (prix, hors-prix et structurelle)

On distingue trois typologies de compétitivité :

- **La compétitivité-prix**, liée aux coûts de production et aux prix relatifs ;
- **La compétitivité hors-prix**, qui repose sur la qualité, l'innovation et la différenciation des produits ;
- **La compétitivité structurelle**, qui fait référence aux fondements institutionnels et infrastructurels à long terme (**Krugman, 1996**).

I.1.1. La compétitivité-prix

Elle renvoie à la capacité qu'a un Etat, une entreprise ou une structure à proposer un produit à coût inférieur ou égal à celui des concurrents, à qualité comparable. Elle dépend principalement :

- Des coûts de production (main-d'œuvre, intrants) ;
- De la productivité (logistique) ;
- Du taux de change.

Dans le cas du riz au Cameroun, la compétitivité-prix est beaucoup influencée par le coût du transport, des intrants et de la transformation.

I.1.2. La compétitivité hors-prix

Elle concerne les éléments non liés directement au prix, notamment :

- La qualité du produit ;
- Le conditionnement ;
- La traçabilité ;
- La réputation.

Dans les filières agricoles, cette dimension inclut aussi les normes sanitaires et phytosanitaires, ainsi que les exigences de traçabilité (**FAO, 2018**).

Également, dans les marchés urbains africains, les consommateurs accordent de plus en plus d'importance à la qualité et à l'hygiène, ce qui donne un avantage aux produits bien transformés (**OCDE, 2021**).

I.1.3. La compétitivité structurelle

Elle renvoie aux facteurs de long terme qui influencent la performance d'une filière :

- Infrastructures (Routes, stockage) ;
- Accès au financement ;
- Politiques publiques ;
- Environnement institutionnel.

Dans le contexte de la filière rizicole camerounaise, les dimensions prix et hors-pris sont pertinentes. Le riz local souffre d'un déficit de compétitivité-prix face aux importations en provenance d'Asie du Sud-Est, mais aussi d'un déficit de compétitivité hors-prix lié à la qualité perçue du produit (présence d'impuretés, faible capacité d'approvisionnement, conditionnement peu attractif).

Tableau 2 : Dimensions de la compétitivité appliquée à la filière rizicole

Dimensions	Indicateurs clés	Application à la filière rizicole camerounaise
Compétitivité-prix	Coût de production, prix au détail, taux de change	Prix du riz local supérieur au riz importé sur les marchés urbains.
Compétitivité hors-prix	Qualité, régularité, conditionnement	Riz local perçu comme moins homogène que le riz importé.
Compétitivité structurelle	Infrastructures, institutions, politiques publiques	Déficit d'irrigation, faiblesse des services d'appui à la filière.

Source : *Elaboré par l'auteur d'après Aiginger & Vogel (2015) et FAO (2018).*

I.2. Les spécificités de la compétitivité des filières agricoles dans les pays en développement

Dans les pays en développement, la compétitivité agricole présente des caractéristiques spécifiques.

Les filières agricoles font face à plusieurs contraintes :

- Faibles rendements ;
- Accès limité aux technologies ;
- Coûts logistiques élevés ;
- Dépendance aux importations.

Selon la **Food and Agriculture Organization** (**2022**), ces contraintes réduisent la compétitivité des produits locaux face aux importations souvent subventionnées.

En Afrique subsaharienne, les filières vivrières font face à une concurrence accrue des importations subventionnées en provenance de pays tiers, ce qui érode leur compétitivité-prix et structurelle (**OCDE/FAO, 2018**).

Dans le cas du riz, les importations asiatiques bénéficient d'économies d'échelle importantes, ce qui rend difficile la concurrence pour les producteurs locaux (**AfricaRice, 2021**).

Cependant, certaines opportunités existent :

- Le développement des chaînes de valeur locales ;
- L'amélioration des infrastructures ;
- Les politiques d'import-substitution.

II. La demande d'importation des produits alimentaires

La demande d'importation des produits alimentaires constitue une dimension essentielle de l'analyse des économies ouvertes, en particulier dans les pays en développement caractérisés par une insuffisance de la production locale face aux besoins de consommation. Elle reflète l'ensemble des quantités de biens

alimentaires qu'un pays choisit d'acheter sur le marché international pour satisfaire sa demande intérieure.

D'un point de vue économique, l'importation correspond à ***« l'entrée dans un pays de biens et services provenant de l'étranger »***. Dans le cas des produits alimentaires, cette demande est fortement influencée par des facteurs tels que **le revenu, les prix relatifs, les préférences des consommateurs et les contraintes structurelles de production**.

II.1. Fondements microéconomiques de la demande du consommateur

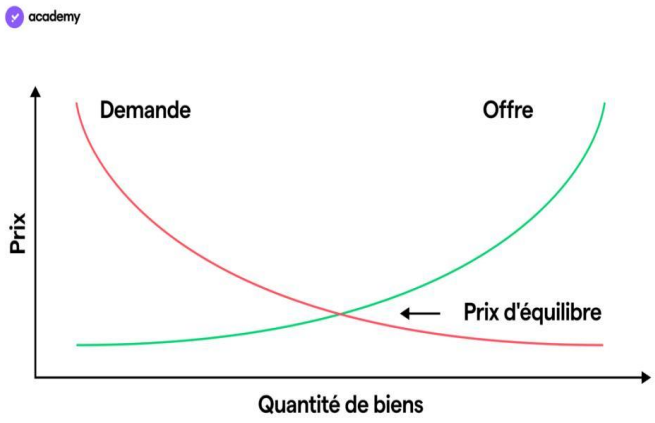
La théorie de la demande est l'une des constructions les plus anciennes et les plus solides de la pensée économique. Elle trouve ses fondements dans les travaux **d'Alfred Marshall** (**1890**), qui a formalisé la relation entre le prix d'un bien et la quantité que les consommateurs souhaitent en acquérir, et dans ceux de **Léon Walras** (**1874**), qui a posé les bases de l'équilibre général dans lequel cette demande s'insère. Selon cette approche, les individus cherchent à maximiser leur satisfaction (utilité) sous contrainte de revenu.

Cet arbitrage est dicté par deux (2) mécanismes fondamentaux :

- **L'effet de substitution :** Si le prix du riz importé baisse (ou si sa qualité s'améliore à prix constant), le consommateur délaisse le riz local. Dans le contexte camerounais, la « propreté » du riz importé réduit le coût en temps de préparation, ce qui renforce cet effet de substitution au-delà du simple prix monétaire.
- **L'effet de revenu :** Une augmentation du revenu réel des ménages (ou une baisse générale des prix alimentaires) peut paradoxalement pousser les consommateurs vers le riz importé si celui-ci est perçu comme un **« bien supérieur »** ou plus valorisant socialement.

Ainsi, la demande est généralement décroissante par rapport au prix.

Figure 1 : Courbe de la demande



Source : *academy.youngplatform.*

Par ailleurs, l'analyse des élasticités permet de mieux comprendre le comportement de la demande :

- **Elasticité-prix** : sensibilité aux variations de prix,
- **Elasticité-revenu** : effet du revenu sur la consommation,
- **Elasticité croisée** : relation entre biens substituts ou complémentaires.

Dans le cas des produits alimentaires de base comme le riz, la demande est généralement **inélastique**, ce qui signifie que les variations de prix ont un effet limité sur les quantités consommées.

Tableau 3 : Typologies des élasticités de la demande et leurs implications pour l'analyse des produits alimentaires importés.

Type d'élasticité	Signe attendu	Interprétation
Elasticité-prix	Négatif	Une hausse du prix du riz importé réduit la quantité demandée. Si |ε| < 1, la demande est inélastique : les ménages maintiennent leur consommation malgré la hausse des prix, révélant une forte dépendance au produit importé.
Élasticité-revenu	Positif	Une hausse du revenu national accroît la demande de riz importé, notamment en milieu urbain. Une élasticité supérieure à 1 classe le riz importé parmi les biens supérieurs dans certains contextes africains, ce qui complique les politiques d'import-substitution.
Élasticité croisée	Positif	Une hausse du prix du riz local entraîne une augmentation de la demande de riz importé (biens substituts). Si cette élasticité est faible, la substituabilité entre riz local et riz importé est limitée, ce qui fragilise la stratégie d'import-substitution

Source : *Élaboré par l'auteur d'après Varian (2010), Deaton & Muellbauer (1980) et Goldstein & Khan (1985).*

II.2. Définition et spécificités de la demande d'importation en économie ouverte

Dans une économie ouverte (comme celle du Cameroun), la demande d'importation correspond à la part de la consommation nationale satisfaite par des produits étrangers. Elle peut être modélisée comme une fonction dépendant de plusieurs variables macroéconomiques :

$$M = \mathrm{f}\,(Y, P_m/P_d; ER)$$

Avec :

- $\boldsymbol{Y}$: revenu national
- $\boldsymbol{P_m/P_d}$: prix relatif des importations
- $\boldsymbol{ER}$: taux de change

La demande d'importation alimentaire présente plusieurs spécificités dans les pays en développement :

- **La dépendance structurelle :** Dans de nombreux pays africains, la production locale est insuffisante pour couvrir les besoins alimentaires. Les importations deviennent alors un mécanisme d'ajustement essentiel pour assurer la disponibilité des produits alimentaires. Selon la littérature sur la sécurité alimentaire, celle-ci repose notamment sur la **disponibilité, l'accessibilité et la stabilité des approvisionnements**, incluant les importations.
- **La sensibilité aux chocs externes :** La dépendance aux importations expose les pays aux fluctuations de prix internationaux, de taux de change et des crises alimentaires mondiales. Par exemple pour le Cameroun, l'arrimage **du Franc CFA à l'Euro** facilite l'accès aux marchés mondiaux mais agit comme un désincitatif pour la production locale, car le riz étranger arrive **« artificiellement »** moins cher sur le port de Douala (**Broutin et al., 2006**).
- **Les préférences des consommateurs :** Les produits importés sont souvent les plus consommés en raison de leur qualité standardisée, de leur disponibilité régulière et de leur conditionnement attractif. L'urbanisation rapide des grandes villes camerounaise modifie les comportements alimentaires.

II.3. Caractéristiques économiques du riz dans la consommation alimentaire

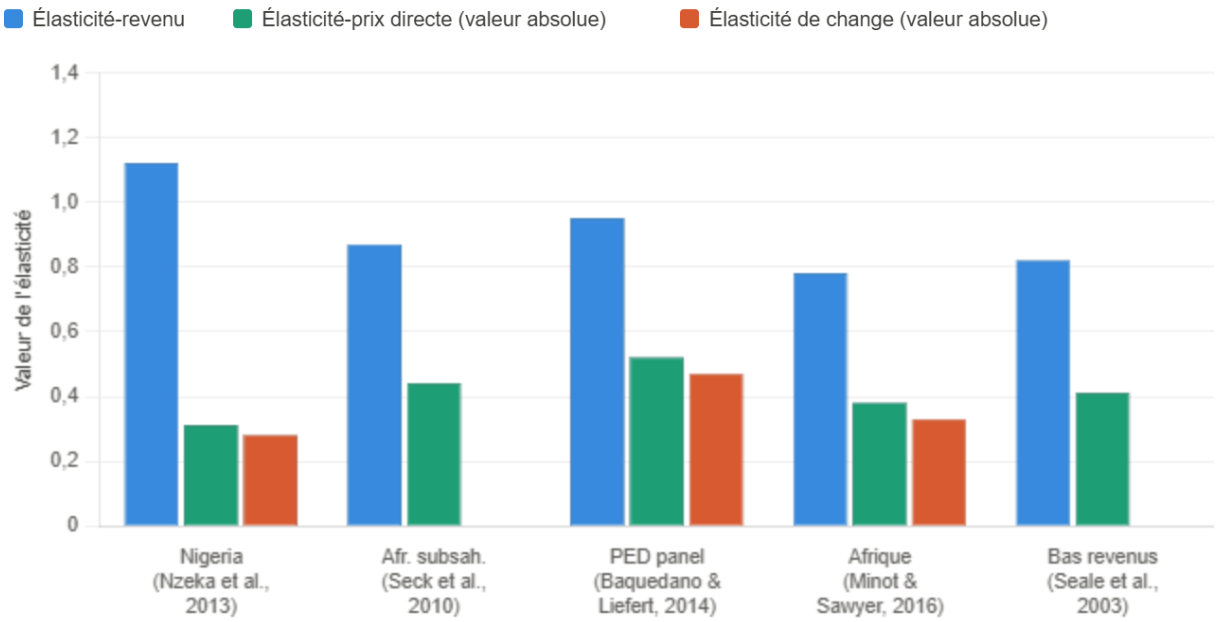
Le riz n'est pas un produit alimentaire comme les autres. Ses caractéristiques économiques expliquent pourquoi il supplante progressivement les tubercules locaux (macabo, igname, et autres). Il occupe une place particulière dans la consommation, notamment dans les pays en développement.

Il dispose de plusieurs caractéristiques :

1. **Le riz comme « bien de nécessité » :** Pour les consommateurs ruraux, le riz est très prisé car il offre un meilleur rapport qualité-prix. Malgré les revenus faibles, c'est le luxe que les consommateurs peuvent facilement s'offrir.
2. **La valeur de commodité :** C'est un facteur hors-prix essentiel. Le riz est facile à stocker, facile à transporter et surtout très rapide à cuisiner. Pour une femme active à Douala ou Yaoundé, le **coût d'opportunité** du temps passé à piler du manioc rend le riz importé extrêmement compétitif (**Lançon & Benz, 2007**).
3. **L'élasticité de substitution imparfaite (Hypothèse d'Armington) :** Il est crucial de noter que le riz local et le riz importé ne sont pas des substituts parfaits. Le consommateur leur attribue des fonctions différentes. Le riz local est souvent recherché pour ses qualités nutritionnelles ou gustatives (riz de Ndop), tandis que le riz importé est plébiscité pour sa régularité et sa propreté.

Cette segmentation du marché explique pourquoi une simple baisse du prix du riz local ne suffit pas toujours à stopper les importations : il y a un verrou psychologique et pratique lié à l'urbanisation des modes de vie (**Minot, 2011**).

Figure 2 : Synthèse des élasticités empiriques de la demande de riz importé en Afrique subsaharienne : résultats sélectionnés de la littérature



Source : *Élaboré par l'auteur d'après Nzeka et al. (2013), Seck et al. (2012), Baquedano & Liefert (2014), Minot & Sawyer (2016) et Seale et al. (2003). Les valeurs des élasticités-prix et de change sont exprimées en valeur absolue.*

L'étude de la demande d'importation des produits alimentaires a révélé les principaux déterminants qui orientent les choix des consommateurs dans une économie ouverte. Dans le cas du riz, cette demande est caractérisée par une forte stabilité, une dépendance aux importations et une concurrence directe avec le riz produit localement.

Cependant, cette approche est trop descriptive et ne permet pas de suffisamment expliquer les mécanismes économiques qui relient la compétitivité des filières agricoles à la dynamique des importations. Cependant, au-delà des comportements individuels, il est nécessaire de mobiliser des cadres théoriques structurés permettant d'analyser les interactions entre production locale, environnement économique et demande extérieure.

Section 2 : Fondements théoriques de la compétitivité et de la demande d'importation

Comprendre la relation entre compétitivité et demande d'importation nécessite d'examiner un ensemble de théories issues de l'économie internationale et de l'économie du développement.

Ces approches permettent d'expliquer comment les différences de coûts, de productivité et de mécanismes de production influencent les échanges commerciaux et les choix de consommation.

Dans cette section, il s'agira d'étudier, d'une part, les principales théories de la compétitivité des filières productives, allant des avantages comparatifs aux approches plus récentes prenant en compte les facteurs structurels et institutionnels. D'autre part, elle va nous permettre de présenter les fondements théoriques de la demande d'importation, en mettant l'accent sur le rôle des prix relatifs, du revenu et des conditions de marchés.

I. Cadres théoriques de la compétitivité des filières productives

Les cadres théoriques sur lesquels s'appuie l'analyse de la compétitivité des filières productives ont évolués au fil du temps, passant d'une vision figée selon laquelle la productivité dépend des dotations naturelles (richesse des sols), à une approche plus dynamique qui prend en compte les facteurs structurels et le rôle des institutions.

Néanmoins, ces approches ne sont pas valables au sein des économies en développement, où la compétitivité dépend également de la qualité des infrastructures, de l'organisation des acteurs, de l'innovation et des politiques publiques.

I.1. Des avantages comparatifs à la compétitivité structurelle : repères rapides (David Ricardo et Adam Smith)

La réflexion sur la compétitivité internationale trouve ses racines dans les travaux fondateurs d'**Adam Smith** et de **David Ricardo.**

La théorie des avantages absolus, développée par **Adam Smith (1776)** dans ***La Richesse des nations***, affirme qu'un pays doit se spécialiser dans la production des biens qu'il peut produire plus efficacement que les autres. C'est-à-dire les biens pour lesquels il est le plus efficace en termes de coûts absolus de production. En agriculture, cela renvoie aux conditions naturelles favorables telles que : la richesse du sol, le climat, l'eau, la main d'œuvre, etc.

Ensuite, **David Ricardo** (**1817**), dans ses ***Principes de l'économie politique et de l'impôt***, affine cette analyse en introduisant la notion d'avantage comparatif. Même si un pays est moins performant dans toutes les productions, il peut gagner à se spécialiser dans celles où il est relativement moins inefficace. Ce principe reste l'un des fondements du commerce international et justifie théoriquement la spécialisation agricole des pays en développement. **Exemple** : la production du Cacao en Côte d'Ivoire.

Appliqué à la filière rizicole camerounaise, l'approche de David Ricardo conduit à s'interroger sur l'avantage comparatif réel du Cameroun dans la production de riz. Les études empiriques montrent que, cet avantage existe uniquement sur le plan agro-climatique (pluviométrie, disponibilité des terres

agraires), mais qu'il est annulé par des coûts de production élevés et des rendements faibles, qui réduises la compétitivité effective de la filière face aux importations (**Minader, 2020**).

La limite principale de ces théories est qu'elles reposent sur des hypothèses restrictives, les facteurs de production immobiles, rendement constants, absence de coûts de transaction ce qui ne correspondent pas à la réalité des filières agricoles africaines. Elle ne prend pas en compte les effets des politiques commerciales, des subventions à l'exportation de pays concurrents, ni les dynamiques d'apprentissage et d'économies d'échelles (**Krugman, 1994**).

I.2. Approche du Diamant de Porter et compétitivité Sectorielle

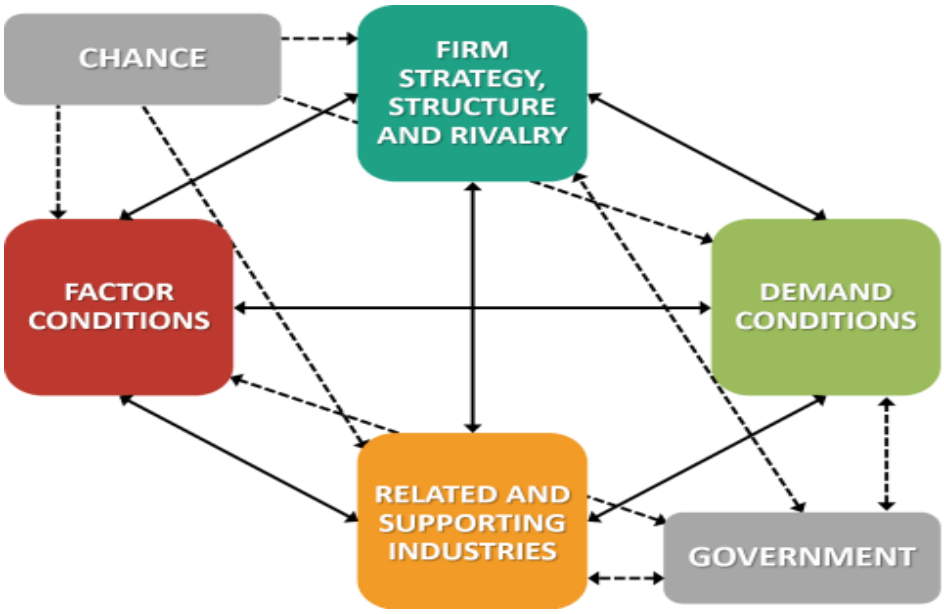
Face aux limites des théories classiques, **Michael Porter** (**1990**) propose, dans ***The Competitive Advantage of Nations***, une analyse plus complète qui explique pourquoi certains pays ou certaines régions développent une compétitivité durable dans des secteurs spécifiques. Son modèle connu sous le nom de ***Diamant de Porter***, repose sur quatre déterminants interdépendants.

Les quatre déterminants du Diamant de Porter sont :

- **Les conditions des facteurs de production (Factor conditions)** : il s'agit des facteurs tels que les ressources naturelles, la main d'œuvre, le capital, qu'il distingue en facteurs de base et en facteurs avancés (qui sont les plus déterminants pour une compétitivité durable).
- **Les conditions de la demande (Demand conditions)** : Ici, la nature et le niveau d'exigence de la demande stimule l'innovation et l'amélioration de la qualité. Une demande intérieure sophistiquée pousse les producteurs à innover et à améliorer leurs produits pour rester compétitifs.
- **Les industries connexes et de soutien (Related and supporting industries)** : la présence d'industries fournisseurs et le développement des secteurs associés renforce la compétitivité de la filière principale.
- **La stratégie, la structure et la rivalité des firmes (firm strategy, structure and rivalry)** : le contexte dans lequel les entreprises sont créées, organisées et gérées, ainsi que la nature de la concurrence intérieure, influencent directement leur capacité à innover et à se positionner sur les marchés internationaux.

On peut également y ajouter deux variables exogènes que sont comme la chance (crises, innovations de rupture, guerres) et le Gouvernement dont les politiques peuvent renforcer ou affaiblir chacun des quatre déterminants.

Figure 3 : Le Diamant de Porter.



Source : *Business to you.com*

Appliqué à la filière rizicole, ce modèle montre que la compétitivité ne dépend pas uniquement des coûts de production, mais aussi :

- De la qualité des infrastructures (routes, irrigation) ;
- Du niveau d'organisation des producteurs ;
- De l'existence d'industries de transformation performantes ;
- Du degré d'exigence du marché intérieur.

Dans les pays en développement comme le Cameroun, plusieurs de ces déterminants restent insuffisamment développés. Il révèle des fragilités structurelles à chacun des quatre sommets du diamant. Sur le plan des facteurs avancés, la recherche agronomique reste insuffisamment connectée aux besoins des producteurs, et l'accès au crédit agricole demeure un obstacle majeur (**FAO, 2023**).

I.3. Rôle des institutions, infrastructures et politiques

La compétitivité des filières productives, en particulier dans les économies en développement, ne dépend pas uniquement des dotations naturelles ou des coûts de production. Elle est conditionnée par l'environnement institutionnel, la qualité des infrastructures et l'efficacité des politiques publiques. Ces facteurs constituent des déterminants structurels qui influencent durablement la performance des systèmes productifs.

I.3.1. Rôle des institutions

Les institutions jouent un rôle central dans l'organisation des activités économiques. Il s'agit de l'ensemble des règles formelles et informelles qui encadrent les interactions entre les acteurs économiques.

Selon **Douglass North** (**1990**), les institutions réduisent les incertitudes et facilitent les échanges en garantissant la sécurité des transactions. Dans les pays en développement, le manque d'implication des institutions peut aboutir à des marchés inefficaces, à des coûts de transaction élevés et à une faible attractivité des investissements agricoles.

Dans la riziculture camerounaise, deux leviers institutionnels sont nécessaires :

- **La sécurité foncière :** Sans titres de propriété clairs ou droits d'usage sécurisés, le producteur de riz peine à investir dans des aménagements lourds (irrigation, mécanisation). Cette insécurité foncière augmente les risques et réduit l'accès aux crédits bancaires faute de garanti.
- **L'exécution des contrats :** La fluidité des interactions entre les producteurs (de la plaine de Ndop ou de la SEMRY) et les distributeurs urbains dépend de la capacité du système judiciaire à faire respecter les engagements commerciaux.

I.3.2. Rôle des infrastructures (support physique de la compétitivité)

Les infrastructures constituent un élément déterminant de la compétitivité des filières agricoles. Elles facilitent la production, la transformation et la commercialisation des produits. On distingue deux types d'infrastructures majeures :

- **Infrastructures productives :** Les barrages et les périmètres irrigués (comme ceux de Maga ou Yagoua). Le riz étant une culture gourmande en eau, l'absence ou la vétusté de ces ouvrages condamne la filière à une production pluviale aléatoire et à de faibles rendements.
- **Infrastructures de transport :** C'est ici que se joue le « paradoxe camerounais ». Le mauvais état des routes de desserte agricole crée une barrière naturelle. Comme le souligne la **Banque Mondiale (2022)**, le coût de transport du riz du Grand-Nord vers les marchés du Sud (Douala/Yaoundé) peut doubler le prix bord-champ, offrant un avantage comparatif géographique au riz importé via le port de Douala.

Selon la **Banque mondiale** (**2023**), le manque d'infrastructures constitue l'un des principaux obstacles à la compétitivité agricole en Afrique. Ce qui a comme répercutions : des coûts logistiques élevés, des pertes post-récolte importantes et une faible intégration des marchés.

I.3.3. Rôle des politiques publiques

Les politiques publiques influencent directement la compétitivité des filières à travers les incitations qu'elles créent. Elles corrigent les défaillances du marché. Dans le cadre de la **SND30**, cette intervention prend trois (03) formes :

- **La politique de prix et de subvention (Politiques agricoles) :** Soutien au prix des intrants (engrais, semences certifiées) pour baisser le coût de revient, programmes de modernisation et appui technique aux producteurs.

- **La politique commerciale :** Utilisation des tarifs douaniers (Droit de Douane Commun, les quotas d'importation et régulation des marchés) pour renchérir le riz importé et créer un espace de respiration pour l'offre locale.
- **La recherche agronomique (Politique d'investissements) :** Financement des organismes de recherche comme l'IRAD, pour le développement des variétés de riz adaptées aux climats locaux et répondant aux exigences de goût des consommateurs (compétitivité hors-prix).

L'analyse démontre que la compétitivité des filières productives repose sur un ensemble de facteurs structurels interdépendants. Des institutions solides, des infrastructures adaptées et des politiques publiques cohérentes sont indispensables pour améliorer la performance des filières agricoles. En leur absence, même un potentiel de production élevé ne suffit pas à garantir la compétitivité face aux produits importés.

II. Cadres théoriques de la demande d'importation

Lorsqu'on passe à l'échelle d'un pays, la demande ne concerne plus seulement un produit isolé, mais des flux commerciaux globaux. Elle s'inscrit dans un cadre d'économie ouverte et permet d'expliquer pourquoi un pays importe certains biens malgré une production locale.

II.1. Théories classiques de la demande d'importation (revenu, pris relatif, taux de change)

Le modèle standard de la demande d'importation étend la théorie néoclassique au contexte d'une économie ouverte. Dans une économie ouverte, la demande d'importation ***Md*** dépend principalement de quatre variables : le revenu national ***Y*** (ou PIB), le rapport entre les prix intérieurs et les prix étrangers (prix relatifs), et le taux de change ***e***.

Elle se note :

$$M_d = f\left(Y\ \frac{Pm}{Pd}\ ER\ Q_d\right)$$

Avec :

- **Y** : le revenu national
- $\boldsymbol{Pm/Pd}$: le prix relatif des importations
- $\boldsymbol{ER}$: le taux de change
- $\boldsymbol{Q_d}$: La production domestique.

Au Cameroun, une croissance économique entraîne mécaniquement une hausse de la demande d'importation si l'appareil productif local ne suit pas la cadence (**Banque Mondiale, 2023**).

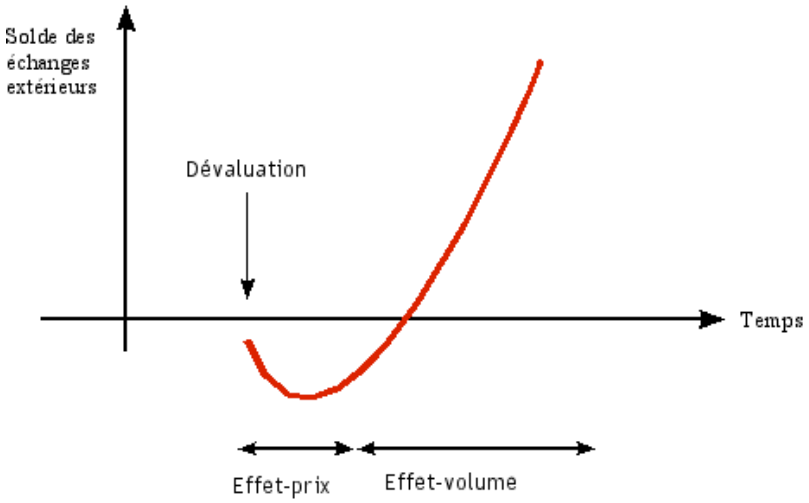
II.2. Approche par les élasticités et conditions de Marshall-Lerner

L'approche par les élasticités constitue l'un des cadres analytiques les plus anciens et les plus opérationnels pour l'étude de la demande d'importation. Elle permet de comprendre comment la demande de riz importé réagit aux variations de prix et de taux de change. La condition de **Marshall-Lerner** stipule qu'une **dévaluation (ou dépréciation) de la monnaie n'améliore la balance commerciale que si, la somme des élasticités-prix des exportations (*Ex*) et des importations (*Em*) en valeur absolue soit strictement supérieure à 1**. C'est le résultat fondamental de la théorie du commerce international.

En d'autres termes, si les consommateurs camerounais sont très « rigides » (élasticité faible) et continuent d'acheter le riz importé malgré la hausse des prix (par manque d'alternatives locales crédibles), la facture des importations augmentera au lieu de baisser. C'est un point crucial pour notre étude : l'efficacité d'une politique de protection dépend de la capacité du consommateur à changer ses habitudes (**Marshall, 1923 ; Lerner, 1944**). Parallèlement, les exportations deviennent moins chères, stimulant leur demande étrangère. L'effet combiné améliore le solde commercial.

Les études empiriques sur les pays d'Afrique subsaharienne suggèrent que l'élasticité-prix de la demande d'importation de produits alimentaires se situe généralement entre **-0,4 et -0,7** (**Hoekman et Njinkeu, 2005**). Dans la zone CEMAC, le franc CFA a une parité fixe ave l'Euro. L'ajustement ne peut donc pas se faire par le taux de change pour freiner les importations (**BCEAO, 2022**).

Figure 4 : Courbe en J (Expression graphique de l'évolution du solde de la balance commerciale après dévaluation de la monnaie nationale).



Source : *Melchior.fr*

II.3. Modèles de demande d'importation en économie ouverte pour les pays en développement

Dans les pays en développement, les modèles de demande d'importation doivent intégrer des contraintes spécifiques. Contrairement aux modèles classiques qui ne jurent que par le revenu et le prix relatif, des auteurs comme **Senhadji (1998)** ou **Moran (1989)** soulignent que les importations sont souvent limitées par la disponibilité des devises étrangères ou par des politiques de rationnement. De plus, on utilise fréquemment l'hypothèse d'**Armington**, qui considère que le riz local et le riz importé sont des substituts imparfaits.

Dans ce cadre, la demande d'importation n'est pas seulement une question de prix, mais aussi de ***« sécurité de l'offre »***. Pour un pays comme le Cameroun, le modèle doit tenir compte du fait que l'urbanisation galopante crée une demande structurelle pour le riz importé, car celui-ci est mieux intégré dans les circuits de distribution modernes que le riz local (**Abbott, 1988**).

Cette section a montré que, la compétitivité d'une filière agricole et la demande d'importation sont basées sur ensemble solide de théories. Cette base théorique regroupe les avantages comparatifs de Ricardo, la vision institutionnaliste de **North et le Diamant de Porter** à travers lesquels, il est explicitement reconnu que la compétitivité ne se limite pas qu'à la seule comparaison des coûts, mais qu'elle intègre les institutions, les infrastructures et les politiques publiques. Concernant la demande, les modèles classiques (**Goldstein et Khan, Marshall-Lerner et Armington**) renvoient à une lecture en trois variables que sont : le revenu, les prix relatifs et le taux de change réel.

Cependant, ces cadres théoriques restent généraux et sont insuffisants pour décrire les canaux réels par lesquels la compétitivité d'une filière locale se traduit ou pas, en réduction effective des importations. C'est précisément ce complément que **le chapitre 2** va explorer via la littérature théorique et empirique.

Conclusion du chapitre : Ce premier chapitre a permis de poser les fondations conceptuelles et théoriques de l'analyse. Il s'en dégage donc trois éléments importants. D'abord, la compétitivité d'une filière agricole renferme les volets prix, hors-prix et structurel, qui se trouvent être simultanément défaillants dans le cas du Cameroun, même si les projets VIVA Logone et VIVA Bénoué portent l'ambition de corriger durablement le volet structurel à l'horizon 2029. Ensuite, la demande d'importation répond à des mécanismes microéconomiques classiques, tout en tenant compte des spécificités liées à la dépendance aux devises et à la substituabilité imparfaite entre produits locaux et produits importés au sein des économies en développement. Enfin, le riz occupe une place préférentielle dans les habitudes alimentaires africaines, car il est en même temps nécessaire à l'alimentation, facile d'accès et un prestige pour la classe urbaine.

Ces bases fournissent les outils nécessaires à la suite de l'analyse, mais restent insuffisants pour identifier les principaux canaux par lesquels la compétitivité influence la demande d'importation. C'est l'objet du chapitre suivant, qui mobilise les apports de la littérature pour évaluer la transmission entre ces deux dimensions.

CHAPITRE 2 : MECANISMES DE TRANSMISSION DE LA COMPETITIVITE A LA DEMANDE D'IMPORTATION : REVUE THEORIQUE ET EMPIRIQUE

Dans le prolongement du premier chapitre, le deuxième chapitre approfondit l'analyse en s'intéressant aux mécanismes par lesquels la compétitivité influence la demande d'importation. Alors que le chapitre précédent a permis de définir les concepts et d'exposer les cadres théoriques généraux, il devient ici nécessaire d'examiner les interactions concrètes entre ces deux variables.

Ce chapitre met ainsi en évidence les canaux de transmission, notamment à travers les prix relatifs, les préférences des consommateurs et les politiques publiques. Il mobilise à la fois des approches théoriques et empiriques afin de mieux comprendre les déterminants du recours aux importations dans les économies en développement, et plus particulièrement dans le secteur du riz. Cette analyse permet de dégager les principaux enseignements de la littérature et de positionner la présente recherche dans le débat scientifique.

Section 1 : Revue de la littérature théorique sur le lien compétitivité-demande

La relation entre compétitivité et demande repose sur plusieurs approches théoriques. Parmi ces théories, la théorie de la substitution entre production locale et importations occupe une place centrale. Elle aide à comprendre comment l'amélioration de la compétitivité d'un produit locale peut réduire les importations de ce produit.

I. Théories de la substitution entre production locale et importations

La théorie de la substitution des importations repose sur l'idée selon laquelle, les consommateurs choisissent entre produits locaux ou importés en se basant sur leurs caractéristiques économiques. En conséquence, dès que les produits locaux deviennent compétitifs (attractifs), ils remplacent progressivement les importations.

I.1. Théories de l'import-substitution (Prebisch, Singer) : logique de remplacement des importations par la production nationale

Le modèle de l'import-substitution a été développé par **Raùl Prebisch** et **Hans Singer** dans les années **1950**. Il s'inscrit dans un contexte de critique du commerce international. Selon **Prebisch et Singer**, les pays en développement restent désavantagés dans les échanges mondiaux. Ils exportent les matières premières dont les prix stagnent ou baissent, et importent les produits manufacturés à des prix élevés qui ne cessent d'augmentés (**Ocampo, 2021**). D'où la détérioration des termes de l'échange.

La stratégie d'import-substitution proposée par ces dernières repose donc sur un principe simple : **réduire les importations, développer la production nationale et renforcer les capacités industrielles et agricoles**.

L'Etat devrait donc intervenir pour créer des conditions favorables à l'émergence d'industries locales capables de produire suffisamment pour combler la demande locale. D'où le principe d'industrialisation par substitution des importations dont le Cameroun en a fait une politique primordiale dans la lutte contre les importations massives.

La programme de la SND30 va en droite ligne avec la pensée de Prébisch et Singer, en mettant la problématique de substitution des importations rizicoles au cœur de la stratégie agricole nationale. Cependant, le cas camerounais présente une limite habituelle de cette approche, à savoir que, sans amélioration préalable des infrastructures, des circuits de transformation et de la qualité commerciale du riz local, la simple incitation par les politiques de prix ne produit pas les résultats espérés, indépendamment des politiques protectionnistes et ne déclenche pas la transformation productive attendue. A contrario, si la production locale gagne en compétitivité, on observera une réduction progressive des importations.

I.2. Conditions de substituabilité entre produits locaux et importés

La substitution des produits locaux par les produits importés n'est pas spontanée. Cela dépend d'un ensemble de conditions essentielles, à satisfaire simultanément pour que les consommateurs réorientent progressivement leur choix de consommation.

I.2.1. La compétitivité-prix

C'est la première condition à remplir. Un produit local moins chère que son équivalent importé attirera une partie importante de la demande notamment les ménages à faibles revenus pour lesquels le prix est un facteur décisif d'achat. Cependant, les prix ne peuvent pas être réduits indéfiniment sans compromettre la viabilité la réduction sans compromettre la viabilité économique de la production. Les producteurs locaux doivent rentrer dans leurs coûts et dégager une marge suffisante pour réinvestir et améliorer leurs conditions de vies. Alors, le prix seul ne suffit pas.

I.2.2. La qualité

Elle représente la deuxième condition, et se révèle être une condition importante lorsque les revenus des consommateurs augmentent.

Le choix des consommateurs urbains et la classe moyenne ne repose pas simplement sur le prix. Ils prennent aussi en compte la qualité du produit.

Dans le cas du riz, les éléments qui vont déterminer la qualité sont :

- La propreté du riz ;
- L'homogénéité des graines ;
- La facilité de la cuisson ;
- Le goût.

Le riz importé principalement d'**Asie du Sud-Est**, ont une réputation établie de qualité et de standardisation qui, selon **FAO** représentent les critères auxquels les consommateurs africains sont de plus en plus sensibles.

La filière rizicole camerounaise illustre bien l'importance de cette deuxième condition. Sur certains marchés urbains (**Douala et Yaoundé**), la différence de prix entre le riz local et le riz importé est très infime. Pourtant, les ménages urbains continuent de privilégier la consommation du riz importé, en raison de sa qualité jugée meilleure par rapport au riz local. Cette persistance des importations malgré une compétitivité-prix relativement améliorée prouve que, plus que le prix, la qualité constitue un facteur important de substitution dans le contexte camerounais.

I.2.3. La disponibilité

La régularité de l'offre et la disponibilité constituent la troisième condition à remplir pour une substitution accomplit des importations. La présence du produit sur le marché est essentielle ; une offre irrégulière limite la confiance des consommateurs et favorise les importations.

Tout au long de l'année, les grossistes, les détaillants et les consommateurs ont besoin d'être ravitailler sans interruption. Les ruptures de stock ou les variations saisonnières observés avec les productions locales vont pousser les acheteurs à se tourner vers l'offre extérieure, qui est plus disponible, plus stable et qui est plus prévisible.

Cette irrégularité dépend de plusieurs facteurs parmi lesquels on peut citer :

- Les faibles capacités de stockage ;
- La difficulté de coordonner les différents maillons de la filière ;
- La faible stabilité des rendements agricole.

Au-delà de ces trois (3) conditions, d'autres facteurs jouent un rôle important ; il s'agit de l'accessibilité et la proximité des points de ventes qui influencent les choix d'achat. Aussi, la confiance produite dans l'esprit du consommateur à travers la communication et la réputation, influence aussi la substitution. Enfin, les préférences culturelles et les habitudes de consommation peuvent aussi jouer un rôle non négligeable. Cependant, la convergence de ces conditions est rarement parfaite. Généralement, certaines sont remplies tandis que d'autres non. Par exemple, un producteur local peut offrir un prix compétitif mais

d'une qualité moindre. Cette situation peut expliquer pourquoi, même si l'Etat a investi dans la promotion de la production locale, les importations possèdent une part significative du marché.

I.3. Limites des politiques d'import-substitution dans les filières agricoles des pays en développement

Malgré le fort intérêt qu'elle suscite, la stratégie d'import-substitution présente plusieurs limites.

Malgré la pertinence du modèle de **Prebisch** et **Singer**, son application aux filières agricoles dans les économies en développement fait face à de sévères obstacles structurels qui freinent sa dynamique.

Premièrement, les contraintes structurelles. Les filières agricoles souffrent souvent de faibles rendements, d'un manque accru de mécanisation et d'un accès limité aux crédits et aux intrants. Qui réduisent la capacité à produire en quantité suffisante.

Deuxièmement, l'enclavement des bassins de production agricoles. Au Cameroun, l'état dégradé des routes allant des lieux de production vers les lieux de vente entraîne des pertes post-récoltes considérables, estimées à près de **25%** pour certaines denrées périssables (**MINADER, 2025**). Ces coûts ont des répercussions sur les prix de vente au niveau des marchés urbains, détruisant ainsi la compétitivité-prix de l'offre locale par rapport à l'offre extérieure.

Troisièmement, Les contraintes logistiques et énergétiques, qui limitent la capacité de transformation locale. L'instabilité électrique entrave le développement des petites industries agroalimentaire, ce qui nuis gravement à la compétitivité de leurs produits sur le marché.

Enfin, la porosité des frontières qui expose les produits locaux à une concurrence direct, parfois déloyale des produits extérieurs. Les produits de contrefaçon (huile, sucre, riz, etc.) provenant des pays voisins limite l'impact des politiques tarifaires ou des quotas censés protéger les filières naissantes dans le cadre de l'import-substitution (**Banque Mondiale, 2024**).

Cependant, ces limites ne signifient pas que la substitution est impossible, mais plutôt qu'il s'agit d'un processus graduel et partiel. Pour les filières comme le riz au Cameroun, il faudrait aller sur une stratégie réaliste, qui admette une certaine dépendance aux importations, tout en cherchant à augmenter progressivement les capacités de production locale afin de satisfaire la demande.

II. Mécanismes de transmission de la compétitivité à la demande d'importation

La relation entre la compétitivité et la demande peut également être étudiée à travers les termes de l'échange et les prix relatifs. Cette approche met l'accent sur la capacité des consommateurs à faire un choix entre les produits locaux et les produits importé, en fonction de leur prix respectif.

Dans un contexte d'économie ouverte, les prix relatifs jouent un rôle central dans la détermination de la demande. Lorsque les produits importés deviennent moins chers que les produits locaux, les

consommateurs tendent à privilégier les importations, ce qui peut fragiliser les filières nationales (**Krugman &Obstfeld, 2018**).

Cependant, le prix relatif ne se réduit pas uniquement à une simple différence entre deux (2) prix nominaux. Il intègre également les perceptions de qualité, de coûts de transaction, de préférence de consommation et les contraintes du marché.

Comprendre donc ce mécanisme permet d'expliquer pourquoi la substitution du riz importé par rapport au riz local demeure limitée au Cameroun, malgré les politiques de promotion des produits locaux.

II.1. Le rôle du prix relatif riz local /riz importé dans l'arbitrage du consommateur

Le prix relatif est le principal signale que capte le consommateur. Si le **ration *riz local/riz importé*** est **supérieur à 1**, le riz local est plus cher, ce qui encourage les importations.

Dans les pays en développement, ce mécanisme est particulièrement important en raison de la forte sensibilité des ménages aux prix des denrées alimentaires (**Banque mondiale, 2023**).

Dans le contexte de la filière rizicole camerounaise, si le prix relatif baisse mais reste supérieur à **1** (riz local sera toujours plus cher que l'importé), la demande d'importation restera stable. Pour que le canal du prix soit efficace, il faut que le riz de **Ndop** ou de la **SEMRY** atteigne un **« prix de parité »** avec le riz asiatique à l'étal du marché (**Lançon & Benz, 2007**). Sans cette convergence, le signal-prix impose des importations massives.

II.2. Effet de l'urbanisation et des préférences alimentaires sur la demande de riz importé

Le niveau rapide d'urbanisation rapide observée dans de nombreux pays africains s'accompagne d'une transformation des habitudes alimentaires. Les populations urbaines ont tendance à privilégier des produits faciles à préparer, disponibles en permanence et dont la qualité est standardisée.

Ces critères sont ceux auxquels le riz importé répond souvent le mieux, d'où sa forte présence sur les marchés urbains (**FAO, 2022**).

Par ailleurs, les préférences alimentaires sont également influencées par les habitudes culturelles, les perceptions de qualité et les stratégies de marketing comme la communication, la promotion et le branding.

Ainsi, même si la compétitivité-prix du riz local est améliorée, la demande d'importation peut persister si les consommateurs préfèrent les produits importés.

Dans les grandes villes, le riz est devenu un aliment quotidien associé à la modernité culinaire, à la rapidité de la préparation et à un certain statut social. Cela facilite alors le choix du riz importé qui est disponibles à tous les niveaux du circuit de distribution par rapport au riz local, dont la disponibilité reste

irrégulière en dehors des zones de production. Le lien entre compétitivité et demande d'importation dépend donc par des circuits de distribution que du prix lui-même.

II.3. Les effets des politiques commerciales, monétaires et agricoles

Les politiques publiques constituent un levier majeur du lien entre la compétitivité à la demande d'importation. Les politiques commerciales comme les droits de douane, les quotas et les restrictions à l'importation contribuent à influencer les prix relatifs. Une augmentation des droits de douane sur le riz importé peut favoriser la consommation du riz local.

Le taux de change comme politique monétaire influence fortement la compétitivité des produits locaux face aux importations. Dans les pays de la zone Franc comme le Cameroun, la monnaie est arrimée à l'Euro. Ce qui empêche la dépréciation de la monnaie et le ralentissement des importations. Cette situation favorise donc structurellement la consommation des produits importés au détriment de l'offre domestique (**Broutin et al.,2006**). Lorsque la monnaie est forte, les importations deviennent moins chères et les produits locaux ne sont plus compétitifs. A l'inverse, lorsque la monnaie faiblie, les importations deviennent plus chères favorisant ainsi la production locale. La **SND30** a explicitement reconnu cette interdépendance, mais sa mise en œuvre opérationnelle reste à évaluer empiriquement, ce qui constitue précisément l'un des objectifs du présent travail.

Dans ce contexte, l'efficacité de la stratégie d'import-substitution est déterminée par la cohérence entre les droits de douane appliqués au riz importé, les subventions aux intrants agricoles et les investissements publics dans les zones agricoles concernées.

Cette section a permis de ressortir les canaux théoriques par lesquels la compétitivité d'une filière d'une filière locale influence la demande d'importation. La théorie de la substitution montre de ces canaux ne fonctionne de manière isolée. C'est la combinaison de la compétitivité-prix, de la qualité perçue et des préférences des consommateurs et des politiques publiques qui détermine le choix de consommation. Pour la filière rizicole camerounaise, cette multitude de conditions explique pourquoi les politiques d'import-substitution centrées exclusivement sur le prix ne suffisent pas à renverser la tendance des importations.

Ces éléments théoriques donnent le cadre d'analyse, mais restent à comparer aux résultats empiriques disponibles. La section suivante va donc examiner les principales études quantitatives réalisées sur les déterminants de la demande d'importation des produits alimentaires, au niveau international et africain. Cela permettra de positionner la présente étude dans le débat scientifique.

Section 2 : Revue de la littérature empirique

Cette section analyse les principales études empiriques portant sur les déterminants de la demande d'importation des produits alimentaires et sur la relation entre compétitivité des filières agricoles et dynamique des importations. Elle met en évidence les résultats obtenus aux niveaux international et africain, tout en identifiant les spécificités du secteur rizicole. L'objectif est de dégager les tendances majeures, les limites des travaux existants et de positionner la présente recherche dans le débat scientifique.

I. Déterminants empiriques de la demande d'importation des produits alimentaires

La littérature empirique s'est largement concentrée sur l'estimation des élasticités-prix et revenu pour comprendre la dépendance alimentaire.

I.1. Résultats empiriques internationaux

A l'échelle mondiale, l'étude de **Senhadji** (**1998**) portant sur un panel de 77 pays, a démontré que la demande d'importation semble généralement à être peu réactive aux changements de prix à court terme, mais se révèle nettement plus sensible aux fluctuations du revenu national brut (PIB).

Cela implique que face à une accélération de la croissance économique, les importations alimentaires connaissent une hausse, et ce particulièrement dans les économies en transition où les structures de production locale sont rigides.

I.2. Spécificités des économies africaines

En Afrique subsaharienne, la variable « prix » est souvent voilé par des variables structurelles. Les recherches menées par de la **Banque Mondiale** en **2022** précisent que l'urbanisation est le propulseur principal de la demande d'importation. Il existe une corrélation étroite entre le niveau d'urbanisation et le volume des importations de riz (**0,85 dans la zone CFA)**. Ce phénomène s'explique par un **« biais urbain »** : les habitants en zone urbaine, confrontés à un coût d'opportunité du temps élevé, privilégient le riz importé pour sa facilité de préparation et sa disponibilité constante (**Lançon & Benz, 2007**).

I.3. Etudes appliquées au secteur du riz

Les recherches effectuées au Nigeria et au Sénégal, en s'appuyant sur des modèles de cointégration ont prouvé que, les politiques de restriction commerciale (quotas, taxes) n'ont qu'un impact passager sur la demande. Selon **Demont et Ndour** (**2015**) au Sénégal, le consommateur urbain reste fidèle au riz importé même avec des prix locaux compétitifs, si le riz local n'est pas « labellisé » et débarrassé d'impuretés. Cela prouve que la compétitivité hors-prix est empiriquement aussi capital que le prix relatif.

II. Compétitivité des filières agricoles et dynamique des importations

L'autre volet de la littérature cherche à quantifier comment la performance de l'offre domestique « pousse » ou « freine » les flux d'importation.

II.1. Mesures empiriques de la compétitivité agricole

Pour mesurer la compétitivité, les auteurs utilisent souvent l'Indice d'**Avantage Comparatif Révélé** (ACR) ou le **Coût des Ressources Domestiques** (CRD). Au Cameroun, les travaux de **Folefack et al. (2012)** ont montré que si la zone de production de l'Extrême-Nord (SEMRY) possède un avantage comparatif au niveau de la production brute, celui-ci est totalement annulé dès que l'on intègre les coûts de transport vers les marchés du Sud (Yaoundé, Douala).

II.2. Relation entre production locale et volumes importés

Le lien entre production et importation n'est pas toujours de « un pour un ». Dans de nombreux pays en développement, on observe un paradoxe : la production locale augmente, mais les importations continuent de croître.

Cela s'explique par l'écart de qualité. **Soullier (2020)** démontre que tant que l'usinage du riz local reste artisanal, il ne peut pas se substituer au riz « long grain » importé, car ils occupent des segments de marché différents (le riz local pour les zones rurales, le riz importé pour la restauration urbaine).

II.3. Limites des travaux existants et positionnement de la présente recherche

Malgré l'abondance de la littérature empirique sur le sujet étudié, plusieurs limites majeures son à relevées :

- **Le manque de données récentes sur le Cameroun :** La plupart des études menées s'arrêtent avant la crise de la COVID-19 et la guerre Ukrainienne. Deux événements qui ont pourtant profondément modifié la compétitivité-prix du riz importé. Aucune étude récente n'a non plus intégré le rôle des projets VIVA Logone et VIVA Bénoué.
- **Une approche trop macroéconomique :** La majorité des études sont centrées sur les variables traditionnelles comme le revenu, le prix, le taux de change, négligeant l'importance de la compétitivité structurelle.
- **L'insuffisance des études sur le riz en Afrique :** Il existe très peu d'analyses spécifiques au secteur rizicole, alors que le riz reste un produit alimentaire de premier rang.

- **L'absence d'approche intégrée** : La majorité des études se focalisent sur la compétitivité prix. Très peu d'analyses combinent compétitivité prix et hors-prix, production locale et demande d'importation.

Face à ces limites, la présente étude propose une approche intégrée visant à analyser simultanément compétitivité de la filière rizicole, les déterminants (Production locale et productivité) de la demande d'importation, leur interaction dans le cas du Cameroun.

Elle apportera les éléments nécessaires pour combler le gap identifié à travers une analyse empirique spécifique, fondée sur un modèle économétrique adapté.

L'analyse empirique soutien que la demande d'importation alimentaire, et en particulier celle du riz, dépend d'une combinaison plusieurs facteurs économiques, démographiques et structurels. Néanmoins, les recherches existantes présentent des limites importantes, notamment l'absence d'une dynamique intégrée de la compétitivité. Cette limite justifie pleinement la pertinence de la présente recherche, qui vise à analyser de manière approfondie la relation entre la compétitivité et la demande d'importation dans le contexte camerounais.

Conclusion du chapitre : Ce deuxième chapitre a permis d'identifier les canaux par lesquels la compétitivité d'une filière locale se transmet, ou non, à la dynamique des importations. On retient donc trois enseignements principaux. Premièrement, le lien entre la compétitivité et la demande d'importation repose sur une combinaison de trois signaux que sont le prix, les préférences des consommateurs et les politiques publiques, dont l'efficacité dépend en grande partie du contexte institutionnel et culturel. Deuxièmement, la revue empirique a confirmé que les variables traditionnelles (revenu, prix relatifs et taux de change) sont déterminantes, mais que leur seule prise en compte entraîne à produire des modèles incomplets, spécialement pour les produits comme le riz, où la qualité perçue et la régularité de l'offre sont aussi important que le prix monétaire. Enfin, la littérature présente très peu d'études récentes consacrées au Cameroun, qui prennent simultanément en compte la compétitivité de la filière locale et les chocs structurants intervenus depuis 2016, et surtout aucune étude n'a encore intégré les effets attendus des projets VIVA Logone et VIVA Bénoué.

Ces enseignements préparent directement l'analyse empirique. Ils spécifient les variables à intégrer dans le modèle, justifient le choix d'une approche quantitative sur la décennie récente, et encadrent la contribution scientifique attendue de la présente étude.

Conclusion de la première partie : La première partie de ce mémoire a eu pour vocation d'édifier le cadre conceptuel et théorique indispensable à l'analyse de la compétitivité du riz local face à la pression des importations. À travers le **Chapitre 1**, nous avons établi que la compétitivité d'une filière agricole ne se réduit pas à une simple équation de coûts, mais qu'elle intègre des dimensions structurelles et qualitatives (hors-prix) qui influencent l'arbitrage résiduel du consommateur. Le **Chapitre 2** a permis de décortiquer les mécanismes de transmission par lesquels les signaux de prix, les mutations urbaines et les politiques publiques modèlent la demande d'importation.

L'analyse de la littérature théorique et empirique, a permis de faire une observation importante : si le Cameroun dispose réellement d'un potentiel productif, sa mutation en avantage compétitif est freinée par des contraintes logistiques et qualitatif persistants, en dépit des investissements massifs engagés à travers VIVA Logone et VIVA Bénoué. Surtout, cette revue a permis d'identifier un **gap de recherche significatif**. Bien que la dépendance de la filière rizicole soit largement documentée, il existe peu d'études récentes qui quantifient, par une approche économétrique adaptée, l'impact spécifique des variables de compétitivité sur les volumes d'importations au Cameroun sur une période **2016** à **2025**, qui inclut les chocs structurants comme la pandémie de Covid-19 et les restrictions à l'exportation imposées par l'Inde en 2023.

DEUXIÈME PARTIE : ANALYSE EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE LA COMPETITIVITE DE LA FILIERE RIZICOLE ET LA DEMANDE DE RIZ IMPORTE AU CAMEROUN

Après avoir posé les bases conceptuelles, théoriques et empiriques de la relation entre compétitivité et demande d'importation, il apparaît nécessaire de confronter ces analyses à la réalité du terrain. En effet, les résultats issus de la littérature mettent en évidence l'importance des facteurs économiques et structurels, mais restent insuffisants pour expliquer de manière spécifique la dynamique observée dans le contexte camerounais, caractérisé par une forte dépendance aux importations de riz malgré un potentiel de production locale important et des investissements publics massifs à travers les projets VIVA Logone et VIVA Bénoué.

Cette deuxième partie a pour objectif d'analyser empiriquement la relation entre la compétitivité de la filière rizicole et la demande de riz importé au Cameroun. Elle vise à identifier les déterminants effectifs de cette demande, à mesurer l'impact des indicateurs de compétitivité sur les importations et à tester les hypothèses de recherche formulées. Pour ce faire, elle s'appuie sur une démarche méthodologique rigoureuse combinant l'analyse du contexte économique et sectoriel, la spécification d'un modèle économétrique adapté et l'exploitation de données statistiques issues de sources fiables.

Elle est organisée en deux chapitres. Le premier présente l'environnement de recherche ainsi que le cadre méthodologique retenu, en mettant l'accent sur la filière rizicole camerounaise et les caractéristiques du marché du riz importé. Le deuxième chapitre est consacré à la présentation, à l'analyse et à l'interprétation des résultats économétriques, ainsi qu'aux implications en termes de politiques publiques. Cette démarche permet ainsi de passer d'une analyse théorique à une évaluation empirique, en vue de formuler des recommandations adaptées au contexte étudié.

CHAPITRE 3 : ENVIRONNEMENT DE RECHERCHE ET DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Après avoir établi les fondements théoriques de la compétitivité, de la demande d'importation et de leur interaction, il apparaît nécessaire de confronter ces analyses aux réalités empiriques. Le présent chapitre vise ainsi à définir le cadre d'analyse retenu, en articulant à la fois la compréhension du contexte étudié et la mise en place d'un dispositif méthodologique adapté.

Premièrement, il s'agira de présenter la filière rizicole au Cameroun ainsi que les dynamiques du marché du riz importé, en mettant l'accent sur leurs principales caractéristiques et contraintes, et en intégrant le rôle des projets VIVA Logone et VIVA Bénoué. Deuxièmement, le chapitre présentera la méthodologie de recherche, la définition des variables utilisées pour l'analyse et les techniques d'estimation utilisées. Cette démarche permet d'assurer une cohérence entre les apports théoriques et l'analyse empirique, en vue d'une évaluation rigoureuse de l'effet de la compétitivité de la filière rizicole sur la demande de riz importé.

Section 1 : Présentation de la filière rizicole et du marché du riz importé au Cameroun

La compréhension de la relation qui lie la compétitivité et la demande nécessite une connaissance approfondie du contexte dans lequel évolue la filière étudiée. Cette section dresse un état des lieux documenté de la filière rizicole camerounaise, du marché des importations et du différentiel de la compétitivité-prix entre le riz local et le riz importé. Elle va essayer de comprendre pourquoi, malgré le fort potentiel de production, le pays reste profondément dépendant des importations.

Elle constitue la fondation empirique à partir de laquelle, le modèle économétrique sera construit.

I. Analyse structurelle de la filière rizicole au Cameroun

Selon la **FAO (2022)**, le Cameroun est parmi les pays africains ayant un déficit rizicole important, avec une production locale couvrant seulement une partie des besoins nationaux. Raison pour laquelle le gouvernement a déployé un ensemble d'action de politiques agricoles, notamment la SND30, pour renforcer la compétitivité de la filière rizicole.

Le riz disponible sur les marchés camerounais à deux sources : Il est soit produit localement, soit importé.

I.1. Organisation de la production rizicole

L'environnement productif tourne autour de **deux (02) principaux systèmes** : **le pluvial ou bas-fonds aménagés et l'irrigué**.

Au Cameroun, **la riziculture irriguée** est la plus pratiquée dans les **régions septentrionales** tandis que **la riziculture pluviale ou de bas-fonds** est plus répandues dans les **hautes terres de l'Ouest et du Nord-Ouest**.

Le périmètre de la **Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua (SEMRY)** constitue de loin, le principal foyer de production rizicole du Cameroun. Elle exploite environ **11 500 hectares** aménagés, répartis sur deux périmètres à savoir : **5 300 hectares à Yagoua**, irrigués par pompage à partir du fleuve Logone, et **6 200 hectares à Maga**, alimenté par un système gravitaire depuis le Lac Maga[1]. Ces bassins fournissent la majeure partie du riz irrigué du pays, avec une double production annuelle et des rendements moyens de six (06) tonnes de **PADDY** à l'hectare en milieu paysan, ce qui classe la **SEMRY** parmi les performances les plus élevées d'Afrique Subsaharienne.

Toutefois, depuis **novembre 2022, le Projet VIVA Logone**, cofinancé par la Banque mondiale à hauteur de **117 à 124 milliards de FCFA** sur sept (07) ans, vient consolider et étendre ce dispositif en réhabilitant **12 210 hectares de périmètres irrigués dans les localités de Yagoua, Maga, Nguémé et Kaï-Kaï**. Au **31 octobre 2025**, le projet affichait un taux d'exécution physique de **39 %** et un taux de décaissement de **37,9 %** avec une exécution physique du plan de travail et **budget annuel 2025 évaluée à 84 %** pour une enveloppe de **39 milliards de FCFA**. Ces investissements doivent permettre, à terme, de doubler les volumes irrigués et d'améliorer durablement les rendements de la zone SEMRY.

Dans la **Région du Nord-Ouest**, sous l'égide de la **Upper Noun Valley Development Authority (UNVDA)**, la plaine de Ndop abritait en **2018**, **3 800 hectares** exploités dont, près de **1 450 hectares** en **riziculture irriguée** et **2 261 hectares** en **riz pluvial (JICA 2021)**. Cette zone est réputée pour produire du riz de qualité supérieure, souvent apprécié pour son parfum et sa texture. A cet effet, **20%** de la production est acheminé vers les marchés nigérians après usinage par des rizeries privées (**JICA 2021**). Cependant, la production est insuffisante pour couvrir au minimum les marchés du Centre et du Littoral, ce qui en fait une belle opportunité pour le riz importé.

Dans la **Région du Nord**, **le Projet VIVA Bénoué**, fruit de la coopération entre le Gouvernement camerounais et la Banque mondiale, est doté d'une enveloppe de **178,5 millions d'euros**, soit environ **117,8 milliards de FCFA**, et mis en œuvre par la **Mission d'Études pour l'Aménagement de la Région du Nord (MEADEN)**. Il vise à fournir des services durables d'irrigation et de drainage tout en améliorant la production agricole dans la Vallée de la Bénoué. Pour l'exercice 2025, le projet a mobilisé **39 milliards de FCFA**. Parmi les avancées récentes, on note le décapage de **109 km de pistes d'accès**, le curage de **21,63 km de canaux et drains**, ainsi que la signature, **le 29 avril 2024**, d'une **convention entre la**

[1] https://www.minader.cm/index.php/2023/02/14/semry/

MEADEN et Africa Rice pour l'introduction de nouvelles variétés et l'approvisionnement en semences (**MINEPAT, 2024**).

Sur le plan opérationnel, et dans le seul périmètre du **PIISAH 2024-2026**, les projets VIVA Bénoué et VIVA Logone ont constitué un stock significatif de matériels de petite mécanisation : **10 tracteurs, 25 batteuses à riz, 8 mini-moissonneuses-batteuses, 25 motoculteurs, 22 tricycles, 20 charrettes à roues, 80 portetout**, auxquels s'ajoutent semences, engrais et produits phytosanitaires (**News du Cameroun, 2025**). Ces équipements traduisent la conversion budgétaire des engagements politiques en moyens concrets pour les producteurs.

Dans les **Régions de l'Ouest et du Littoral**, on retrouve les zones de production de la **Vallée du Noun et de Santchou**. Ces zones de production bien que moins vastes que celles cités plus haut, voient se développer une riziculture pluviale et de bas-fonds portée par de petits exploitants, majoritairement gardiens des héritages familiaux.

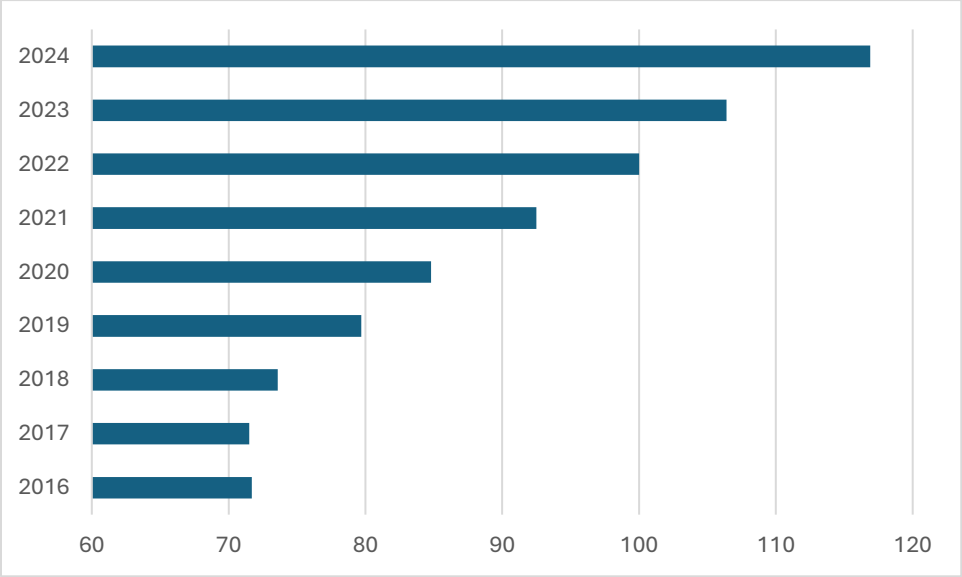
Malgré l'ampleur des financements (**près de 242 milliards de FCFA cumulés sur les deux projets VIVA**), la production nationale reste encore en deçà des ambitions affichées. Selon les chiffres rapportés par la presse économique camerounaise sur la période **2017-2023**, la production de riz paddy n'a progressé que de **117 214 tonnes en 2017 à 127 628 tonnes en 2023**, soit une hausse de seulement **10 000 tonnes en six (06) ans**, en décalage avec les **800 milliards de FCFA d'investissements publics totaux engagés sur la filière depuis 2008**. Le Cameroun vise officiellement une production de **460 000 tonnes à l'horizon 2027**, niveau qui demeurerait insuffisant pour couvrir une demande projetée à plus de **772 000 tonnes en 2030**.

I.2. Le marché du riz au Cameroun

I.2.1. Evolution des indices de prix du riz au Cameroun sur la période étudiée

Le graphique 1 ci-dessous présente l'évolution de l'indice de prix du riz vendu au Cameroun **entre 2016 et 2024**. Il ressort de l'observation de cette représentation que **cet indice de prix est passé de 71,7 en 2016 à 116,9 en 2024**, soit une **évolution de 38,66 %**. Cet indice a connu une tendance à la hausse tout au long de cette période

Graphique 1 *: Evolution de l'indice de prix du riz au Cameroun (base 100=2022).*



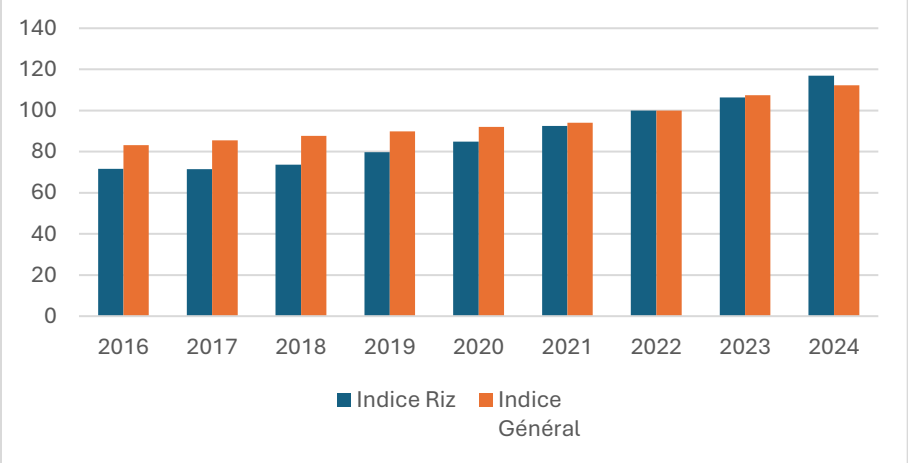
Source : Auteure à partir des données de l'INS.

I.2.2. Analyse comparée de l'évolution de l'indice de prix du riz au Cameroun avec d'autres secteurs

Les graphiques ci-après présentent l'évolution de l'indice de prix du riz avec celle des autres secteurs au Cameroun.

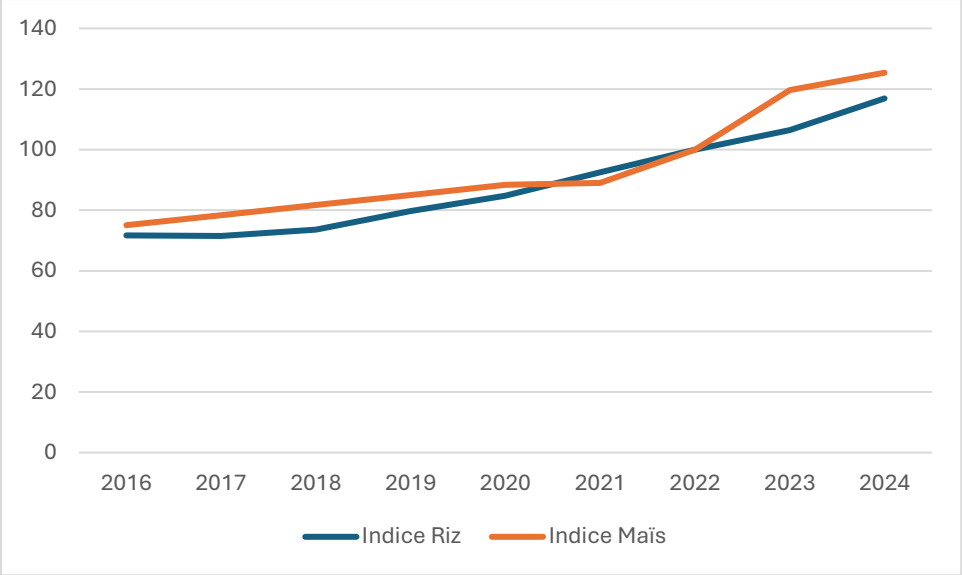
Il ressort de l'observation des graphiques 2 et 3 que l'indice de prix du riz suit globalement celui du niveau général des autres produits. L'allure de sa courbe est pratiquement la même que celle de la courbe de l'indice de prix du maïs.

Graphique 2 : *Evolution de l'indice de prix du riz et l'indice général au Cameroun (base 100=2022).*



Source *: Auteure à partir des données de l'INS.*

Graphique 3 : *Evolution de l'indice de prix du riz et l'indice de prix du maïs au Cameroun (base 100=2022).*



Source : *Auteure, à partir des bases de l'INS.*

I.3. Les contraintes structurelles (productivité, transformation et distribution)

Pourquoi malgré ce potentiel, la filière rizicole camerounaise ne parvient-elle pas à décoller ? Trois contraintes majeures peuvent expliquer ce retard de compétitivité :

- **Le déficit d'irrigation et la dépendance climatique** : Une grande partie de la production dépend encore des pluies. Même dans les zones irriguées, l'ensablement des canaux et la vétusté des pompes réduisent drastiquement les capacités de production, empêchant la pratique de la double culture annuelle. C'est précisément ce verrou que les projets VIVA Logone (**12 210 ha à réhabiliter**) et VIVA Bénoué (aménagements hydro-agricoles sur les deux rives de la Bénoué) cherchent à lever, avec des résultats à ce jour partiels.
- **Les coûts de production élevés** : Les planteurs ont difficilement accès aux intrants (engrais et semences certifiées). De plus, sans subventions massives et régulières, le coût du riz local reste supérieur à celui du riz importé, qui est débarqué à bas prix au Port Autonome de Douala.
- **Les pertes post-récolte et la transformation** : C'est sans doute la contrainte la plus élevée. Par manque de mécanisation adaptées, d'usines de blanchiment modernes et proches des champs, une grande partie de la récolte est perdue ou dépréciée. Le riz qui arrive sur le marché est donc souvent mal calibré et contient des impuretés, décourageant ainsi le consommateur urbain (**World Bank, 2022**).

La filière rizicole camerounaise est un paradoxe : malgré un fort potentiel, la production locale reste insuffisante et peu compétitive. Les difficultés structurelles ralentissent la capacité du riz local à

concurrencer les importations, ce qui renforce la forte dépendance au riz extérieur. Cette situation suscite la nécessite de réaliser une analyse empirique visant à évaluer l'effet réel de la compétitivité sur la demande d'importation.

II. Le marché du riz importé et dynamiques d'approvisionnement

Le marché du riz importé constitut le pendant incontournable de l'analyse de la filière locale. Comprendre la dynamique des importations, leur provenance et leur prix permet d'évaluer les conditions de concurrence auxquelles fait face le riz camerounais.

II.1. Evolution de la valeur des importations entre 2016-2025

La trajectoire des importations de riz au Cameroun est celle d'une croissance exponentielle. Cette évolution s'explique principalement par :

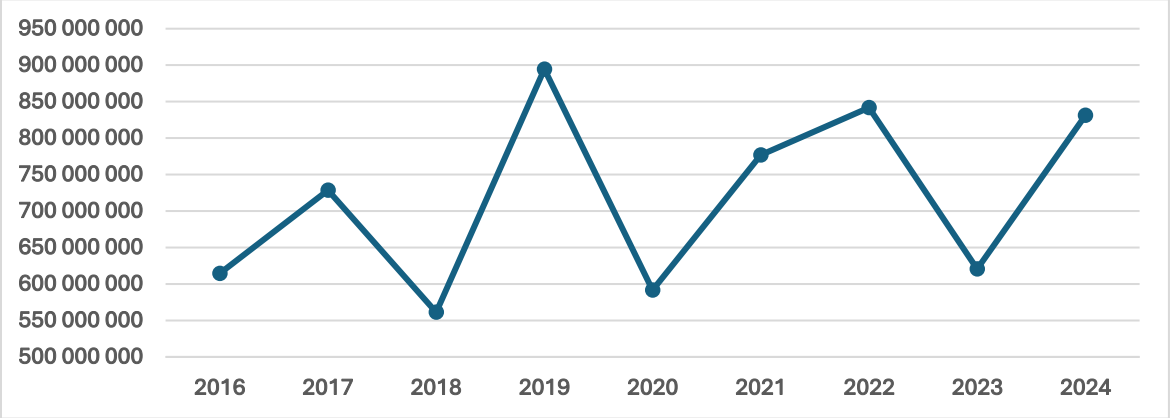
- La croissance démographique ;
- L'urbanisation rapide ;
- La modification des habitudes alimentaires.

Au début des années **2000**, le pays importait environ **200 000** à **300 000** tonnes de riz pour combler les besoins du marché. Cependant, les ***« émeutes de la faim »*** en février **2008** ont marqués une rupture afin de stabiliser le climat social, le gouvernement a favorisé l'entrée massive de riz étranger[2].

Le graphique 4 ci-dessous présente l'évolution du riz dans le territoire Camerounais en **millions de FCFA** entre **2016 et 2024**. Il ressort de son observation que le riz appréhendé en valeur est passé **de 614 517 millions de FCFA en 2016 à 831 459 522 millions de FCFA en 2024**, soit une évolution de **26,09 %**. Cette évolution n'a pas été linéaire, mais plutôt en dents de scie avec le niveau plancher atteint en **2018** (**soit 561 207 654 millions de FCFA**) et le niveau le plus élevé en **2019** (**894 592 417 millions de FCFA**).

[2]**Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)**, Stratégie de relance de la filière rizicole post-2008, dont la facture initiale était évaluée à environ 600 milliards de FCFA. Référence rappelée dans le rapport du CNCC précité (2023).

Graphique 4 : *évolution du riz au Cameroun en millions de FCFA.*



Source : *Auteure à partir des données de l'INS.*

II.2. Les principaux pays fournisseurs et structure des approvisionnements

Le riz importé consommé sur le marché camerounais provient d'un nombre limité de pays, en majorité de grands producteurs et exportateurs asiatiques qui réalisent des économies d'échelle importantes.

L'Inde et la Thaïlande constituent les principaux fournisseurs de riz du Cameroun. L'Inde fournit la part la plus importante, notamment sous forme de riz blanc brisé ou de riz de qualité inférieur, généralement à des prix plus bas que ceux de la **Thaïlande**. La **Thaïlande**, qui est le leader mondial de l'exportation de riz, propose une gamme variée de qualité et de prix, du riz blanc comme standard au riz parfumé comme haut de gamme. **La Thaïlande** est un partenaire privilégié des importateurs camerounais car elle bénéficie d'une réputation établie pour la qualité et la régularité de ses approvisionnements.

Le Vietnam occupe la deuxième place parmi les fournisseurs. Comme **la Thaïlande**, **le Vietnam** dispose d'une capacité exportatrice massive et propose des prix compétitifs, particulièrement pour les riz blancs de qualité standard. La concurrence entre **Thaïlande**, le **Vietnam** sur le marché sur le marché camerounais s'exprime notamment par des jeux de prix et de qualité.

D'autres pays comme le **Pakistan** ou la **Chine**, jouent un rôle marginal mais croissant dans l'approvisionnement du Cameroun. Cette concentration des fournisseurs autour de trois ou quatre pays reflète les économies d'échelle et les avantages comparatifs des grands producteurs asiatiques.

La structure des approvisionnements montre que le Cameroun est fortement dépendant de certains acteurs commerciaux. Les importateurs camerounais, généralement basés à Douala, négocient directement avec les exportateurs asiatiques ou passent par des intermédiaires régionaux. Cette structure commerciale concentrée limite le pouvoir de négociation des acheteurs camerounais, les rend vulnérables aux chocs extérieurs et contribue à maintenir des prix d'importation relativement élevés.

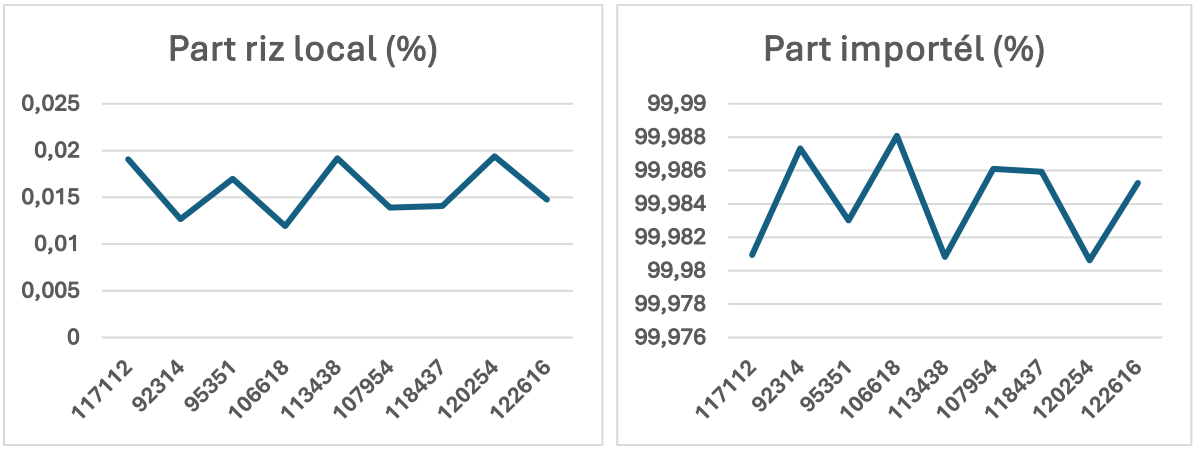
III. Evolution des parts du riz local et du riz importé au Cameroun

Les graphiques 5 et 6 présentent respectivement les évolutions des parts des riz local et importé en valeur et en quantité au Cameroun entre **2016 et 2024**. Nous constatons tout d'abord la forte domination du riz importé par rapport au riz produit localement. Ensuite, nous observons une évolution différente de ces figures ; si les parts des riz local et importé en valeur ont une évolution presque stable, les évolutions en quantité sont contraires. La part du riz local a une tendance baissière alors le riz importé évolue à la hausse en fin de période.

Cette configuration nécessite une interprétation économique précise.

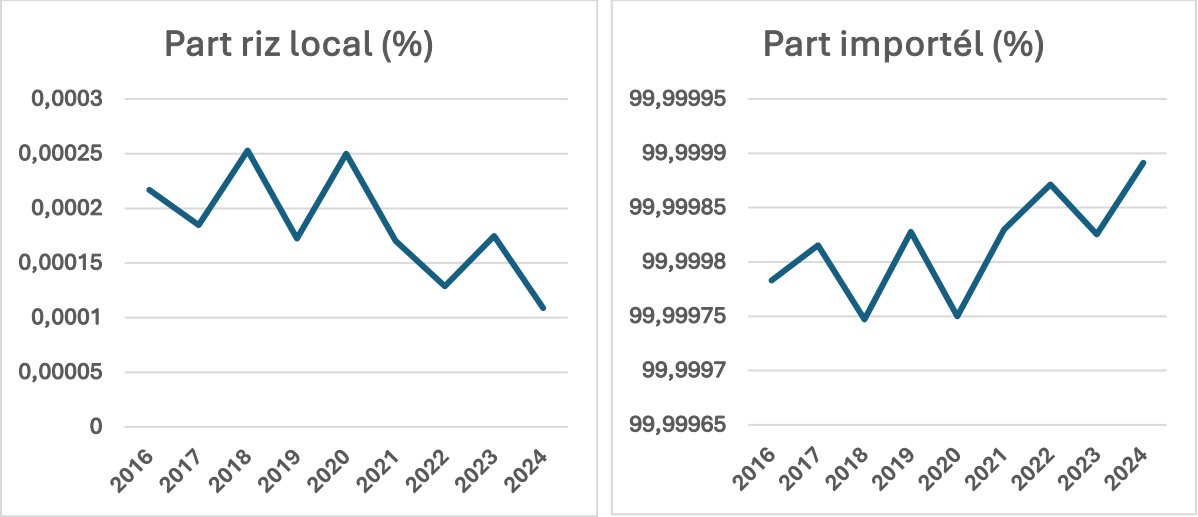
- **Premièrement**, sur la période de **2016 à 2025**, le prix moyen à l'importation du riz exprimé en FCFA par Kilogramme a sensiblement progressé, sous l'effet de la pandémie de Covid-19 et de ses effets sur les chaînes logistiques mondiales en **2020 et 2021**, la flambée des prix des céréales causé par le déclenchement du conflit russo-ukrainien en **2022** et les restrictions à l'exportation du riz blanc imposées par l'Inde à partir de juillet **2023**.
- **Deuxièmement**, l'urbanisation rapide des grandes villes camerounaises comme Yaoundé, Douala, Bafoussam et Garoua s'est accompagnée d'une transformation profonde des habitudes alimentaires. Selon la **FAO** (**HiH, 2023**), la consommation par habitant a progressé **de 23kg** en **2016** à environ **26kg** en **2023**.
- **Troisièmement**, les rendements qui tournent autour de **2,5 à 3 tonnes par hectare** pour le riz Paddy, la mauvaise irrigation, les pertes post-récolte, ainsi que les difficultés logistiques ne facilitant pas l'acheminement du riz des zones de production vers les marchés contribuent à réduire la disponibilité du riz local sur les principaux marchés de consommation.
- **Quatrièmement**, le riz local comparé au riz importé est perçu de moindre qualité par le consommateur comparé au riz importé.

Graphique 5 : *Evolution des parts de riz local et importé en millions de FCFA.*



Source *: Auteure à partir des données du MINADER.*

Graphique 6 *: Evolution des parts de riz local et importé en tonnes*



Source : *Auteure à partir des données du MINADER.*

Cette section a mis en évidence trois constats structurants pour la suite de l'analyse. D'abord, la filière rizicole camerounaise dispose d'un potentiel productif réel, illustré par les performances de la **SEMRY** et de **l'UNVDA** et renforcé par les projets VIVA Logone (**117-124 Mds FCFA, 12 210 ha**) et VIVA Bénoué (**117,8 Mds FCFA**), mais demeure contrainte par des rendements stagnants autour de **2,5** à **3 tonnes** par **hectare en paddy**, un déficit d'irrigation persistant et des pertes post-récolte importantes (**FAO HiH, 2023** ; **World Bank, 2022**). Ensuite, les importations ont continué de progresser sur la période **2016-2025**, sous l'effet de la croissance démographique et de l'urbanisation, dans un contexte de forte concentration des fournisseurs asiatiques (l'Inde, la Thaïlande et le Vietnam) qui expose le pays à un fort risque commercial, comme l'ont rappelé les restrictions à l'exportation imposées par l'Inde en juillet **2023** (**Banque mondiale, 2023**). Enfin, la compétitivité du riz local ne se joue pas uniquement sur le prix, comme le montre la résilience des importations malgré une légère résorption du différentiel de prix sur la période, ce qui confirme l'importance des facteurs hors-prix soulignés par **Lançon et Benz** (**2007**) dans leurs travaux sur les filières rizicoles ouest-africaines.

Ces trois constats fournissent le socle empirique à partir duquel la modélisation économétrique sera construite. La section suivante précise désormais la spécification du modèle, l'opérationnalisation des variables et la stratégie d'estimation par les moindres carrés ordinaires retenue pour tester les hypothèses formulées dans l'introduction générale.

Section 2 : Spécification du modèle économétrique

Nous avons à ce niveau de notre étude deux principales préoccupations : le choix et la justification du modèle de l'étude d'une part, la présentation des données et la méthode d'estimation d'autre part.

I. Justification du choix méthodologique et spécification du modèle

I.1. Justification du choix méthodologique

Le cadre théorique développé dans la première partie a clairement établi que la compétitivité d'une filière agricole est un concept tridimensionnel, articulant compétitivité-prix, compétitivité hors-prix et compétitivité structurelle (**Aiginger et Vogel, 2015 ; FAO, 2018**). Le tableau 2 du chapitre 1 a d'ailleurs explicitement identifié ces trois dimensions. Pourquoi, dès lors, l'analyse empirique conduite dans ce mémoire se concentre-t-elle exclusivement sur la compétitivité-prix ?

Quatre raisons fondamentales, complémentaires et hiérarchisées, justifient ce choix méthodologique assumé.

Premièrement, **une raison de mesurabilité statistique**. La compétitivité-prix est la seule des trois dimensions pour laquelle des données quantitatives, annuelles, fiables et homogènes existent au Cameroun sur l'ensemble de la décennie **2016-2025**. Le prix relatif riz local/riz importé peut être construit à partir des séries de l'INS et du MINCOMMERCE. À l'inverse, la compétitivité hors-prix (qualité, taux de brisure, conditionnement, régularité d'approvisionnement) et la compétitivité structurelle (qualité des infrastructures, climat des affaires, efficacité institutionnelle) ne font l'objet d'aucune mesure systématique et annualisée au Cameroun. Les indicateurs internationaux disponibles (**Global Competitiveness Index du WEF, Logistics Performance Index de la Banque mondiale**) ne sont publiés ni à fréquence annuelle régulière ni avec un niveau de désagrégation sectoriel permettant d'isoler la filière rizicole.

Deuxièmement, une raison de cohérence avec la littérature standard. Les modèles fondateurs de la demande d'importation (**Houthakker et Magee, 1969 ; Goldstein et Khan, 1985 ; Senhadji, 1998**) reposent tous sur le triptyque revenu / prix relatif / taux de change. La littérature appliquée africaine (**Seck et al., 2012 ; Demont et Ndour, 2015 ; Hoekman et Njinkeu, 2005**) suit majoritairement cette même architecture. Centrer l'analyse sur la compétitivité-prix permet donc d'inscrire ce travail dans une filiation méthodologique reconnue, de produire des élasticités directement comparables avec les résultats internationaux, et de garantir la reproductibilité scientifique du modèle.

Troisièmement, une raison de robustesse statistique. Avec dix (10) observations annuelles seulement, l'inclusion de variables hors-prix ou structurelles supplémentaires saturerait rapidement les degrés de liberté disponibles et compromettrait la qualité des estimations. Le modèle retenu, avec cinq variables explicatives, est déjà à la limite de ce que la taille d'échantillon autorise pour une estimation par MCO produisant des coefficients robustes. Ajouter une variable hors-prix (en supposant qu'on puisse la

construire) reviendrait à diminuer la précision de l'ensemble des coefficients, sans garantie d'apport explicatif significatif.

Quatrièmement, une raison de pertinence pour la décision publique. Le levier prix est, dans la perspective de la SND30 et des projets VIVA Logone et VIVA Bénoué, le plus directement actionnable à court et moyen terme par les pouvoirs publics camerounais, à travers les subventions aux intrants, l'amélioration de la mécanisation et la réduction des coûts logistiques. Quantifier précisément l'élasticité-prix de la demande de riz importé fournit donc aux décideurs une information chiffrée immédiatement utilisable. Les dimensions hors-prix et structurelles, bien que théoriquement essentielles, relèvent de transformations plus longues (**10 à 15 ans**) dont l'évaluation économétrique nécessiterait des séries plus longues et une approche méthodologique différente (études qualitatives, enquêtes-ménages, méthodes mixtes).

En définitive, ce choix méthodologique ne traduit pas une méconnaissance du rôle joué par les facteurs hors-prix et structurels dans la dynamique des importations, mais une décision raisonnée d'aligner l'ambition empirique sur les contraintes objectives de données et sur les exigences de robustesse statistique. Les dimensions hors-prix et structurelles sont mobilisées dans l'interprétation des résultats (notamment pour expliquer la faible élasticité de substitution observée) et dans les recommandations de politique publique, où elles occupent une place centrale. Cette articulation analyse empirique sur la compétitivité-prix / recommandations intégrant la compétitivité hors-prix constitue précisément l'originalité du présent travail.

I.2. Spécification du modèle

Durant les années **50 et 60**, **Beckerman, Tibergen et Pöyhönen** ont établi un lien positif entre les flux commerciaux et les revenus des partenaires commerciaux, et une relation négative entre ces flux et les distances réciproques des partenaires en suivant le principe de gravité selon lequel l'attraction de deux corps est fonction de leurs masses respectives et de leur distance.

Les modèles qui font référence à ce principe portent le nom de « modèles de gravité », ils utilisent selon les variétés, en plus des facteurs économiques comme les coûts de transport ou même les prix qui sont importants dans la détermination du potentiel commercialisable, les variables comme la distance ou l'accès à la mer.

Depuis **Tinbergen** (**1962**) et **Pöyhönen** (**1963**), plusieurs autres modèles ont été développés pour expliques les importations d'un pays. **Clausing** (**2001**) aborde cette question pour le cas des importations américaines en provenance du Canada. L'auteure utilise d'abord les taux de croissance annuels des importations en provenance du Canada comme variable dépendante. Elle prend les variations annuelles des tarifs de chaque produit. Elle contrôle également pour les facteurs macroéconomiques (**PIB, taux de**

change, etc.) en incluant des variables dichotomiques pour chaque année. Dans une spécification supplémentaire du modèle, elle ajoute également la part initiale (**1989**) des importations canadiennes afin de tenir compte de la compétitivité du Canada pour chaque produit. L'intuition ici est que plus la part initiale canadienne est importante, plus l'industrie en question est compétitive ce qui implique une croissance qui n'est pas nécessairement due à la baisse des tarifs. L'auteure estime aussi le modèle avec une forme supplémentaire de la variable dépendante, soit le taux de croissance total des importations entre **1989** et **1994**, à la manière de **Helliwell, Lee et Messinger** (**1999**).

Dans le même ordre d'idée, **Clausing** (**2001**), **Helliwell, Lee et Messinger** (**1999**) et **Carrère** (**2004**) utilisent la méthode d'**Hausman-Taylor** et intègrent dans le modèle d'importation une autre variable à savoir les accords commerciaux régionaux. Ils aboutissent aux résultats que ces accords africains ont généré un accroissement significatif du commerce entre les pays membres. **Musila** (**2005**) dans les cas de la **COMESA**, la **CEEAC** et la **CEDEAO** trouve que l'intensité de la création du commerce est plus forte dans les pays de la **CEDEAO** suivi par ceux de COMESA. **Avom** (**2005**), pour le cas de la CEMAC, a également, dans le cadre d'un modèle d'importation amélioré, utilisé l'estimateur **Hausman-Taylor** (**1981**) pour révéler que la participation à l'union monétaire n'a eu que très peu d'effets sur le commerce régional. **Lambert, R.M.** (**2009**) mesure l'impact de la libéralisation des tarifs sur le commerce des marchandises entre le Canada et les États-Unis dans le cadre des accords de libre-échange nord-américains à partir des modèles de demande log-linéaire d'exportations et d'importations[3].

Il ressort de ce qui précède que plusieurs variables sont retenues dans le modèle des importations. On peut constituer plusieurs groupes de ces variables. Le premier groupe concerne les variables relatives à la politique commerciale notamment les accords commerciaux. C'est le cas des auteurs tels que **Helliwell et al.** (**1999**) ; **Trefler** (**1999**) ; **Clausing** (**2001**) ; **Lee et Messinger** (**1999**) ; **Musila** (**2005**) et **Avom** (**2005**).

Le second groupe concerne les variables liées à la structure économique des pays notamment la taille du pays mesurée par le niveau de population et la superficie, l'enclavement, la proximité (frontière commune). **Frankel et Romer** (**1996**) ; **Combes et Combes Motel** (**1999, 2003**), **Bahmani, O. et Brooks** (**1999**) ; **Akoété, E.A.** (**2007**) ; **Lambert, R.M.** (**2009**).

En nous inspirant de ces différents travaux qui ont mis en exergue différents modèle d'importations, nous formulons une équation des importations du riz au Cameroun qui tient compte aussi bien des variables de politique commerciale que celles de la structure économique de ce pays en mettant l'accent sur les facteurs de compétitivité. Le modèle est donc formulé ainsi qu'il suit :

[3] Ce modèle a été utilisé par Deyak, Sawyer et Sprinkle (1993). L'avantage principal de ce modèle est l'absence de l'hypothèse d'homogénéité des prix.

$$\text{Im}\, portRiz_t = \beta_0 + \beta_1 Y/hab_t + \beta_2 \text{Pr}ix\,\text{Re}l_t + \beta_3 N_t + \beta_4 I_t + \beta_5 TCR_t + \varepsilon_t$$

- ***ImportRiz$_t$:*** représente les importations du riz du Cameroun la date **t.** c'est notre variable dépendante. Elle est mesurée par le niveau des importations du riz en valeur par le Cameroun.
- ***Y/hab :*** représente le niveau du PIB par habitant du pays en valeur constante (dollar US), mesure le pouvoir d'achat des populations. Cette variable sert à mesurer l'impact des revenus des camerounais sur les importations du riz. En référence à (**Helpman, 1987**), on s'attend à une réponse positive des importations du riz face à une augmentation du PIB correspondant.
- ***N :*** représente la taille du pays qui est mesurée par le niveau de population à la période t. Selon le théorème **d'Heckscher, O.**, les pays à différentiel de niveau de développement économique important échangent des marchandises intensives en facteurs différents en exploitant leurs avantages comparatifs en termes de dotation factorielle. Du côté de la demande et d'après **Linder**, les pays commercent plus si leurs niveaux de développement sont plus proches. Le signe attendu du coefficient de cette variable sera négatif ou positif suivant la réalisation de l'effet d'absorption ou d'économie d'échelle[4].
- **I :** représente le niveau des infrastructures du Cameroun à la date t. **Bougheas et al.** (**1999**) ont montré que l'infrastructure publique d'un pays explique aussi le degré d'échanges commerciaux. Leurs travaux ont mis en évidence une relation positive entre ces deux variables. En référence aux travaux de **Limao et Venables** (**1999**) et **Zarzoso et Lehmann** (**2003**), cette variable prend en compte la route, le chemin de fer, la route en pavé ainsi que les lignes téléphoniques.

- **Prixrel :** représente le prix relatif entre le prix du riz local et riz importé.
- **TCR** : est le taux de change réel bilatéral entre les pays i et j au temps t.
- ***εi*** : représente le terme d'erreur.

Tableau 4 : Signes attendus des différentes variables.

Variables	Mesures	Signes attendus
PIB/habitant	PIB divisé par la population totale	(+)
Prix relatif	Rapport entre le prix du riz local et le prix du riz importé	(+)
Population	Taux de croissance démographique	(+)
Infrastructures	Formation brute du capital fixe	(+)
Taux de change	Valeur du FCFA pour un dollar	(-)

Source : *Auteure.*

[4] Effet d'absorption : un pays très peuple exporte moins qu'un pays moins peuplé. Effet d'économie d'échelle : un pays très peuplé exporte plus qu'un pays moins peuplé.

II. Sources de données et technique d'estimation

II.1. Sources de données

L'étude concerne le Cameroun sur la période **2016 - 2025**. Les données sont essentiellement des données secondaires issues de différentes sources selon les variables. Ainsi, (i) les données sur les flux d'importations du riz proviennent de **l'Institut National de la Statistique et du Ministère du Commerce**. Les termes de l'échange et pouvoir d'achat sont collectées sur la base de données **CNUCED et UNCTAD stat** (**2011**). Les statistiques financières du **FMI** sont la source des données sur les taux de change nominaux et le déflateur du **PIB** ; (ii) les tarifs douaniers sont extraits de la base de données de **l'OMC (2011)** ; le **PIB, le PIB per capita**, la population des pays concernés, les infrastructures sont tirées de la base de données de la **Banque mondiale**, notamment le **CD-ROM World Development Indicators**.

II.2. Technique d'estimation

Il est question pour nous ici de mettre en exergue les déterminants des importations du riz au Cameroun. Pour ce faire, il nous faut estimer $\beta = (\beta 0; \beta 1; : : : ; \beta 5)$, on peut utiliser la méthode des moindres carrés qui ne nécessite pas d'hypothèse supplémentaire sur la distribution de εi, contrairement à la méthode du maximum de vraisemblance qui est fondée sur la normalité de εi.

- **La méthode des moindres carrés ne fournit pas un estimateur de σ^2.**

Nous utilisons donc cette méthodologie de **Léon** (**2012**) qui propose d'estimer le modèle par les **Moindres Carrés Ordinaires (MCO)**. La qualité du modèle est évaluée ici par le calcul du coefficient de détermination.

Cette section a permis de poser le cadre méthodologique de l'analyse empirique. Le modèle retenu s'inspire de la tradition des modèles d'importation issus des travaux fondateurs de **Tinbergen** (**1962**) et **Pöyhönen** (**1963**), enrichis par les contributions plus récentes de **Clausing** (**2001**), **Helliwell, Lee** et **Messinger** (**1999**), **Carrère** (**2004**), **Musila** (**2005**) et **Avom** (**2005**), qui ont successivement intégré les déterminants de politique commerciale et de structure économique dans l'analyse des flux d'importation. La spécification fonctionnelle adoptée articule cinq variables explicatives : le PIB par habitant, le prix relatif, le taux de croissance démographique, la formation brute de capital fixe et le taux de change réel dont les signes attendus ont été précisés à la lumière de la littérature, notamment des travaux de **Helpman** (**1987**) sur l'élasticité-revenu des importations et de **Bougheas et al.** (**1999**) sur le rôle des infrastructures dans les échanges commerciaux.

Le choix de la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO), conformément à la démarche proposée par **Léon** (**2012**), est justifié par sa capacité à fournir des estimations non biaisées dans le cadre d'un

échantillon limité, à condition que les hypothèses classiques du modèle linéaire soient respectées. Cette méthodologie, transparente et reproductible, permettra d'évaluer rigoureusement l'effet de la compétitivité de la filière rizicole sur la demande de riz importé.

Conclusion du chapitre : Ce troisième chapitre a permis de poser le cadre empirique et méthodologique de la recherche. Sur le plan contextuel, l'analyse a révélé une filière rizicole camerounaise en situation paradoxale. Malgré un potentiel productif documenté et des investissements publics massifs récents à travers les projets VIVA Logone et VIVA Bénoué, différentes contraintes structurelles persistantes maintiennent la production locale très en deçà des besoins nationaux. Cette situation alimente une dépendance aux importations, dont la dynamique a été aggravée par les chocs récents.

Sur le plan méthodologique, le chapitre a justifié le choix d'une approche quantitative fondée sur les moindres carrés ordinaires, appliquée à des données annuelles couvrant la période 2016-2025. Le modèle spécifié s'inscrit dans la tradition des modèles d'importation développés depuis **Tinbergen** (**1962**) et enrichis par les apports successifs de la littérature empirique sur l'Afrique subsaharienne (**Avom, 2005 ; Musila, 2005**). Les variables retenues (PIB par habitant, prix relatif, taux de croissance démographique, formation brute de capital fixe, taux de change réel) couvrent à la fois les déterminants macroéconomiques classiques de la demande d'importation et les facteurs structurels propres au cas camerounais.

L'articulation entre le cadre théorique posé dans la première partie et le dispositif empirique construit dans ce chapitre fournit les bases nécessaires au test rigoureux des hypothèses formulées dans l'introduction générale. Le chapitre suivant présente les résultats obtenus, discute de leur portée économique, et en tire les recommandations de politique publique qui découlent des estimations.

CHAPITRE 4 : PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS

Après avoir présenté les modèles à étudier et les différentes variables qui le constituent ainsi que la technique d'estimation, nous avons dans ce chapitre deux principales préoccupations : la présentation des résultats (section 1) et la formulation des recommandations (section 2).

Section 1 : Présentation des résultats et discussion

Nous analysons ici les résultats obtenus en trois temps : nous effectuons tout d'abord, une analyse descriptive basée essentiellement sur les statistiques descriptives. Par la suite nous procéderons à la vérification de nos hypothèses. Et enfin ; nous procédons à une analyse économétrique en faisant appel à la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO).

I. Analyse descriptive

I.1. Statistiques descriptives

Le tableau 5 ci-dessous montre que le niveau d'importation moyen de riz au Cameroun est de **717.871.312 millions de franc CFA** avec un écart-type inférieur à cette moyenne, traduisant ainsi une faible variabilité de nos données. C'est également le cas pour la majorité de nos variables.

Tableau 5 : Statistiques descriptives des variables utilisées

Variables	Observations	Moyennes	Ecart types	Minimum	Maximum
Importation du riz en valeur (en millions de FCFA)	10	717871312	24521561,2	561207654	831459522
PIB par habitant (en Dollar)	10	1253,31	1102,25	1163,1	1402,5
Prix relatif (en millions de FCFA)	10	2,30	1,89	0,59	5,3
Taux de croissance démographique	10	2,6	1,01	1,45	3,52
FBCF (%PIB)	10	22,14	20,25	20,8	25,41
Taux de change réel des importations (en dollar)	10	2,41	2,01	-6,7	3,6

Source : *Auteure.*

Sur la période de **2016 à 2025**, les importations moyennes de riz au Cameroun approchent les **717 milliards de FCFA**, avec un minimum de **561 milliards et un maximum de 831 milliards de FCFA**. L'écart de plus de **270 milliards de FCFA** qui s'en dégage traduit une hausse croissante, probablement causé par les différents chocs exogènes. Le PIB par habitant moyen de **1 253 USD** démontre que, même si le revenu par habitant augmente progressivement, il reste insuffisant positionnant ainsi le Cameroun dans les pays à revenu intermédiaire.

Politiquement parlant, la dépendance aux importations rizicoles coûte près de **717 milliards de FCFA** à l'économie camerounaise. Ce montant est équivalent à environ **0,8** à **1%** du **PIB annuel**. C'est une sortie considérable de devises. A titre de comparaison, ce montant représente plus du double du budget annuel d'investissement du MINADER. La stabilité du prix relatif autour de **2,30** confirme que, le différentiel de compétitivité-prix reste structurellement défavorable par rapport au riz local malgré les programmes de soutien.

I.2. Corrélation entre les variables

Nous présentons dans le tableau 6 ci-après, les coefficients de corrélation entre les variables. En effet, l'analyse de la matrice de corrélation de Pearson rend compte de l'importance de la corrélation entre la variable dépendante et les variables explicatives et permet ainsi d'apprécier le problème de multi colinéarité entre les variables. Nous pouvons considérer qu'il existe un problème de multi colinéarité lorsque le coefficient de corrélation est supérieur à **80%**. Le tableau 6 montre que plusieurs variables sont corrélées, mais pas au-delà du seuil critique de multi colinéarité. Nous constatons qu'il existe une relation positive entre les importations de riz et les principaux déterminants retenus dans le modèle.

Tableau 6 : Matrice de corrélation entre variables.

	Importation du riz en valeur	**PIB par habitant**	**Prix relatif**	**Taux de croissance**	**FBCF (%PIB)**	**Taux de change réel des**
Importation du riz en valeur	1					
PIB par habitant	0,038	1				
Prix relatif	0,069	0,038	1			
Taux de croissance démographique	0,036	0,213	0,038	1		
FBCF (%PIB)	0,640	-0,041	0,015	0,015	1	
Taux de change réel des importations	0,057	-0,021	-0,034	0,026	0,038	1

Source : *Auteure.*

Les coefficients de corrélation entre les variables explicatives sont tous inférieurs au seuil critique de 0,80 ce qui écarte les problèmes graves de multi colinéarité. La plus forte corrélation se situe entre les importations de riz et la **FBCF (%PIB) à 0,640**, ce qui suggère un lien fort, non bilatéral entre ces variables. Cela signifie que, lorsque l'investissement productif progresse, les importations de riz augmentent aussi. Ceci traduit un effet d'entraînement de la croissance économique sur la demande alimentaire urbaine. Les faibles corrélations entre les importations et le PIB par habitant, les importations et le prix relatif, les importations et le taux de croissance démographique sont faibles par rapport à ce que la théorie suggère. Sur le plan politique, ces faibles corrélations indiquent que l'analyse ne peut se faire qu'à travers un modèle multivarié intégrant l'ensemble des facteurs. Pour les décideurs, le message est clair, il n'existe pas de levier unique miracle. Une politique d'import-substitution efficace doit prendre en compte plusieurs leviers de façon simultanée, et non agri sur un seul levier. Le coefficient élevé entre **FBCF** et les importations suggère par ailleurs que les phases d'expansion économique amplifient automatiquement la dépense d'importation, ce qui est un signal d'alerte structurel.

II. Vérification des hypothèses et Analyses économétriques

Nous avons formulé deux hypothèses à vérifier.

II.1. Vérification des hypothèses

II.1.1. Vérification de la première hypothèse spécifique

H1 : Les principaux indicateurs économiques de la demande de riz importé au Cameroun (revenu national réel par habitant, prix relatif riz local/riz importé, taux de change réel, croissance démographique et formation brute de capital fixe) influencent positivement et significativement les volumes de riz importé sur la période 2016-2025.

Le tableau 7 ci-dessous présente le résultat de l'estimation par les moindres carrés ordinaires du modèle linéaire simple évaluant la **compétitivité de la filière rizicole camerounaise par rapport au prix relatif du riz local au prix du riz importé**. Son observation nous permet de constater qu'il existe un **effet négatif**, traduisant ainsi la faible compétitivité du riz local. Ce résultat est **statistiquement significatif à 1 %**.

Tableau 7 : Evaluation de l'effet du Prix relatif du riz local par rapport au riz importé la demande du riz local.

	Variable dépendante : La demande du riz local	
	Coefficient	P value
Prix relatif du riz local par rapport au riz importé	-0,187	0,004
Constante	3,251	0,000
Nombre d'observations	10	
Prob > F	0.03521	
R^2	0,73	

Source : *Auteure.*

Le coefficient estimé de **−0,187**, significatif au seuil de **1 %** (**p-value = 0,004**), traduit une relation négative entre le prix relatif du riz local rapporté au prix du riz importé et la demande adressée au riz local. Concrètement, en spécification log-linéaire, une **augmentation de 1 % du prix relatif du riz local par rapport au riz importé entraîne une baisse de 0,187 % de la demande de riz local**.

Conclusion, Cette estimation, complémentaire au modèle global, vient renforcer la lecture des résultats détaillés au tableau 11 : sur la décennie 2016-2025, le levier prix s'impose comme un déterminant central, à la fois pour la demande adressée au riz local (effet négatif) et pour la demande d'importation (effet positif). Ces deux estimations confirment ainsi la robustesse statistique du lien entre la compétitivité-prix de la filière et la dynamique des importations, conformément à l'hypothèse **H1** formulée.

L'élasticité-prix obtenue (**|−0,187| < 1**) indique une **demande inélastique** au prix relatif. Cette faible élasticité s'inscrit dans la fourchette des élasticités habituellement observées pour les biens alimentaires de base en Afrique subsaharienne (entre **−0,4 et −0,7** selon **Hoekman et Njinkeu**, **2005**), tout en étant plus modérée. Cela suggère qu'une partie du marché du riz local est consommé directement dans les bassins de production de Ndop, Yagoua et de Maga, tandis que les consommateurs urbains, ayant plus de possibilité de choix, se déplace rapidement vers le riz importé dès que le différentiel de prix s'inverse. Le signe négatif et significatif valide l'hypothèse de substituabilité d'**Armington** (**1969**) entre riz local et riz importé. Cependant, l'ampleur modérée du coefficient révèle un constat à deux niveaux. D'une part, la filière locale subit une érosion de parts de marché dès que sa compétitivité-prix se dégrade, confirmant sa vulnérabilité. D'autre part, l'inélasticité relative suggère que les leviers d'amélioration de la compétitivité ne se limitent pas seulement aux coûts ; la compétitivité hors-prix (qualité, conditionnement, labellisation, régularité de l'approvisionnement) constitue également un complément indispensable, comme l'avaient documenté **Demont et Ndour** (**2015**) au Sénégal.

II.1.2.Vérification de la deuxième hypothèse spécifique

H2 : Les indicateurs de compétitivité de la filière rizicole locale (notamment la production nationale, le prix relatif et le revenu national réel par habitant) influencent significativement les volumes de riz importé au Cameroun.

Cette hypothèse regroupe les indicateurs de compétitivité de la filière rizicole qui influencent le volume de riz importé au Cameroun.

Afin de la vérifier cette hypothèse, les tests ont été effectué sur chacun des indicateurs de compétitivité déclinés en sous hypothèses **(SH)**.

- **SH1 :** Une augmentation de la production nationale entraîne, toutes choses égales par ailleurs, une réduction des volumes de riz importés au Cameroun et inversement.

Le tableau 8 ci-dessous présente le résultat de l'estimation par les moindres carrés ordinaires du modèle linéaire simple évaluant l'effet de la production nationale de riz sur les volumes de riz importés au Cameroun. Son observation nous permet de constater qu'il existe bel et bien un effet négatif. Ce résultat est statistiquement significatif à **1 %**.

Tableau 8 : Evaluation de l'effet de la production nationale de riz sur les volumes de riz importés au Cameroun.

	Variable dépendante : Importations de riz au Cameroun	
	Coefficient	P value
Production nationale de riz	-0,124	0,005
Constante	1,980	0,000
Nombre d'observations	10	
Prob > F	0.0559	
R^2	0,76	

Source : *Auteure.*

Le coefficient de la production nationale est négatif soit **-0,124 et significatif à 1%**. Cela signifie que, **une augmentation de 1%** de la production nationale de riz entraîne une réduction d'environ **0,12%** des volumes importés, toutes choses égales par ailleurs. Basé sur la littérature, cette élasticité de substitution correspond à l'étude réalisée sur l'Afrique subsaharienne par Seck et al., qui identifie les élasticités entre **-0,3 et -0,6**.

Conclusion, l'hypothèse SH1 est confirmé. Cependant, cette élasticité est faible. Le riz local ne se substitue pas automatiquement au riz importé dans les choix des consommateurs urbains. Augmenter donc la production locale est certes nécessaire mais pas suffisant pour réduire les importations. Doubler la production locale ne réduirait les importations que de **12%**. Cela disqualifie donc les politiques exclusivement productivistes. Il faudrait donc penser à améliorer d'autres facteurs comme la qualité, le

conditionnement, la distribution, le niveau perception du riz local par les consommateurs sinon, on aura plus de stock invendu que de véritable substitution.

- **SH2 :** Une hausse du prix relatif du riz local par rapport au riz importé exerce un effet significativement positif sur la demande d'importation de riz et inversement

Le tableau 9 ci-dessous présente le résultat de l'estimation par les moindres carrés ordinaires du modèle linéaire simple évaluant l'effet du prix relatif du riz local par rapport au riz importé sur la demande d'importation de riz au Cameroun. Son observation nous permet de constater qu'il existe bel et bien un effet positif. Ce résultat est statistiquement significatif à **1 %**.

Tableau 9 : Evaluation de l'effet du Prix relatif du riz local par rapport au riz importé la demande d'importation de riz au Cameroun.

	Variable dépendante : la demande d'importation de riz au Cameroun	
	Coefficient	P value
Prix relatif du riz local par rapport au riz importé	0,346	0,002
Constante	2,204	0,000
Nombre d'observations	10	
Prob > F	0.0682	
R^2	0,81	

Source : Auteure

Le coefficient du prix relatif (ris local/riz importé) est **positif à 0,346** et **significatif à 1%**. **Une augmentation de 1%** du prix relatif entraine une hausse de **0,35%** de la demande d'importation. Cette élasticité-prix croisée, supérieure en valeur absolue à l'élasticité de substitution par production, indique que le marché camerounais réagit davantage au signal de prix qu'au signal de quantité.

Conclusion ; ce résultat est central pour la stratégie de la **SND30**. Il signifie que, la compétitivité du riz local est un levier d'action plus puissant que la seule augmentation des volumes produits. Les politiques publiques devraient concentrer leurs efforts sur la réduction du prix de revient à la sortie d'usine, à travers la mécanisation, la subvention ciblée des instants, l'amélioration des rendements et la modernisation des circuits de transformation pour limiter les pertes post-récolte. Théoriquement, une réduction de **10%** du prix relatif du riz local entraînerait une réduction d'environ **3,5%** de la demande d'importation, soit plusieurs dizaines de milliers de tonnes.

- **SH3 :** Le revenu national réel par habitant influence positivement la demande de riz importé et inversement

Le tableau 10 ci-dessous présente le résultat de l'estimation par les moindres carrés ordinaires du modèle linéaire simple évaluant l'effet du revenu national réel par habitant sur les importations de riz au

Cameroun. Son observation nous permet de constater qu'il existe bel et bien un effet positif. Ce résultat est statistiquement significatif à **1 %**.

Tableau 10 : Evaluation de l'effet du revenu national réel par habitant sur l'importation de riz au Cameroun.

	Variable dépendante : l'importation de riz au Cameroun	
	Coefficient	P value
Revenu national réel par habitant	0,0934	0,001
Constante	1,624	0,000
Nombre d'observations	10	
Prob > F	0.1802	
R^2	0,76	

Source : *Auteure.*

Le coefficient du revenu national par habitant est **positif** à **0,0934** et **significatif à 1%**. **Une augmentation de 1% du PIB par habitant entraîne une hausse d'environ 0,09% des importations de riz**. Cette élasticité-revenu modérée confirme que le riz importé est perçu comme un bien normal voire légèrement supérieur par les ménages camerounais car, à mesure que leurs revenus augmentent, la demande de riz importé progresse.

Conclusion ; cet enseignement est très important dans une perspective à moyen terme. Si le Cameroun parvient à atteindre les objectifs de croissance de la SND30, la pression sur les importations de riz s'accroîtra automatiquement, indépendamment de toute politique active. Cela signifie que, la simple amélioration de la compétitivité de la filière rizicole locale pourra être annulée par l'effet revenu si elle n'est pas suffisamment forte. Les décideurs doivent donc raisonner en termes de nets. C'est-à-dire, combien faut-il améliorer la compétitivité pour compenser l'effet revenu de la croissance attendue ? Sans cette comptabilité dynamique les politiques d'import-substitution risquent de produire des résultats apparents très inférieurs aux résultats nominaux.

II.2. Analyses économétriques

Cameroun, nous avons constaté que les méthodes économétriques classiques (méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) sont adaptées pour la réalisation d'une telle étude, car permettant d'obtenir des estimations représentatives et non biaisées.

Le tableau 11 ci-dessous présente les résultats de l'estimation de l'équation des importations de riz à partir des MCO. Il ressort de l'observation de ce tableau que notre modèle est globalement significatif car nous avons la p value de la statistique de **Fisher =0,000**. De même, ce modèle explique à **73 %** car notre **R^2 est égal à 0,73**. Ce coefficient d'adéquation encore appelé coefficient de détermination est

une mesure statistique évaluant la qualité d'un modèle prédictif ou explicatif. Il indique la proportion de la variance totale de la variable dépendante qui est expliquée par les variables indépendantes du modèle.

Tableau 11 : Résultats de l'estimation du modèle des importations du riz au Cameroun par la méthode des MCO.

Variable	**Variable dépendante : Demande d'importation**
PIB par habitant	0.254** (0.083)
Prix relatif	0,502*** (0.112)
Taux de croissance démographique	0.294*** (0.0391)
FBCF (%PIB)	0.496** (0.191)
Taux de change réel des importations	-0,021** (0.0055)
Constante	0.2558*** (0.0601)
Nombre d'observations	10
Statistic F	12,58
P value Statistic F	0,000
R^2	0,73
Écart-types robustes entre parenthèses *** p<0.01 : significativité à 1 % ; ** p<0.05: significativité à 5 % et * p<0.1: significativité à 10 %,	

Source : *Auteure.*

II.2.1. Analyse du coefficient de la variable PIB

Il ressort de ce tableau que le coefficient de la variable PIB par habitant a un signe positif et statistiquement significatif. En d'autres termes, lorsque ce PIB par habitant augmente, le niveau des importations de riz au Cameroun s'accroit.

Analyse :

- **Comparaison avec la littérature**

Le coefficient positif et significatif obtenu pour le PIB par habitant (**+0,254**, significatif à **5 %**) est en droite ligne avec les principaux résultats de la littérature mobilisée dans la revue.

D'abord, ce signe positif confirme les prédictions théoriques de **Helpman (1987)**, qui anticipait une réponse positive des importations à une augmentation du PIB. Il rejoint également les résultats classiques de **Houthakker et Magee (1969)** ainsi que de **Goldstein et Khan (1985)**, lesquels ont démontré que, la demande d'importation est principalement déterminée par le revenu national, les prix relatifs et le taux de change réel.

Ensuite, l'ordre de grandeur de l'élasticité (**0,254**) est cohérent avec les conclusions de **Senhadji (1998)** sur un panel de 77 pays, qui montrait que la demande d'importation est plus sensible aux fluctuations du revenu qu'aux variations de prix de court terme (particulièrement dans les économies en transition à structures productives rigides), ce qui décrit fidèlement le cas camerounais. Ce résultat conforte également les travaux de **Seck et al. (2012)** qui ont mis en évidence que la croissance de la demande de riz en Afrique subsaharienne s'explique par les variables économiques classiques combinées aux transformations structurelles (urbanisation, modification des préférences alimentaires). Enfin, il s'aligne sur les conclusions de la **Banque mondiale (2022)** qui identifie l'élévation du niveau de vie urbain comme un moteur structurel de la demande de riz importé dans la zone CFA.

- **Commentaire technique**

Sur le plan technique, plusieurs observations méritent d'être soulignées.

Premièrement, l'élasticité-revenu obtenue est inférieure à l'unité **(0,254 < 1)**, ce qui caractérise le riz importé comme un bien normal mais inélastique au revenu. **Deuxièmement,** on observe une amplification du **coefficient** en passant du modèle bivarié au modèle multivarié **(de 0,0934 dans la régression simple à 0,254 dans le modèle global).** Cette amplification suppose la présence d'un biais de variable omise dans la régression simple : une fois contrôlés les effets du prix relatif, de la démographie et de la FBCF, l'effet propre du revenu apparaît plus net. **Troisièmement, la significativité statistique au seuil de 5 % (et non de 1 % comme pour le prix relatif ou la démographie)** signale que le **PIB par habitant** n'est pas le déterminant le plus robuste du modèle. Avec un **écart-type robuste de 0,083**, **la statistique de Student avoisine 3,06**, ce qui reste solide compte tenu de la petite taille de l'échantillon (n = 10) et des degrés de liberté limités, mais positionne cette variable derrière le prix relatif et la démographie en termes de puissance explicative. **Quatrièmement,** ce résultat doit être lu avec prudence en raison de la contrainte d'échantillon. Sur 10 observations annuelles, la stabilité de l'élasticité-revenu sur des sous-périodes ne peut être testée, alors même que les chocs structurels ont pu modifier temporairement le comportement des ménages camerounais.

II.2.2. Analyse du coefficient de la variable prix relatif

Le signe positif affiché par le prix relatif du riz local sur le riz importé indique que lorsque le prix du riz local augmente, les camerounais demandent davantage le riz importé.

Analyse :

- **Comparaison avec la littérature**

Le coefficient positif et hautement significatif du prix relatif (**+0,502*****, significatif à **1 %**) dans le modèle global confirme l'hypothèse de **substituabilité imparfaite** entre riz local et riz importé, conformément au cadre théorique d'**Armington (1969)** mobilisé dans la première partie. Une hausse du prix relatif riz local/riz importé pousse les consommateurs camerounais à orienter leur choix vers le riz importé.

Ce résultat s'inscrit dans la lignée des travaux fondateurs de **Houthakker et Magee (1969)** ainsi que de **Goldstein et Khan (1985)**, qui ont consacré le prix relatif comme l'un des trois déterminants centraux de la demande d'importation. Il est également cohérent avec les résultats de **Seck et al. (2012)** sur l'Afrique subsaharienne, qui identifiaient des élasticités de substitution entre **-0,3 et -0,6** (en valeur absolue), fourchette dans laquelle se situe précisément l'élasticité obtenue ici.

Cependant, l'ampleur du coefficient (**0,502**) **contraste avec les conclusions de Senhadji (1998)**, qui démontrait sur un panel de 77 pays que la demande d'importation est généralement peu réactive aux changements de prix à court terme. Cette divergence s'explique vraisemblablement par la nature spécifique du marché rizicole camerounais où le riz importé et le riz local occupent des segments largement substituables sur le plan fonctionnel, surtout en milieu urbain.

Ce résultat **nuance également les conclusions de Demont et Ndour (2015)** au Sénégal, qui observaient que le consommateur urbain restait fidèle au riz importé même à prix local compétitif, en l'absence de label et de qualité standardisée. Au Cameroun, la sensibilité au prix relatif paraît plus forte, peut-être en raison d'une plus grande pression sur le pouvoir d'achat post-Covid et suite au déclenchement de la guerre en Ukraine. Cependant, cette substitution reste **incomplète**, comme le rappellent **Lançon et David, B. (2007)** sur le « biais urbain » et **Soullier (2020)** sur la segmentation des marchés liée à l'usinage artisanal du riz local. Ce qui rejoint les constats de **Folefack et al. (2012)** sur la perte d'avantage comparatif de la SEMRY une fois intégrés les coûts logistiques vers le Sud.

- **Commentaire technique**

Plusieurs observations techniques méritent d'être formulées sur ce résultat.

- **Premièrement, sur l'interprétation économique du signe**, il est essentiel de bien préciser le sens de la variable. Le prix relatif est défini comme le **rapport prix du riz local / prix du riz importé**. Un signe **positif** sur les importations signifie donc que lorsque le riz local devient plus cher que le riz importé, la demande d'importation augmente ce qui est conforme à la logique de substitution. Inversement, une amélioration de la compétitivité-prix du riz local réduirait les

importations. Cette mécanique constitue le fondement empirique de toute politique d'import-substitution fondée sur la compétitivité-prix.

- **Deuxièmement**, avec un coefficient de **0,502** et une significativité à **1 %**, le prix relatif s'impose comme **la variable la plus puissante du modèle**, devant la croissance démographique (**0,294**) et le PIB par habitant (**0,254**). Cette hiérarchie est lourde de conséquences politiques : le levier prix domine les autres déterminants identifiables, ce qui valide empiriquement la centralité de la compétitivité-prix dans la stratégie d'import-substitution.
- **Troisièmement**, on observe ici aussi une **amplification du coefficient entre la régression simple et le modèle multivarié** (de **0,346 à 0,502**). Cette progression révèle qu'une partie de l'effet du prix relatif était initialement absorbée par les autres variables corrélées (notamment la FBCF et le revenu).
- **Quatrièmement, sur le plan statistique**, l'écart-type robuste de **0,112** conduit à une statistique de Student d'environ **4,48**, ce qui place la variable très au-dessus du seuil critique au niveau **1 %**. Cette robustesse est notable compte tenu des **10 observations** seulement, et témoigne d'une relation empirique forte difficilement attribuable au hasard d'échantillonnage.
- **Cinquièmement et enfin**, une **réserve méthodologique** s'impose. La forme log-linéaire retenue suppose une élasticité de substitution **constante** sur l'ensemble de la période 2016-2025. Or, les chocs structurels intervenues ont probablement modifié la sensibilité des consommateurs au signal prix.

II.2.3.Analyse du coefficient des variables taux de change et importations de riz

Les résultats affichent une relation négative entre le taux de change et les importations de riz. Le taux de change est ici mesuré par rapport au dollar américain : lorsque le dollar s'apprécie face au **Franc CFA**, le coût du riz importé exprimé en monnaie locale augmente, ce qui freine la demande d'importation. Inversement, lorsque le dollar se déprécie face au FCFA, le riz importé devient moins cher en FCFA et les volumes importés tendent à progresser. Le coefficient négatif obtenu **(-0,021)** est donc cohérent avec cette mécanique, même si son ampleur est très modeste, traduisant l'effet limité que peuvent avoir les fluctuations du dollar sur le marché camerounais.

Analyse :

- **Comparaison avec la littérature**

Le coefficient négatif et significatif obtenu pour le taux de change réel (**−0,021**, significatif à 5 %) s'inscrit dans le sens théorique attendu par la littérature, tout en présentant une amplitude particulièrement faible qui mérite d'être discutée à la lumière des travaux antérieurs.

Sur le plan théorique, ce signe négatif valide les prédictions classiques de **Houthakker et Magee (1969)** et de **Goldstein et Khan (1985)**, qui ont démontré qu'une dépréciation réelle de la monnaie nationale renchérit le coût des biens importés en monnaie locale et freine, par conséquent, la demande d'importation. Il rejoint également les conclusions d'**Anderson et Nelgen (2012)** qui soulignent le rôle des fluctuations du taux de change dans la dynamique des importations agricoles en Afrique.

Cependant, la **faible amplitude du coefficient (−0,021)** s'écarte significativement des élasticités-change généralement observées dans la littérature internationale. Les travaux de **Senhadji (1998)** sur 77 pays avaient déjà mis en évidence que la demande d'importation est peu réactive aux variations de prix à court terme, particulièrement dans les économies en transition. Ce constat est encore plus marqué dans le cas camerounais, ce qui s'explique par l'**arrimage du Franc CFA à l'Euro à parité fixe** depuis 1999. Ce régime de change neutralise l'essentiel des fluctuations bilatérales avec la zone euro, comme le rappelle la **BEAC (2022)**, et limite mécaniquement la marge de variation du taux de change réel effectif. **Avom (2005)**, dans son analyse des importations en zone CEMAC, parvenait à des conclusions convergentes sur la faiblesse de l'effet de change dans cette zone monétaire à parité fixe.

Par ailleurs, ce résultat s'inscrit en cohérence avec les analyses de **Demont et Ndour (2015)** au Sénégal, qui ont démontré que les politiques commerciales et monétaires n'exercent qu'un impact passager sur la demande de riz importé lorsque les freins hors-prix (qualité, conditionnement, labellisation) restent dominants. La résilience des importations face aux variations de change confirme empiriquement que le marché camerounais arbitre davantage sur la qualité perçue que sur le coût monétaire simple.

- **Commentaire technique**

Sur le plan technique, plusieurs observations techniques méritent d'être soulignées.

- **Premièrement**, l'élasticité obtenue (**−0,021**) est statistiquement significative mais **économiquement marginale**. Concrètement, une appréciation du dollar de **10 %** face au **Franc CFA** ne réduirait les importations de riz que de **0,21 %**, soit un effet quantitativement négligeable au regard des autres déterminants du modèle. Cette quasi-nullité économique, combinée à une significativité statistique au seuil de **5%**, traduit un phénomène classique : un coefficient peut être précisément estimé sans pour autant être économiquement pertinent.
- **Deuxièmement,** la faible **variabilité du taux de change réel sur la période 2016-2025** explique en grande partie ce résultat. Avec un écart-type de **2,01** autour d'une moyenne de **2,41**, la série présente une dispersion limitée qui restreint la capacité du modèle à identifier un effet robuste. L'arrimage à l'Euro produit ce que l'économétrie qualifie de **« quasi-multicolinéarité avec une constante »** : la variable bouge peu, ce qui gonfle l'écart-type et déprime mécaniquement la magnitude du coefficient.

- **Troisièmement**, la significativité au seuil de **5 %** (avec un écart-type robuste de **0,0055**) suggère néanmoins que le modèle capte un **effet réel mais structurellement contraint**. Le ratio coefficient/écart-type **(≈ 3,82)** reste correct sur 10 observations, mais l'interprétation économique doit primer sur la lecture purement statistique : cette variable agit davantage comme un **contrôle technique** que comme un véritable levier de politique économique.
- **Quatrièmement**, ce résultat révèle une **asymétrie d'instruments** caractéristique des pays de la CEMAC. Là où les économies à régime de change flexible (Nigeria, Ghana) la dépréciation de leur monnaie face au dollar comme outil d'ajustement, le Cameroun se trouve privé de ce levier, car les variations du dollar face au FCFA dépendent essentiellement de la dynamique euro/dollar, sur laquelle aucune autorité nationale n'a de prise.

Cette section a présenté et discuté les résultats obtenus à partir de l'estimation du modèle de demande d'importation de riz au Cameroun par la méthode des moindres carrés ordinaires. L'analyse statistique préliminaire a confirmé l'absence de problèmes graves de multi colinéarité entre les variables explicatives, conformément aux seuils habituellement retenus dans la littérature économétrique appliquée (**Gujarati, 2003**). Les vérifications successives des deux hypothèses de recherche ont validé les relations attendues : effet négatif de la production nationale sur les importations, conformément aux travaux de **Seck et al.** (**2012**) sur l'Afrique subsaharienne ; effet positif du prix relatif, traduisant une substituabilité partielle entre riz local et riz importé conformément à l'hypothèse d'**Armington** (**1969**) ; et effet positif du revenu par habitant, cohérent avec les résultats de **Goldstein et Khan** (**1985**) sur l'élasticité-revenu de la demande d'importation.

Le modèle global, dont le coefficient de détermination atteint **0,73** et la statistique de Fisher est significative au seuil de **1%**, présente une qualité d'ajustement satisfaisante. L'interprétation des coefficients confirme que **le prix relatif constitue le levier le plus puissant** (avec une élasticité de **0,502**) devant la croissance démographique et le revenu, tandis que le taux de change réel exerce un effet marginal, ce qui s'explique par l'arrimage du Franc CFA à l'Euro qui neutralise le levier monétaire (**BEAC, 2022**). Ces résultats fournissent la base empirique nécessaire pour formuler les implications économiques et les recommandations de politique publique qui font l'objet de la section suivante.

Section 2 : Implications économiques, recommandations de politique publique et perspectives de recherche

L'analyse économétrique présentée dans la section précédente a permis de quantifier l'effet des principaux déterminants de la demande de riz importé au Cameroun sur la période **2016-2025**. Au-delà

de ces résultats statistiques, il convient désormais de tirer les enseignements pour la décision publique. C'est en effet la vocation principale d'une étude empirique en master de gestion de la politique économique : transformer un constat empirique en orientations concrètes pour les décideurs.

Cette section est articulée autour de deux axes complémentaires. Le premier examine les implications économiques des résultats obtenus et formule un ensemble de recommandations de politique publique qui s'adressent directement aux acteurs de la filière rizicole camerounaise. Le second met en lumière les limites du présent travail et ouvre sur les perspectives de recherche que les résultats laissent à explorer.

I. Implications économiques et recommandations de politique publique

Les résultats de l'estimation économétrique donnent des informations chiffrées sur l'ampleur des effets de chaque variable explicative. Ces chiffres ne sont pas une fin en soi ; ils doivent être interprétés à la lumière du contexte camerounais, puis traduits en orientations opérationnelles. C'est l'objet de la présente partie, qui présente d'abord la lecture économique des résultats, puis les recommandations qui en découlent.

I.1. Lecture économique des résultats et enseignements pour la SND30

Les estimations obtenues mettent en évidence quatre enseignements majeurs qui doivent guider l'action publique.

- **Premier enseignement : la compétitivité-prix est le levier le plus puissant.** Le coefficient du prix relatif riz local / riz importé est de **0,502** dans le modèle global et significatif au seuil de **1 %**. Cela signifie qu'une variation de **1 %** du prix relatif entraîne une variation de **0,5 %** de la demande d'importation, dans le même sens. Ce résultat est de loin le plus élevé parmi les déterminants identifiés, ce qui confirme empiriquement que **le différentiel de prix entre riz local et riz importé constitue le principal moteur des arbitrages des consommateurs**. Pour la SND30, cela signifie qu'aucune politique d'import-substitution ne peut faire l'économie d'une action vigoureuse sur les coûts de production et les marges commerciales tout au long de la filière domestique, et que l'efficience des **projets VIVA Logone et VIVA Bénoué** doit être évaluée à l'aube de leur capacité
- **Deuxième enseignement : la production locale joue un rôle réel mais limité.** Le coefficient de la production nationale est négatif **(−0,124)** et significatif à **1%**. Une augmentation de **1 %** de la production locale réduit les importations de **0,12 %**, ce qui confirme l'effet de substitution attendu. Cependant, l'élasticité reste **modeste**, ce qui indique que **l'augmentation de la production locale ne se traduit pas automatiquement par une réduction des importations**. Une partie de la production additionnelle absorbe la croissance démographique et urbaine, sans

nécessairement se substituer aux flux importés. Cette élasticité, située dans la fourchette basse de la littérature subsaharienne, traduit la persistance de **freins hors-prix** que sont la qualité perçue, l'irrégularité de l'offre et le conditionnement qui fragilisent l'effet substitution attendu de la simple hausse des volumes.

- **Troisième enseignement : la croissance économique alimente structurellement les importations.** Les coefficients du PIB par habitant (**0,254**) et du taux de croissance démographique (**0,294**) sont tous deux positifs et significatifs à **1%**. Cela signifie que **la croissance économique et la pression démographique constituent des facteurs structurels de hausse de la demande de riz importé**. Pour les décideurs camerounais, cet enseignement est lourd de conséquences. Si le pays atteint les objectifs de croissance fixés dans la SND30, les importations de riz augmenteront de manière automatique, à moins d'une transformation parallèle et accélérée de l'offre locale. Autrement dit, la simple amélioration de la compétitivité interne pourra être annulée par l'effet revenu si elle n'est pas suffisamment forte.
- **Quatrième enseignement : le levier monétaire est sans impact.** Le coefficient du taux de change réel des importations, exprimé en dollar américain, est de **−0,021**, certes statistiquement significatif, mais économiquement marginal. Concrètement, même une appréciation **du dollar de 10 % face au FCFA ne réduirait les importations de riz que de 0,21 %**. Ce résultat reflète une réalité bien connue : le Cameroun, membre de la zone CEMAC, dispose d'une monnaie arrimée à parité fixe avec l'Euro, et la variabilité résiduelle du FCFA face au dollar ne dépend que de la dynamique euro/dollar, sur laquelle aucune autorité nationale n'a de prise. Les autorités camerounaises ne peuvent donc pas compter sur la politique de change comme instrument actif de la politique commerciale. L'arsenal disponible se réduit aux outils budgétaires, fiscaux, réglementaires et structurels.

I.2. Recommandations de politique publique

À partir de ces enseignements, sept recommandations sont formulées à destination des décideurs publics camerounais. Elles sont conçues pour être **concrètes, financièrement réalistes et politiquement acceptables** dans le contexte institutionnel actuel.

Recommandation 1 : Créer un Fonds de Convergence Compétitive Riz (FCC-Riz). Compte tenu de la prééminence du prix relatif comme déterminant des importations, la première priorité est de réduire le différentiel de prix entre riz local et riz importé. Il est proposé d'instaurer un fonds dédié, alimenté par un prélèvement de **1 à 2 %** sur la valeur des importations de riz, dont le produit serait intégralement reversé à la subvention dégressive du prix bord-champ du riz local. L'objectif est de ramener progressivement le

ratio prix local / prix importé de **2,30 à 1,30** sur cinq (5) ans. Ce mécanisme présente le double avantage d'être autofinancé car il ne pèse pas sur le budget de l'État, et politiquement acceptable, dans la mesure où il fait peser le coût sur les importateurs plutôt que sur le contribuable.

Recommandation 2 : Lancer un Label Qualité « Riz Camerounais Premium ». Étant donné que l'élasticité de substitution par production reste modeste en raison des freins hors-prix, la qualité doit être traitée comme une politique publique à part entière. Il est proposé de créer un label national géré par un organisme indépendant public-privé, garantissant des normes strictes de calibrage, de taux de brisure et de conditionnement. Les rizeries certifiées bénéficieraient d'un accès prioritaire aux marchés institutionnels (cantines scolaires, hôpitaux, armée). Cette approche valorise l'identité culturelle des riz camerounais (Ndop, SEMRY) et mobilise la commande publique comme outil de soutien à la demande, sans coût budgétaire massif.

Recommandation 3 : Mettre en place un Mécanisme d'Achat Public Programmé (MAPP). L'irrégularité de l'offre locale étant l'un des freins à la substitution, il est proposé d'instaurer un dispositif par lequel l'État s'engage contractuellement à acheter chaque année un volume garanti de riz local à la **SEMRY, à l'UNVDA** et aux coopératives certifiées, à un prix plancher prédéfini. Ces volumes seraient ensuite redistribués via les marchés institutionnels. Ce mécanisme sécurise les revenus des producteurs sans coût budgétaire net significatif et offre un levier de stabilisation sociale dans des régions stratégiques comme **l'Extrême-Nord et le Nord-Ouest**. Des dispositifs similaires existent au **Sénégal** et au **Ghana** et peuvent servir de modèles.

Recommandation 4 : Instaurer un Programme National d'Information Consommateur (PNIC-Riz). La perception qualitative joue un rôle considérable dans les arbitrages des consommateurs urbains. Il est proposé de lancer une campagne pluriannuelle de communication mettant en valeur les variétés locales, les producteurs et les avantages nutritionnels du riz camerounais. Cette campagne s'appuierait sur les médias publics, les réseaux sociaux et les influenceurs culinaires nationaux. Le coût est modeste comparé à l'enjeu, et l'innovation réside dans la mobilisation des leviers culturels et identitaires plutôt que purement économiques.

Recommandation 5 : Lier la SND30 à un Indicateur de Convergence Riz (ICR). La SND30 ne dispose pas, à ce jour, d'un indicateur composite de suivi de la performance d'import-substitution rizicole. Il est proposé de créer un Indicateur de Convergence Riz, intégrant trois dimensions à savoir : **le taux de couverture de la demande nationale par la production locale, le prix relatif moyen, et la part du riz**

local respectant les normes du Label Premium. Publié trimestriellement par l'INS, cet indicateur conditionnerait le déclenchement automatique de mesures correctrices. Ce dispositif renforce la redevabilité des politiques publiques sans coût budgétaire significatif et offre un outil précieux pour la communication politique et le dialogue avec les bailleurs.

Recommandation 6 : Porter politiquement la création d'une Bourse Régionale du Riz CEMAC. La concentration des fournisseurs asiatiques crée une vulnérabilité structurelle, comme l'ont rappelé les restrictions indiennes de 2023. Il est proposé que le Cameroun porte la création d'une bourse régionale du riz, basée à Douala, qui faciliterait les échanges intra-CEMAC et permettrait au pays, principal producteur de la zone, de devenir progressivement fournisseur de ses voisins plutôt qu'importateur net. Cette initiative s'inscrit dans la dynamique d'intégration régionale et offre au Cameroun une posture de leadership sur la question alimentaire.

Ces six (06) recommandations, complémentaires et hiérarchisées, offrent une feuille de route opérationnelle pour les décideurs camerounais. Elles s'inscrivent dans la continuité de la SND30 et des projets VIVA, tout en proposant des innovations qui dépassent l'approche purement productiviste actuellement dominante. Leur mise en œuvre coordonnée pourrait permettre, à l'horizon 2030, de réduire significativement la dépendance du pays aux importations de riz, sans rupture brutale ni coûts budgétaires insoutenables.

II. Les limites de l'étude et perspectives de recherches futures

Tout travail empirique repose sur des choix méthodologiques qui en délimitent la portée. Il est nécessaire d'expliciter ces limites pour permettre au lecteur d'apprécier la valeur des résultats à leur juste mesure, et d'identifier les pistes de prolongement que la présente recherche laisse ouvertes.

II.1. Les limites du présent travail

Deux limites principales doivent être assumées.

- **La première limite tient à la taille de l'échantillon.**

L'étude porte sur 10 observations annuelles couvrant la période 2016-2025. Cette taille, bien qu'acceptable pour une analyse par MCO, contraint les degrés de liberté disponibles et limite la puissance des tests statistiques.

Elle empêche également de distinguer les effets de court terme des effets de long terme et de tester la stabilité des élasticités sur des sous-périodes, alors même que des chocs structurels majeurs (pandémie de Covid-19, conflit en Ukraine, restrictions indiennes de 2023) ont vraisemblablement modifié temporairement les comportements de consommation. Par ailleurs, la forme log-linéaire retenue suppose

des élasticités constantes sur l'ensemble de la période, hypothèse qui peut ne pas refléter fidèlement les changements de régime survenus à des moments de rupture spécifiques.

- **La deuxième limite concerne l'opérationnalisation incomplète de la compétitivité.**

Le cadre théorique mobilisé dans la première partie distinguait trois dimensions de la compétitivité (prix, hors-prix et structurelle). Or, le modèle empirique ne capture directement que la première de ces dimensions, à travers le prix relatif. Les dimensions hors-prix, qualité perçue, régularité d'approvisionnement, conditionnement et structurelle, état des infrastructures, qualité institutionnelle et les effets attendus des projets VIVA n'ont pas été directement intégrées comme variables explicatives, faute de séries temporelles annuelles disponibles et fiables sur la période. Ce choix méthodologique est explicitement justifié au chapitre 3 (section II.1), mais il délimite mécaniquement la portée explicative du modèle, dont une partie de la variance non expliquée (27 %) doit être attribuée à ces facteurs résiduels.

II.2. Perspectives de recherches

Ces limites ne sont donc pas des défauts à dissimuler mais des invitations à approfondir l'analyse. Quatre pistes de prolongement méritent d'être mentionnées.

- **Première piste d'amélioration : la construction d'indices composites de qualité.**

Les recherches futures gagneraient à construire des indicateurs synthétiques mesurant la compétitivité hors-prix du riz local, à partir de critères tels que le taux de brisure, le pourcentage d'impuretés, la régularité de l'approvisionnement sur les marchés urbains et le degré de standardisation du conditionnement. Ces indices, intégrés dans les modèles économétriques, permettraient de quantifier précisément le rôle des facteurs qualitatifs.

- **Deuxième piste d'amélioration : l'exploitation de données d'enquête auprès des consommateurs.**

Une approche complémentaire à l'analyse macroéconomique consisterait à mener des enquêtes auprès des ménages des grandes villes comme Yaoundé, Douala, Bafoussam et Garoua, afin de mesurer directement les préférences, les arbitrages et les déterminants psychologiques des choix entre riz local et riz importé. Ces enquêtes permettraient d'éclairer la zone d'ombre que les modèles économétriques ne peuvent atteindre.

- **Troisième piste d'amélioration : l'analyse comparée à l'échelle de la CEMAC.**

Les recherches futures gagneraient à étendre l'analyse aux autres pays de la zone CEMAC (Tchad, Centrafrique, Gabon, Guinée Équatoriale, Congo), afin d'identifier les facteurs spécifiquement camerounais et les facteurs communs à la sous-région. Cette approche comparée éclairerait les opportunités d'intégration régionale et la viabilité d'une bourse régionale du riz, telle qu'évoquée dans les recommandations.

❖ **Quatrième piste d'amélioration : l'évaluation ex-post des politiques publiques.**

Une fois la SND30 arrivée à son terme en 2030 et les projets VIVA Logone et VIVA Bénoué achevés (horizon 2029), il conviendra de réaliser une évaluation rigoureuse de l'efficacité des dispositifs mis en œuvre dans la filière rizicole. Les méthodes d'évaluation contrefactuelle (doubles différences, méthodes synthétiques, expériences naturelles) pourraient être mobilisées pour mesurer l'impact réel des politiques publiques sur la dépendance importatrice. Le présent travail, en fournissant un état de référence empirique pour la période 2016-2025, constitue un point de départ utile pour ces évaluations futures.

Reconnaître les limites d'une étude, loin d'en affaiblir la portée, en renforce au contraire la crédibilité scientifique. Les pistes de prolongement identifiées ici dessinent un programme de recherche cohérent qui pourra, dans les années à venir, approfondir et étendre les enseignements du présent mémoire. Ce travail s'inscrit ainsi dans une dynamique cumulative de production de connaissances sur la filière rizicole camerounaise, à laquelle d'autres chercheurs sont appelés à contribuer.

Cette section a permis de tirer les enseignements opérationnels des résultats économétriques. L'analyse a confirmé la prééminence du prix relatif comme levier d'action, la portée modeste mais réelle de l'augmentation de la production, l'effet structurellement haussier de la croissance économique et démographique, et l'absence d'effet du levier monétaire dans le contexte de la zone CEMAC. À partir de ces constats, sept recommandations de politique publique ont été formulées, allant de la création d'un Fonds de Convergence Compétitive Riz à la mise en place d'une Bourse Régionale du Riz CEMAC, en passant par un Label Qualité, un mécanisme d'achat public programmé et un indicateur de suivi de la SND30, conditionne à la fois la sécurité alimentaire, la souveraineté économique et le bien-être des ménages.

Loin d'être définitives et exhaustives, ces propositions s'inscrivent dans le cadre des limites assumées par cette recherche à savoir : la taille restreinte de l'échantillon, l'opérationnalisation incomplète de la compétitivité hors-prix, les contraintes de disponibilité et d'accès aux données. Elles s'inscrivent également dans la perspective d'un programme de recherche plus large que les pistes ouvertes en fin de section esquissent. Au-delà de ses résultats propres, ce travail entend contribuer à éclairer la décision publique sur un enjeu qui, dans le contexte de la SND30, conditionne à la fois la sécurité alimentaire, la souveraineté économique et le bien-être des ménages.

Conclusion du Chapitre : Ce dernier chapitre a permis de soumettre les hypothèses de recherche au test empirique et d'en tirer les enseignements pour la décision publique. Les résultats obtenus confirment la pertinence du cadre analytique développé dans la première partie. La compétitivité-prix s'impose comme le déterminant le plus puissant de la demande d'importation, avec une élasticité de **0,502** dans le modèle global, ce qui rejoint les conclusions de **Seck et al.** (**2012**) et **Demont et Ndour** (**2015**) sur les

filières rizicoles ouest-africaines. La production nationale exerce un effet de substitution réel mais modeste, traduisant la persistance des facteurs hors-prix soulignés par **Lançon et David, B.** (**2007**). Le revenu et la pression démographique constituent des facteurs structurels de hausse des importations, conformément aux résultats classiques de **Houthakker et Magee** (**1969**) sur les fonctions agrégées de demande d'importation.

A partir de ces enseignements, six recommandations de politique publique ont été formulées, parmi lesquelles la création d'un **Fonds de Convergence Compétitive Riz**, l'instauration d'un Label Qualité ***« Riz Camerounais Premium »***, la mise en place d'un Mécanisme d'Achat Public Programmé inspiré des dispositifs sénégalais (**SAED**) et ghanéen (**NAFCO**), le lancement d'un Programme National d'Information Consommateur, l'introduction d'un Indicateur de Convergence Riz pour le suivi de la SND30, et le portage politique d'une Bourse Régionale du Riz CEMAC. Ces propositions s'inscrivent dans la continuité de la SND30 tout en proposant des innovations qui dépassent l'approche purement productiviste actuellement dominante.

Le chapitre a également assumé les limites du travail et identifié quatre pistes de prolongement pour les recherches futures. Ces ouvertures dessinent un programme de recherche cohérent auquel le présent travail entend contribuer comme état de référence empirique pour la période 2016-2025.

CONCLUSION GENERALE

La Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) parie sur la compétitivité de la filière rizicole locale pour réduire la dépendance du pays aux importations de riz. Pour donner corps à ce pari, le Cameroun a engagé depuis **novembre 2022** deux dispositifs structurants : **le projet VIVA Logone, financé par la Banque mondiale à hauteur de 117 à 124 milliards de FCFA pour réhabiliter 12 210 hectares de périmètres irrigués, et le projet VIVA Bénoué, doté de 178,5 millions d'euros (environ 117,8 milliards de FCFA)**, tous deux inscrits dans le **Plan Intégré d'Import-Substitution Agropastoral et Halieutique 2024-2026**. Le raisonnement implicite est le suivant : si le riz local devient compétitif, alors les consommateurs s'en détourneront moins, les importations baisseront, et la balance commerciale s'améliorera. Mais cette logique séduisante reposait-elle sur des bases empiriques solides ? C'est à cette question que la présente recherche s'est efforcée de répondre, en estimant l'effet des principaux indicateurs de compétitivité de la filière rizicole locale sur la demande de riz importé au Cameroun entre 2016 et 2025.

La démarche adoptée a articulé un cadre théorique exigeant et une analyse empirique solide. La première partie a permis de poser les fondations conceptuelles, en montrant que la compétitivité d'une filière agricole ne se résume pas à une équation de coûts, mais qu'elle combine des dimensions de prix, hors-prix et structurelles. Elle a également mis en évidence les mécanismes par lesquels les signaux de prix, l'urbanisation et les politiques publiques influencent la demande d'importation, en s'appuyant notamment sur les travaux fondateurs de **Houthakker et Magee** (**1969**), **Goldstein et Khan** (**1985**), **Senhadji** (**1998**), **Armington** (**1969**) et, pour le contexte rizicole africain, ceux de **Seck et al.** (**2012**), **Demont et Ndour** (**2015**), **Lançon et David, B.** (**2007**). La seconde partie était consacrée à l'analyse empirique, à partir d'un modèle log-linéaire estimé par les Moindres Carrés Ordinaires (MCO) sur dix (10) observations annuelles. Ce choix méthodologique offre une transparence et une parfaite lisibilité des résultats pour le décideur public.

Les résultats obtenus dessinent un constat clair, parfois inconfortable, mais empiriquement étayé. *Premièrement*, le prix relatif riz local/riz importé s'est révélé être le déterminant le plus puissant de la demande d'importation, avec une élasticité de **0,502 significative au seuil de 1 %**. La compétitivité-prix demeure donc le principal levier d'action. *Deuxièmement*, la production nationale exerce un effet de substitution réel mais faible (doubler la production locale ne réduirait les importations que de **12 %**), ce qui démontre que, les politiques exclusivement productivistes comme celles que portent à ce jour les projets VIVA Logone et VIVA Bénoué, ne sont pas forcément les plus adaptées pour lutter contre les importations massives. *Troisièmement*, la croissance économique et la pression démographique alimentent structurellement les importations, avec des coefficients respectifs de **0,254** et **0,294**. Si le

Cameroun atteint les objectifs de croissance de la SND30, la demande de riz importé augmentera automatiquement, indépendamment de toute politique active. *Quatrièmement et enfin*, le levier monétaire est neutralisé par l'arrimage du **Franc CFA à l'Euro**, avec une élasticité-change de seulement **-0,021 mesurée en dollar** : **une appréciation du dollar de 10 % face au FCFA** ne réduirait les importations que de **0,21 %**, ce qui explique que la politique de change ne peut être mobilisée comme instrument actif de la politique commerciale.

De ces enseignements se dégage une lecture plus prudente des ambitions implicites de la SND30 et des projets VIVA. La compétitivité-prix est bien le levier principal, comme le suppose la stratégie nationale ; mais l'effet est partiellement absorbé par la dynamique du revenu et de la démographie. Autrement dit, l'amélioration de la compétitivité locale court le risque d'être annulée par la croissance attendue, si elle n'est pas suffisamment forte et accompagnée de politiques hors-prix solides. Les décideurs doivent donc raisonner en termes nets : combien faut-il améliorer la compétitivité pour compenser l'effet revenu de la croissance future ? Sans avoir trouvé les éléments de réponse à cette réflexion, les politiques d'import-substitution risquent de produire des résultats apparents très inférieurs aux ambitions affichées, et ce malgré la mobilisation budgétaire considérable des projets VIVA (**près de 242 milliards de FCFA cumulés**).

A partir de ces constats, six recommandations de politique publique ont été formulées. Elles sont conçues pour être concrètes, financièrement réalistes et politiquement acceptables. Au cœur de ces propositions, on retrouve :

- La création d'un Fonds de Convergence Compétitive Riz autofinancé par un prélèvement sur les importations ;
- L'instauration d'un Label Qualité *« Riz Camerounais Premium »* adossé à la commande publique ;
- La mise en place d'un Mécanisme d'Achat Public Programmé inspiré des modèles sénégalais (SAED) et ghanéen (NAFCO) ;
- Le lancement d'un Programme National d'Information Consommateur ;
- L'introduction d'un Indicateur de Convergence Riz pour le suivi de la SND30 ;
- Le portage politique d'une Bourse Régionale du Riz CEMAC.

Ces six leviers, hiérarchisés et complémentaires, dessinent une feuille de route opérationnelle qui dépasse l'approche purement productiviste aujourd'hui dominante.

Ce travail n'ignore pas ses limites et choisit de les assumer plutôt que de les masquer. Deux limites principales encadrent la portée des résultats. D'abord, la taille de l'échantillon, contrainte à dix observations annuelles, limite la puissance des tests statistiques et empêche de distinguer effets de court et de long terme, comme le ferait une approche ARDL ou VAR ; la forme log-linéaire suppose en outre

des élasticités constantes sur toute la période, hypothèse remise en question par les chocs récents. Ensuite, l'opérationnalisation empirique de la compétitivité ne capture directement que sa dimension prix, faute de séries fiables sur les variables hors-prix et structurelles ; ces dimensions ont néanmoins été mobilisées dans l'interprétation des résultats et dans la formulation des recommandations. Ces deux limites ne dévaluent pas les résultats : elles définissent leur portée et invitent à des prolongements méthodologiques rigoureux.

Quatre pistes de recherche prolongent naturellement ce mémoire. Il s'agit de la construction d'indices de la qualité hors-prix, la conduite d'enquêtes des ménages en milieu urbain pour saisir les déterminants psychologiques des choix alimentaires, l'extension de l'analyse à l'ensemble des pays de la zone CEMAC pour distinguer les facteurs spécifiquement camerounais des dynamiques régionales, et l'évaluation ex-post des projets VIVA et des politiques publiques mises en œuvre dans le cadre de la SND30 à l'aide de méthodes contrefactuelles. Le présent travail, en fournissant un état de référence empirique pour la période 2016-2025, constitue un point de départ utile pour ces évaluations futures.

Au terme de ce parcours, une certitude demeure. La question rizicole camerounaise n'est pas une simple affaire de tonnages, ni même de compétitivité-prix prise isolément. Elle engage à la fois la sécurité alimentaire de millions de ménages, la souveraineté économique d'un pays dans une zone monétaire à parité fixe, et la capacité de l'Etat à articuler une politique cohérente sur la longue durée, comme en témoignent les engagements financiers massifs consentis dans le cadre des projets VIVA. Les chiffres présentés dans ce mémoire sont des points d'appui pour orienter la décision. Ils rappellent surtout qu'on ne peut pas réussir une politique publique en se basant uniquement sur des objectifs ou des idées. Il faut comprendre en profondeur la réalité économique et les mécanismes concrets du terrain pour que les ambitions (**comme celles de la SND30**) deviennent réellement. C'est à cette exigence, modestement mais résolument, que ce travail a tenté de contribuer.

ANNEXES

ANNEXE 1 : TABLEAU COMPARATIF DES DISPOSITIFS PUBLICS D'ACHAT DE RIZ : SAED (SÉNÉGAL) ET NAFCO (GHANA)

Modèles inspirant la Recommandation 3 (Mécanisme d'Achat Public Programmé — MAPP)

Dimension	SAED — Sénégal	NAFCO — Ghana
Nom complet	Société nationale d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta du fleuve Sénégal et des vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé.	National Food Buffer Stock Company (Société nationale de stockage tampon alimentaire).
Année de création	1965 (loi n° 65-001 du 20 janvier 1965). Devenue Société nationale en 1981 (loi n° 81-57).	2010, sous l'autorité du Ministry of Food and Agriculture (MoFA).
Statut juridique	Société nationale ; opérateur public sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural.	Limited Liability Company à capitaux publics, rattachée au MoFA.
Mission principale	Maîtrise d'ouvrage déléguée des aménagements hydro-agricoles ; appui à la production, à la transformation et à la mise en marché du riz dans la vallée du fleuve Sénégal.	Garantir un prix plancher aux producteurs, absorber les surplus, constituer des réserves stratégiques et approvisionner les institutions publiques (armée, écoles, hôpitaux, prisons).
Mécanisme de prix	Prix de référence concerté avec les organisations de producteurs ; soutien indirect via subventions aux intrants et appui à la commercialisation (rizeries de la vallée).	Prix plancher (floor price) fixé par le Producer Price Determination Committee. En 2025 : 5 GH¢/kg de riz paddy ; intègre coût de production + marge de 10 %.
Volume / capacité	Capacité de transformation de la vallée : ≈ 140 000 tonnes de paddy/an (25 rizeries). Production rizicole nationale : 1 526 803 tonnes de paddy en 2023.	Achats récents (2025) : 60 000 sacs de riz, 120 000 sacs de maïs, 10 000 sacs de gari sur enveloppe initiale. Objectif : 10 % de la consommation nationale (≈ 6,8 Mt).
Financement	Budget de l'État sénégalais ; bailleurs internationaux (Banque mondiale, JICA via le PAPRIZ, BAD). PNAR : 74 milliards FCFA injectés sur fonds propres en 2014 ; PNAR 2 (2014-2017) chiffré à 424,7 milliards FCFA.	Dotations budgétaires du Trésor public ghanéen. Octobre 2025 : enveloppe de 100 millions GH¢ approuvée par le Cabinet, demande d'une seconde tranche de 100 millions GH¢.

Réseau opérationnel	Maîtrise d'ouvrage directe sur la rive gauche du fleuve Sénégal ; partenariats avec organisations de producteurs (3PRD), ISRA, ANCAR, SODAGRI.	73 Licensed Buying Companies (LBC) agréées, qui achètent le paddy aux producteurs au prix garanti et le revendent à NAFCO avec une marge encadrée.
Résultats observés	Production rizicole portée de 559 022 t (2014) à 1 526 803 t (2023), soit +173 % en 9 ans. SAED revendique 60 % de la production nationale visée.	Stabilisation des revenus agricoles dans les zones de production du Nord. Effet documenté sur la transmission des prix sur le marché du maïs (Kumasi) ; difficultés récurrentes d'absorption des surplus en année excédentaire.
Limites identifiées	Désengagement partiel de la commercialisation depuis le PASR de 1994 ; dépendance persistante aux importations (≈ 1 Mt/an) ; coûts élevés de l'irrigation.	Capacités de stockage limitées ; sous-financement chronique en années de forte production (200 000 t de riz invendu en stock dans le nord, octobre 2025).
Leçons pour le Cameroun	(1) Adosser le MAPP à un opérateur public déjà existant (SEMRY ou UNVDA) plutôt que créer une structure ex nihilo. (2) Combiner achat public et investissement dans la transformation (rizeries).	(1) Fixer un prix plancher transparent intégrant les coûts de production + marge. (2) Sécuriser un débouché institutionnel (armée, cantines scolaires, hôpitaux). (3) Anticiper le financement contracyclique en années de surplus.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. **Abbott, P. C., Hurt, C., & Tyner, W. E. (2008)**. *What's Driving Food Prices?* Farm Foundation Issue Report.
2. **AfricaRice. (2021).** *Annual Report 2020: Fostering resilient rice-based agri-food systems for nutrition and health in Africa*.
3. **Aiginger, K., & Vogel, J. (2015).** Competitiveness: from a misleading concept to a strategy supporting Beyond GDP goals. *Competitiveness Review, 25*(5), 497-523.
4. **Anderson, K., & Nelgen, S. (2012).** Trade barrier volatility and agricultural price stabilization. *World Development, 40*(1), 36-48.
5. **Armington, P. S. (1969).** A theory of demand for products distinguished by place of production. *IMF Staff Papers, 16*(1), 159-178.
6. **Arouna, A., Fatognon, I. G., Saito, K., & Futakuchi, K. (2021)**. Moving toward rice self-sufficiency in sub-Saharan Africa by 2030. World Development Perspectives, 21, 100293.
7. **Avom, D. (2005).** Intégration régionale dans la CEMAC : des problèmes institutionnels récurrents. Afrique contemporaine
8. **Bahmani-Oskooee, M., & Brooks, T. J. (1999)**. Bilateral J-curve between U.S. and her trading partners. *Weltwirtschaftliches Archiv / Review of World Economics, 135*(1), 156-165.
9. **Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). (2022)**. *Rapport annuel 2022*. BCEAO.
10. **Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC). (2022)**. *Rapport annuel 2022*. BEAC.
11. **Banque mondiale. (2013).** *Africa can help feed Africa: Removing barriers to regional trade in food staples*. World Bank, Poverty Reduction and Economic Management, Africa Region.
12. **Banque mondiale. (2022).** *World Development Indicators 2022*. World Bank.
13. **Banque mondiale. (2023).** *Africa's Pulse, Volume 27: An analysis of issues shaping Africa's economic future*. World Bank Group.
14. **Bougheas, S., Demetriades, P. O., & Morgenroth, E. L. W. (1999).** Infrastructure, transport costs and trade. *Journal of International Economics, 47*(1), 169-189.
15. **Broutin, C., Levard, L., & Goudiaby, M.-C. (2006)**. *Produits d'origine en Afrique de l'Ouest et du Centre. CIRAD/GRET.*
16. **Carrère, C. (2004).** African regional agreements: Impact on trade with or without currency unions. *Journal of African Economies, 13*(2), 199-239.

17. **Deaton, A., & Muellbauer, J. (1980).** *Economics and consumer behavior*. Cambridge University Press.
18. **Demont, M., & Ndour, M. (2015)**. Upgrading rice value chains: Experimental evidence from 11 African markets. *Global Food Security, 5*, 70-76
19. **Folefack, D. P., Sale, A., Wakponou, A., & Ndjouenkeu, R. (2014)**. Booster la production locale du riz pour le renforcement de la sécurité alimentaire au Nord Cameroun. Journal of Applied Biosciences, 81(1), 7232-7241.
20. **Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). (2018)**. *Rice market monitor (Vol. XXI, Issue 1)*. FAO.
21. **Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). (2020**). *World Food and Agriculture - Statistical Yearbook 2020*. FAO.
22. **Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). (2022)**. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2022*. FAO, IFAD, UNICEF, WFP & WHO.
23. **Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). (2023)**. *Cameroon: Hand-in-Hand Initiative - Investment Plan for the development of the rice value chain*. FAO.
24. **Goldstein, M., & Khan, M. S. (1985)**. Income and price effects in foreign trade. In R. W. Jones & P. B. Kenen (Eds.), *Handbook of International Economics* (Vol. 2, Chap. 20, pp. 1041-1105). Elsevier / North-Holland.
25. **Gujarati, D. N. (2003).** *Basic econometrics* (4e éd.). McGraw-Hill.
26. **Helpman, E. (1987).** Imperfect competition and international trade: Evidence from fourteen industrial countries. *Journal of the Japanese and International Economies, 1*(1), 62-81.
27. **Hoekman, B., & Njinkeu, D. (Eds.). (2007).** *Aid for trade and development: Global and regional perspectives*. Cambridge University Press..*
28. **Houthakker, H. S., & Magee, S. P. (1969).** Income and price elasticities in world trade. *The Review of Economics and Statistics, 51*(2), 111-125.
29. **Institut National de la Statistique du Cameroun (INS). (2023).** *Annuaire statistique du Cameroun 2023*. INS.
30. **Japan International Cooperation Agency (JICA). (2021).** *Mid-term Review Report on Project for the Development of Irrigated and Rainfed Rice Cultivation (PRODERIP) in Cameroon*.
31. **Krugman, P. R. (1996)**. Making sense of the competitiveness debate. *Oxford Review of Economic Policy, 12*(3), 17-25.
32. **Lançon, F., & David-Benz, H. (2007)**. *Rice imports in West Africa: Trade regimes and food policy formulation* [Poster]. 106th seminar of the European Association of Agricultural Economists

(EAAE) - Pro-poor development in Llow-income countries: Food, agriculture, trade and environment, Montpellier, France, 25-27 octobre.

33. **Léon, F. (2016).** Effets de la qualité des institutions sur le commerce intra-zone : cas de la CEMAC. CERDI, Université Clermont Auvergne.
34. **Limão, N., & Venables, A. J. (2001)**. Infrastructure, geographical disadvantage, transport costs, and trade. The World Bank Economic Review, 15(3), 451-479. https://doi.org/10.1093/wber/15.3.451
35. **Marshall, A. (1890)**. *Principles of economics*. Macmillan.
36. **Martínez-Zarzoso, I., & Nowak-Lehmann, F. (2003)**. Augmented gravity model: An empirical application to Mercosur-European Union trade flows. *Journal of Applied Economics, 6*(2), 291-316.
37. **Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER). (2020)**. *Stratégie nationale de développement de la riziculture au Cameroun (2020-2030)*. MINADER, République du Cameroun.
38. **Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER). (2025)**. *Annuaire statistique du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural*. MINADER.
39. **Minot, N. (2011).** *Transmission of world food price changes to markets in sub-Saharan Africa* (IFPRI Discussion Paper No. 01059). International Food Policy Research Institute.
40. **Moran, C. (1989).** Imports under a foreign exchange constraint. *The World Bank Economic Review, 3*(2), 279-295.
41. **North, D. C. (1990).** *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press.
42. **Nzeka, U. M. (2013).** Nigeria grain and feed annual 2013 (GAIN Report No. NI2013-0021). United States Department of Agriculture, Foreign Agricultural Service
43. **Ocampo, J. A. (2017).** Resetting the international monetary (non)system. Oxford University Press. (WIDER Studies in Development Economics).
44. **Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) & Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). (2021).** *OECD-FAO Agricultural Outlook 2021-2030*. OECD Publishing.
45. **Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001)**. Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics, 16*(3), 289-326.
46. **Porter, M. E. (1990).** *The competitive advantage of nations*. The Free Press / Macmillan.
47. **Pöyhönen, P. (1963).** A tentative model for the volume of trade between countries. *Weltwirtschaftliches Archiv, 90*, 93-100.

48. **Prebisch, R. (1950).** *The economic development of Latin America and its principal problems*. United Nations / ECLA. (Lake Success, NY).
49. **Reardon, T., Tschirley, D., Dolislager, M., Snyder, J., Hu, C., & White, S. (2015)**. Urbanization, diet change, and transformation of the downstream and midstream of the agrifood system: Effects on the poor in Africa and Asia (Working Paper). Michigan State University, Department of Agricultural, Food, and Resource Economics.
50. **Ricardo, D. (1817).** *On the principles of political economy and taxation*. John Murray.
51. **Sawyer, W. C. (2016).** The conceptual problems with industrial competitiveness. *The International Trade Journal*, 30(2), 87-98.
52. **Seck, P. A., Tollens, E., Wopereis, M. C. S., Diagne, A., & Bamba, I. (2010).** Rising trends and variability of rice prices: Threats and opportunities for sub-Saharan Africa. *Food Policy, 35*(5), 403-411.
53. **Seck, P. A., Touré, A. A., Coulibaly, J. Y., Diagne, A., & Wopereis, M. C. S. (2013)**. Africa's rice economy before and after the 2008 rice crisis. In M. C. S. Wopereis, D. E. Johnson, N. Ahmadi, E. Tollens, & A. Jalloh (Eds.), *Realizing Africa's rice promise* (pp. 24-34). CAB International.
54. **Seck, P. A., Diagne, A., Mohanty, S., & Wopereis, M. C. S. (2012)**. Crops that feed the world 7 : Rice. Food Security, 5(1), 7-22.
55. **Senhadji, A. (1998).** Time-series estimation of structural import demand equations: A cross-country analysis. *IMF Staff Papers, 45*(2), 236-268.
56. **Singer, H. W. (1950)**. The distribution of gains between investing and borrowing countries. *American Economic Review, 40*(2), 473-485.
57. **Smith, A. (1776).** *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations*. W. Strahan & T. Cadell.
58. **Soullier, G., Demont, M., Arouna, A., Lançon, F., & Mendez del Villar, P. (2020).** The state of rice value chain upgrading in West Africa. *Global Food Security, 25*, 100365.
59. **Tinbergen, J. (1962)**. *Shaping the world economy: Suggestions for an international economic policy*. Twentieth Century Fund.
60. **United States Department of Agriculture (USDA). (2023).** *Production, supply and distribution (PSD) database - Rice*. Foreign Agricultural Service.
61. **Varian, H. R. (2010)**. *Intermediate microeconomics: A modern approach* (8e éd.). W. W. Norton & Company.
62. **Walras, L. (1874).** *Éléments d'économie politique pure, ou théorie de la richesse sociale*. L. Corbaz & Cie.

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE..... i

AVERTISSEMENT ii

DEDICACE iii

REMERCIEMENTS iv

LISTE DES TABLEAUX vii

RESUME ix

ABSTRACT..... x

INTRODUCTION GENERALE 1

CHAPITRE 1 : CLARIFICATIONS CONCEPTUELLES ET FONDEMENTS THEORIQUES DE LA COMPETITIVITE ET DE LA DEMANDE D'IMPORTATION 11

Section 1 : Clarifications conceptuelles de la compétitivité des filières agricoles et de la demande d'importation 11

I. La compétitivité appliquée aux filières agricoles dans les pays en développement..... 11

I.1. Les typologies de compétitivité (prix, hors-prix et structurelle)..... 11

I.1.1. La compétitivité-prix..... 12

Elle renvoie à la capacité qu'a un Etat, une entreprise ou une structure à proposer un produit à coût inférieur ou égal à celui des concurrents, à qualité comparable. Elle dépend principalement :..... 12

I.1.2. La compétitivité hors-prix..... 12

I.1.3. La compétitivité structurelle..... 12

I.2. Les spécificités de la compétitivité des filières agricoles dans les pays en développement..... 13

II. La demande d'importation des produits alimentaires 13

II.1. Fondements microéconomiques de la demande du consommateur..... 14

II.2. Définition et spécificités de la demande d'importation en économie ouverte 15

II.3. Caractéristiques économiques du riz dans la consommation alimentaire 16

Section 2 : Fondements théoriques de la compétitivité et de la demande d'importation 17

I. Cadres théoriques de la compétitivité des filières productives 18

I.1. Des avantages comparatifs à la compétitivité structurelle : repères rapides (David Ricardo et Adam Smith) 18

I.2. Approche du Diamant de Porter et compétitivité Sectorielle..... 19

I.3. Rôle des institutions, infrastructures et politiques 20
I.3.1. Rôle des institutions 20
I.3.2. Rôle des infrastructures (support physique de la compétitivité) 21
I.3.3. Rôle des politiques publiques 21
II. Cadres théoriques de la demande d'importation 22
II.1. Théories classiques de la demande d'importation (revenu, pris relatif, taux de change) 22
II.2. Approche par les élasticités et conditions de Marshall-Lerner 23
II.3. Modèles de demande d'importation en économie ouverte pour les pays en développement 24
CHAPITRE 2 : MECANISMES DE TRANSMISSION DE LA COMPETITIVITE A LA DEMANDE D'IMPORTATION : REVUE THEORIQUE ET EMPIRIQUE 26
Section 1 : Revue de la littérature théorique sur le lien compétitivité-demande 26
I. Théories de la substitution entre production locale et importations 26
I.1. Théories de l'import-substitution (Prebisch, Singer) : logique de remplacement des importations par la production nationale 26
I.2. Conditions de substituabilité entre produits locaux et importés 27
I.2.1. La compétitivité-prix 27
I.2.2. La qualité 27
I.2.3. La disponibilité 28
I.3. Limites des politiques d'import-substitution dans les filières agricoles des pays en développement 29
II. Mécanismes de transmission de la compétitivité à la demande d'importation 29
II.1. Le rôle du prix relatif riz local /riz importé dans l'arbitrage du consommateur 30
II.2. Effet de l'urbanisation et des préférences alimentaires sur la demande de riz importé 30
II.3. Les effets des politiques commerciales, monétaires et agricoles 31
Section 2 : Revue de la littérature empirique 32
I. Déterminants empiriques de la demande d'importation des produits alimentaires 32
I.1. Résultats empiriques internationaux 32
I.2. Spécificités des économies africaines 32
I.3. Etudes appliquées au secteur du riz 32

II. Compétitivité des filières agricoles et dynamique des importations 33

II.1. Mesures empiriques de la compétitivité agricole 33

II.2. Relation entre production locale et volumes importés 33

II.3. Limites des travaux existants et positionnement de la présente recherche 33

DEUXIÈME PARTIE : ANALYSE EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE LA COMPETITIVITE DE LA FILIERE RIZICOLE ET LA DEMANDE DE RIZ IMPORTE AU CAMEROUN 36

CHAPITRE 3 : ENVIRONNEMENT DE RECHERCHE ET DEMARCHE METHODOLOGIQUE 37

Section 1 : Présentation de la filière rizicole et du marché du riz importé au Cameroun 37

I. Analyse structurelle de la filière rizicole au Cameroun 37

I.1. Organisation de la production rizicole 37

I.2. Le marché du riz au Cameroun 39

I.2.1. Evolution des indices de prix du riz au Cameroun sur la période étudiée 39

I.2.2. Analyse comparée de l'évolution de l'indice de prix du riz au Cameroun avec d'autres secteurs 40

I.3. Les contraintes structurelles (productivité, transformation et distribution) 41

II. Le marché du riz importé et dynamiques d'approvisionnement 42

II.1. Evolution de la valeur des importations entre 2016-2025 42

II.2. Les principaux pays fournisseurs et structure des approvisionnements 43

III. Evolution des parts du riz local et du riz importé au Cameroun 44

Section 2 : Spécification du modèle économétrique 46

I. Justification du choix méthodologique et spécification du modèle 46

I.1. Justification du choix méthodologique 46

I.2. Spécification du modèle 47

II. Sources de données et technique d'estimation 50

II.1. Sources de données 50

II.2. Technique d'estimation 50

CHAPITRE 4 : PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS 52

Section 1 : Présentation des résultats et discussion 52

I. Analyse descriptive 52

I.1. Statistiques descriptives 52

I.2. Corrélation entre les variables 53
II. Vérification des hypothèses et Analyses économétriques 54
II.1. Vérification des hypothèses 54
II.1.1. Vérification de la première hypothèse spécifique 54
II.1.2. Vérification de la deuxième hypothèse spécifique 56
II.2. Analyses économétriques 58
II.2.1. Analyse du coefficient de la variable PIB 59
II.2.2. Analyse du coefficient de la variable prix relatif 61
II.2.3. Analyse du coefficient des variables taux de change et importations de riz .. 62
Section 2 : Implications économiques, recommandations de politique publique et perspectives de recherche 64
I. Implications économiques et recommandations de politique publique 65
I.1. Lecture économique des résultats et enseignements pour la SND30 65
I.2. Recommandations de politique publique 66
II. Les limites de l'étude et perspectives de recherches futures 68
II.1. Les limites du présent travail 68
II.2. Perspectives de recherches 69
CONCLUSION GENERALE 72
ANNEXES 75
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 77
TABLE DES MATIERES 81